

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

Laboratoire de rattachement : Centre d'Histoire de l'Asie
Contemporaine (CHAC) – Institut Pierre Renouvin (IPR)

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en histoire

Présentée et soutenue publiquement

le 22 octobre 2021 par

Mathieu GOTTELAND

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine, 1895-1918

volume 2

Sous la direction de M. Hugues TERTRAIS

Professeur émérite

Membre du Jury

M. Laurent Césari, professeur d'histoire contemporaine, Université
d'Artois

M. Jean-Noël Grandhomme, professeur d'histoire contemporaine,
Université de Lorraine

Mme Christine Mengin, maîtresse de conférences en histoire de l'art
et de l'architecture contemporaine, Université Paris I Panthéon-
Sorbonne

Mme Delphine Spicq, maîtresse de conférences en histoire de la Chine
moderne, IHEC, Collège de France

Résumé

Cette thèse se propose d'étudier la présence impériale formelle et informelle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en Chine de 1895, date de l'obtention par l'Allemagne de deux concessions à Hankou et à Tianjin, jusqu'à l'armistice de 1918. Toute histoire des impérialismes étrangers en Chine se doit d'être à la fois connectée et multilatérale, aussi bien que d'envisager l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale. Les différents impérialismes et microcolonies ne peuvent en effet se comprendre par leur seul rapport au pays prédaté, ni à la métropole, mais entretiennent des relations étroites les uns avec les autres, ainsi qu'avec les colonies et les pays indépendants de leur environnement immédiat. Nous avons choisi d'étudier concurremment les présences impériales allemande et austro-hongroise en Chine en raison de leur relation spéciale et étroite sur le continent européen. Comment cette relation s'exprime-t-elle dans le contexte chinois ? Quelle est l'importance de cette présence impériale d'un ordre particulier dans la politique intérieure et extérieure de chacune de ces puissances européennes ? Quelle est, à l'inverse, la place et le rôle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans l'arène chinoise ? Quelle est la particularité, quelles sont les forces et les faiblesses de leurs impérialismes nationaux en Chine ? Ces deux puissances arrivent tard sur la scène chinoise et asiatique : Quels buts, ce faisant, poursuivent-elles ? Dans quelle mesure les ont-elles atteints ? Nous avons tenté de répondre à ces questions lors de l'écriture des deux parties chronologiques de la thèse, à savoir : les raisons de cet impérialisme, sa place dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, dans leur politique étrangère, et spécifiquement européenne et coloniale, l'histoire des relations sino-allemandes, sino-austro-hongroises, et des interactions austro-allemandes en Chine, des origines à 1914 ; ainsi que le prolongement de ces diverses thématiques dans le cadre des hostilités européennes puis mondiales, de 1914 à 1918. Des questionnements particuliers parcourent la seconde partie de la thèse : Dans quelle mesure la guerre mondiale se retrouve en Chine et influence ce pays, sa politique intérieure, extérieure, ses rapports aux puissances impérialistes ? Que révèle la guerre du caractère et de l'efficacité des impérialismes allemand et austro-hongrois en Chine spécifiquement ? Dans quelle mesure enfin, la présence impériale allemande et austro-hongroise en Chine amène cette dernière à prendre dans la guerre un rôle spécifique, chinois et asiatique – Nous ne traitons pas ici de l'implication de la Chine dans les hostilités en Europe-même.

Summary

The thesis intends to study the German and Austro-Hungarian formal and informal imperial presence in China from 1895, when Germany obtained concessions in the cities of Hankou and Tianjin, up to the armistice of 1918. Any historical study of foreign imperialisms in China must be both connected and multilateral, as well as look at the local, national, regional and world scale. The different imperialisms and microcolonies cannot be understood solely by their relation to the predated country, nor to the metropole, as they maintain close relations with each other, as well as with colonies and independent countries in their immediate surroundings. We chose to study both the German and Austro-Hungarian imperial presences in China because of their special and close relationship on the European continent. Which expression does this relationship find in the Chinese context ? What is the importance of this imperial presence of a particular kind in the inner and foreign policy of each European power ? What is the place and the rôle of Germany and Austria-Hungary in the Chinese arena ? What is the peculiarity, what are the strengths and weaknesses of their national imperialisms in China ? These two powers are late on the Chinese and Asian stage : Which goals are they pursuing ? Did they achieve them ? We tried to answer those questions when writing both chronological parts of the the thesis, that is : the reasons for this imperialism, its place in German and Austro-Hungarian history, in the foreign, and specifically European and colonial policy, of those countries, in the history of Sino-German, Sino-Austro-Hungarian relations, as well as the Austro-German relations in China, from the origins to 1914 ; as well as between 1914 and 1918, in the context of the European then worldwide hostilities. Particular questions are added during the study of the world war era : How far does the world war influences and involves China, her inner and foreign policy, her relations to the imperial powers ? What does the war reveal of the nature and efficiency of the German and Austro-Hungarian imperialisms in China specifically ? Finally, how does the German and Austro-Hungarian imperial presence in China brings her to take a specific Chinese and Asian rôle in the war ? We will not study here the Chinese involvement on the European theater of war.

Mots-clés

Chine – Allemagne – Autriche-Hongrie – Impérialisme informel

Première Guerre mondiale – Concessions – Indépendantisme indien – Indépendantisme vietnamien

Keywords

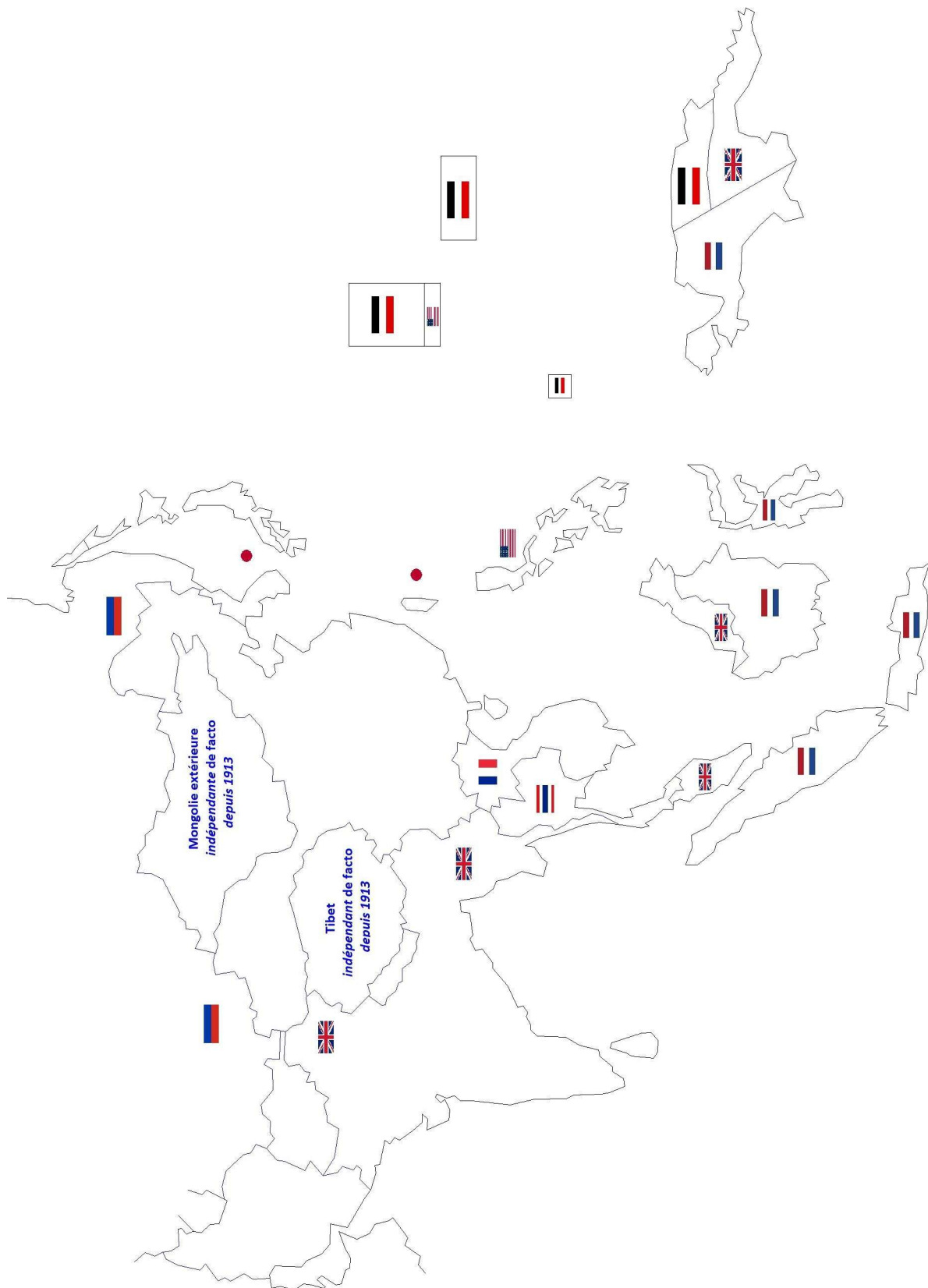
China – Germany – Austria-Hungary – Informal Imperialism

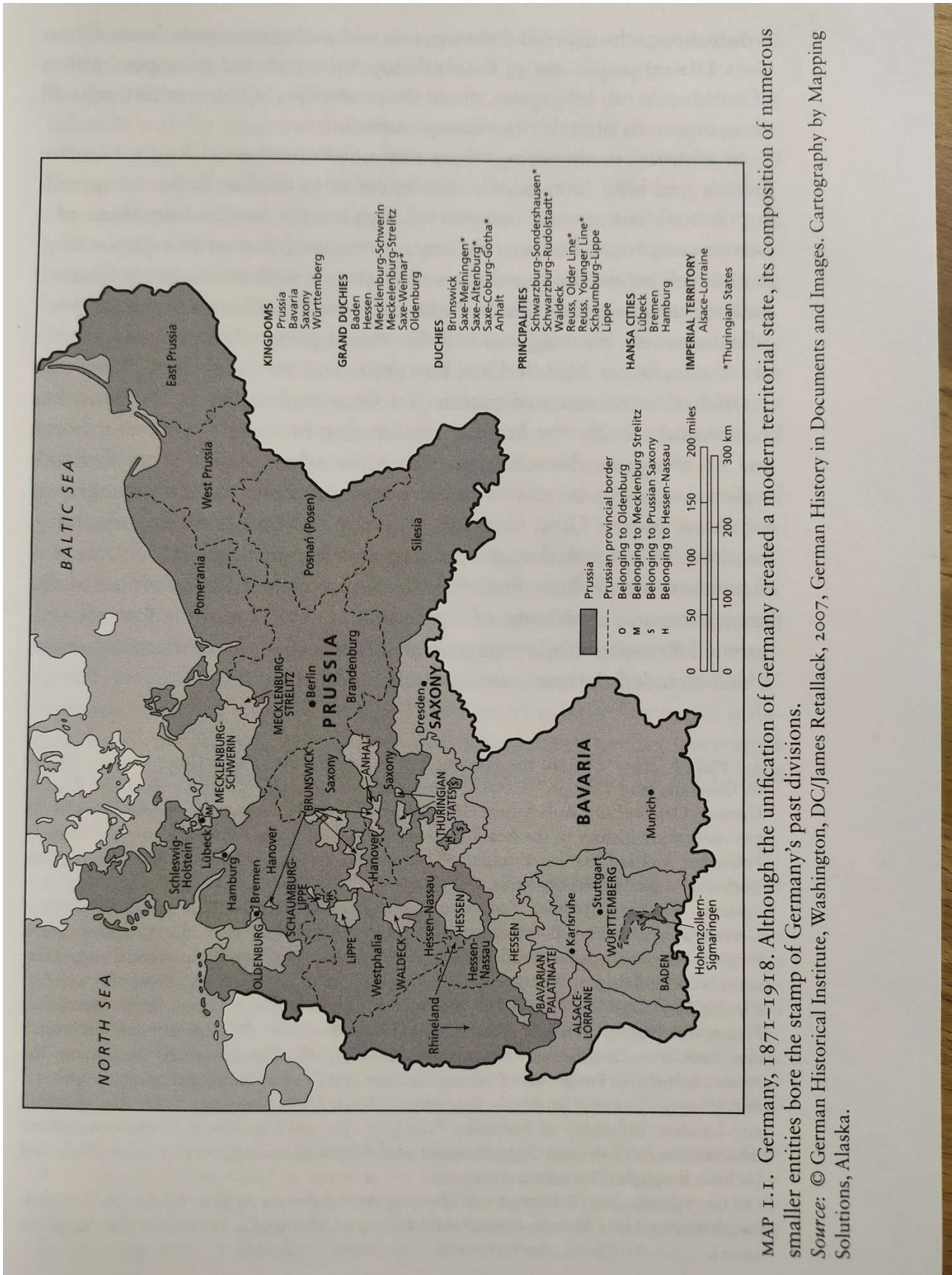
First World War – Concessions – Indian Independentism – Vietnamese Independentism

- 1- La Chine et ses voisins en 1914
- 2- L'Allemagne de 1871 à 1918
- 3- L'Autriche-Hongrie de 1867 à 1918
- 4- Les villes concessionnaires de 1861 à 1928
- 5- Les zones d'influence étrangères et concessions à bail en Chine en 1899
- 6- Les provinces chinoises en 1914
- 7 – Tianjin, ses concessions étrangères et leurs extensions en 1900
- 8 – Secteurs d'occupation en Chine du Nord, 1901
- 9 – Territoire du GPT
- 10 – Territoire à bail de la baie de Jiaozhou
- 11 – Secteur de protection et points d'occupation de la OABB, 1901
- 12 – Quartier des légations à Beijing, 1901
- 13 – Secteurs de protection du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, 1912
- 14 – Centres d'activités du Ghadar établis en Asie par Bhagwan Singh
- 15 – Trajet de retour des ghadarites d'Amérique vers l'Asie
- 16 – La frontière sino-birmane
- 17 – Le plan Siam-Birmanie et le plan Kraft
- 18 – Albert Wehde et le Henry S
- 19 – Les trajets du SS Maverick et de l'Annie Larsen
- 20 – Concession allemande de Tianjin
- 21 – Schmuckdreieck et hinterland allemand, Tianjin
- 22 – Hinterland allemand, Tianjin
- 23 – Inauguration du monument aux morts allemand, Tianjin
- 24 – Expédition Pappenheim
- 25 – Hankou et ses concessions étrangères, 1895
- 26 – Hankou et ses concessions étrangères, 1901
- 27 – Site projeté de la concession japonaise de Hankou, 1898
- 28 – Traité sino-allemand de Tianjin, 1861
- 29 – Convention supplémentaire de Beijing, 1880
- 30 – Traité sino-allemand de Tianjin, 1895
- 31 – Traité sino-allemand de Hankou (extraits), 1895
- 32 – Traité sino-allemand de Hankou, 1898
- 33 – Traité sino-allemand de Tianjin, 1901
- 34 – Traité sino-austro-hongrois de Beijing, 1869
- 35 – Traité sino-austro-hongrois de Tianjin, 1902

- 36 – Traité sino-allemand de Beijing, 1898
- 37 – Protocole final de 1901
- 38 – Note de 1902
- 39 – Tableau récapitulatif des traités bilatéraux signés par la Chine de 1842 à 1918
- 40 – Formulaire de soumission à la juridiction allemande sur les concessions de Hankou et de Tianjin
- 41 – Monument aux morts allemands de la guerre des Boxers, Tianjin
- 42 – Sceau de la commune concessionnaire allemande de Tianjin
- 43 – Consulat allemand, Tianjin
- 44 – Club Concordia, Tianjin
- 45 – Concession allemande de Tianjin
- 46 – Municipalité allemande de Tianjin
- 47 – Deutsch-asiatische Bank, Tianjin
- 48 – École primaire allemande, Tianjin
- 49 – Consulat allemand, Hankou
- 50 – Hôtel de ville, concession allemande de Hankou, 1907
- 51 – Deutsch-asiatische Bank, Hankou
- 52 – Compagnies allemande, austro-hongroise et portugaise du svc, 1916
- 53 – Marins allemands, Hankou
- 54 – Fort allemand, Shanhaiguan
- 55 – Fort Waldersee, Shanhaiguan
- 56 – Camp allemand, Tanggu
- 57 – Camp allemand, Yangcun
- 58 – Corps d'occupation allemand de Tianjin, juin 1914
- 59 – Police de la concession allemande de Tianjin, 1905
- 60 – Concession austro-hongroise de Tianjin
- 61 – Concession austro-hongroise de Tianjin
- 62 – Dongfu qiao, Tianjin
- 63 – Pont autrichien, Tianjin
- 64 – Consulat austro-hongrois à Shanghai
- 65 – Consulat austro-hongrois à Tianjin
- 66 – Ancienne et nouvelle légation d'Autriche-Hongrie à Beijing
- 67 – Vue de Czikanstraße, Tianjin
- 68 – Résolution du corps diplomatique concernant l'occupation du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, 1912

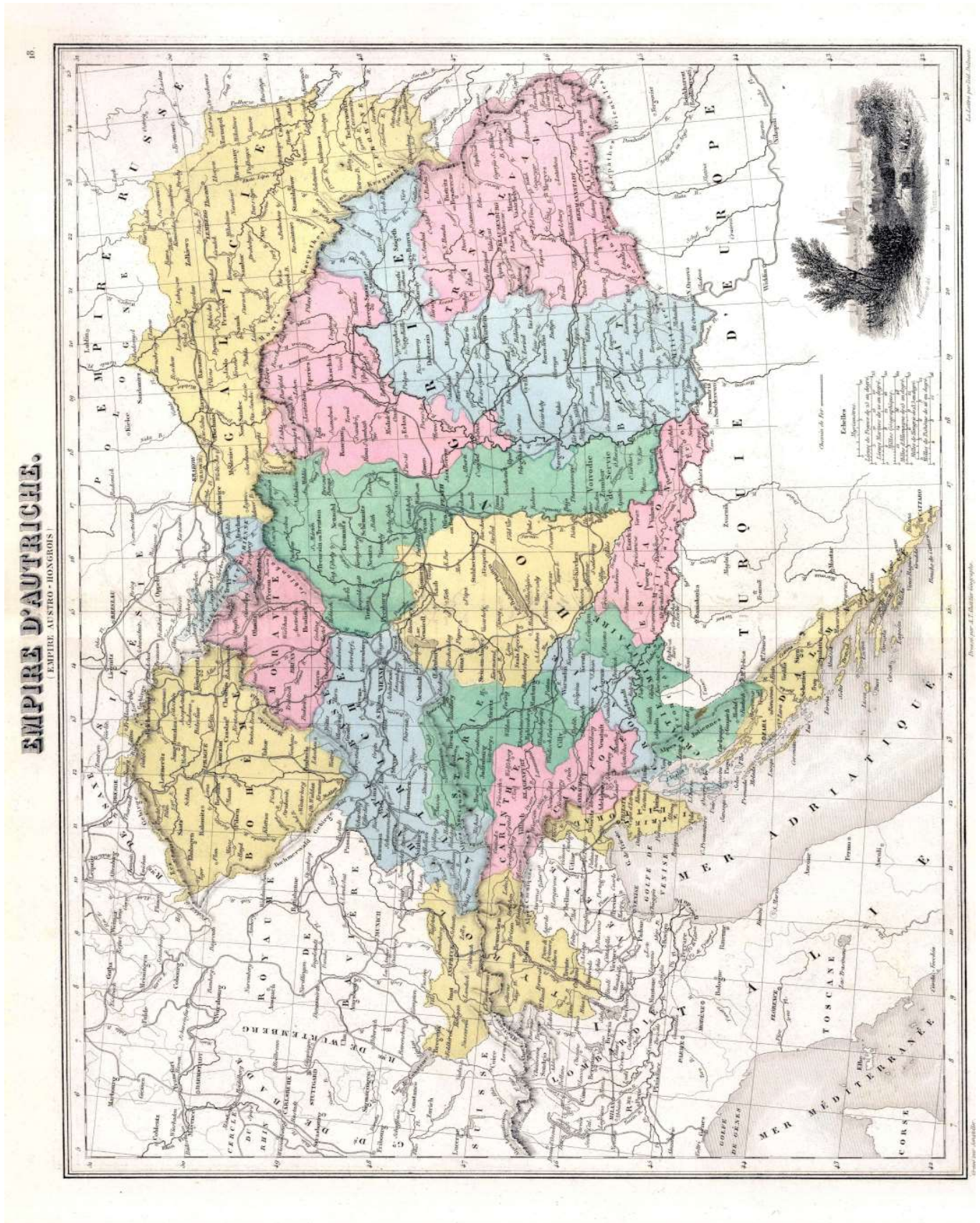
Annexe n° 1 – La Chine et ses voisins en 1914





Source : BARANOWSKI, Shelley, *Nazi Empire, German Colonialism and Imperialism from Bismarck to Hitler*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011, p. 11

Annexe n° 3 – L'Autriche-Hongrie de 1867 à 1914



Source : Desbuisson & Chartier, *Géographie universelle Atlas-Migeon*, J. Migeon, Paris, 1880

Annexe n° 4 – Les villes concessionnaires de 1861 à 1928



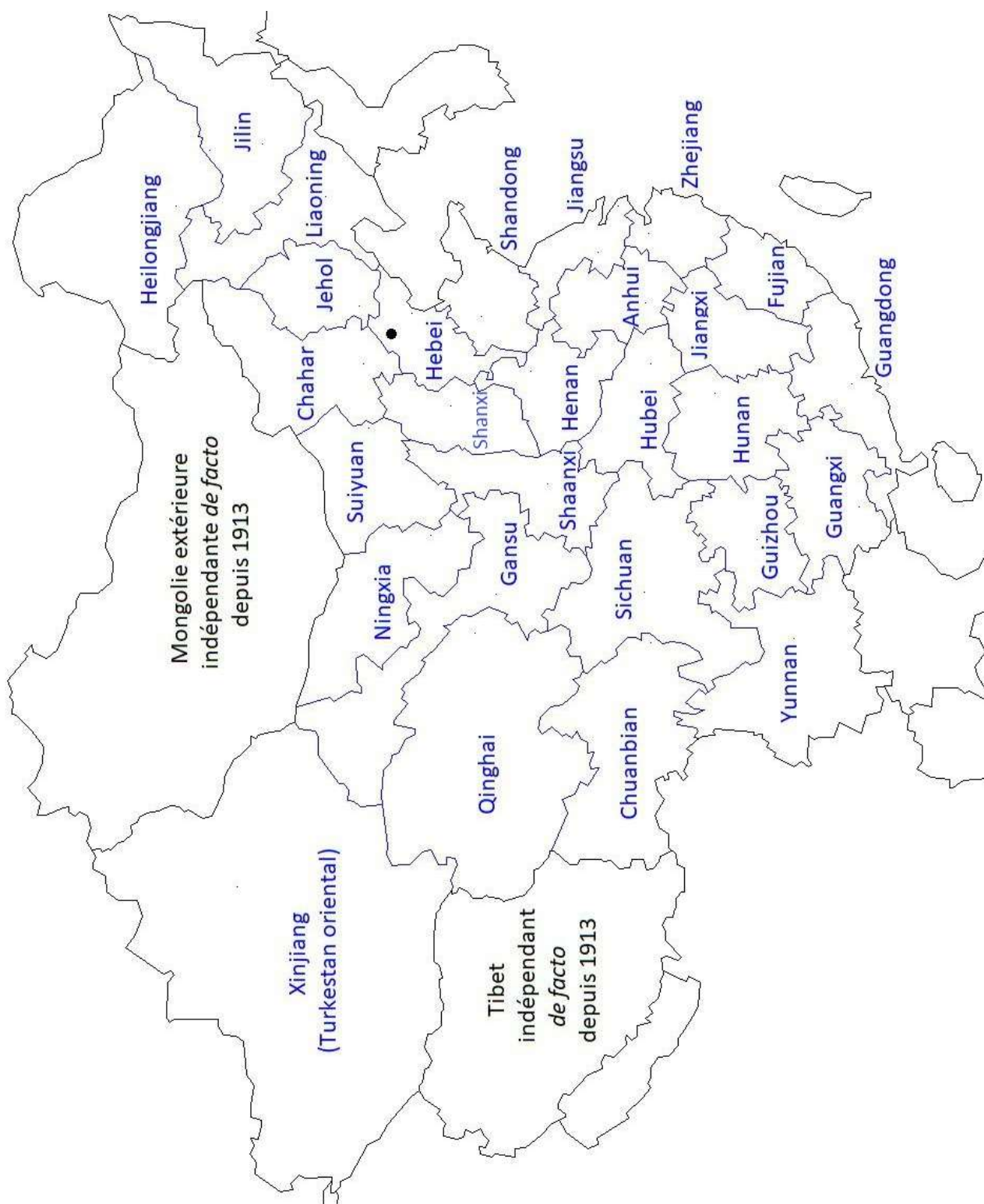
Note : Ne figurent sur la carte que les villes abritant des concessions nationales, ainsi que la concession internationale de Shanghai.

Annexe n° 5 – Les zones d'influence étrangères et concessions à bail en Chine en 1899

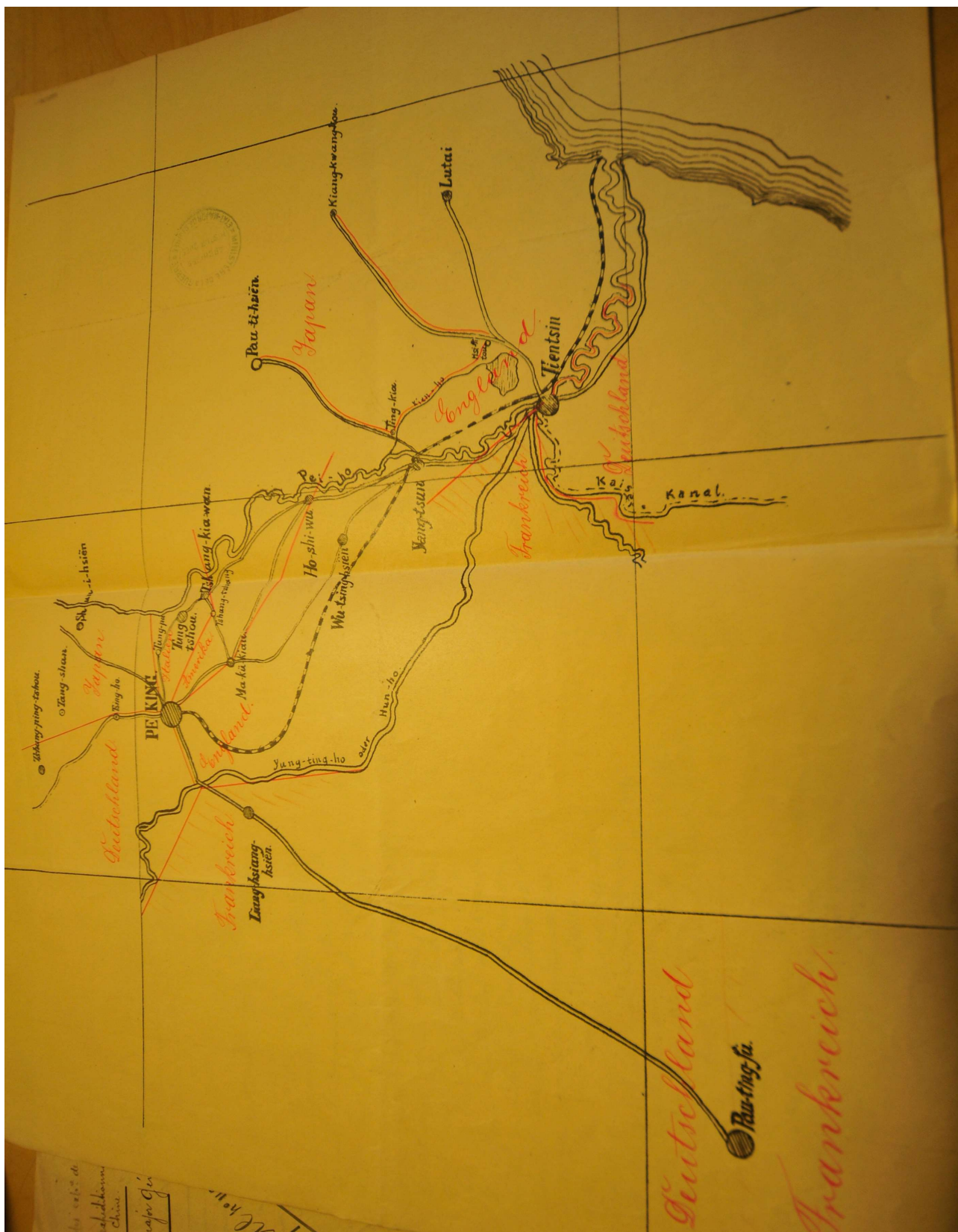


Source : OESTA HHSTA PA XXIX 6

Annexe n° 6 – Les provinces chinoises en 1914

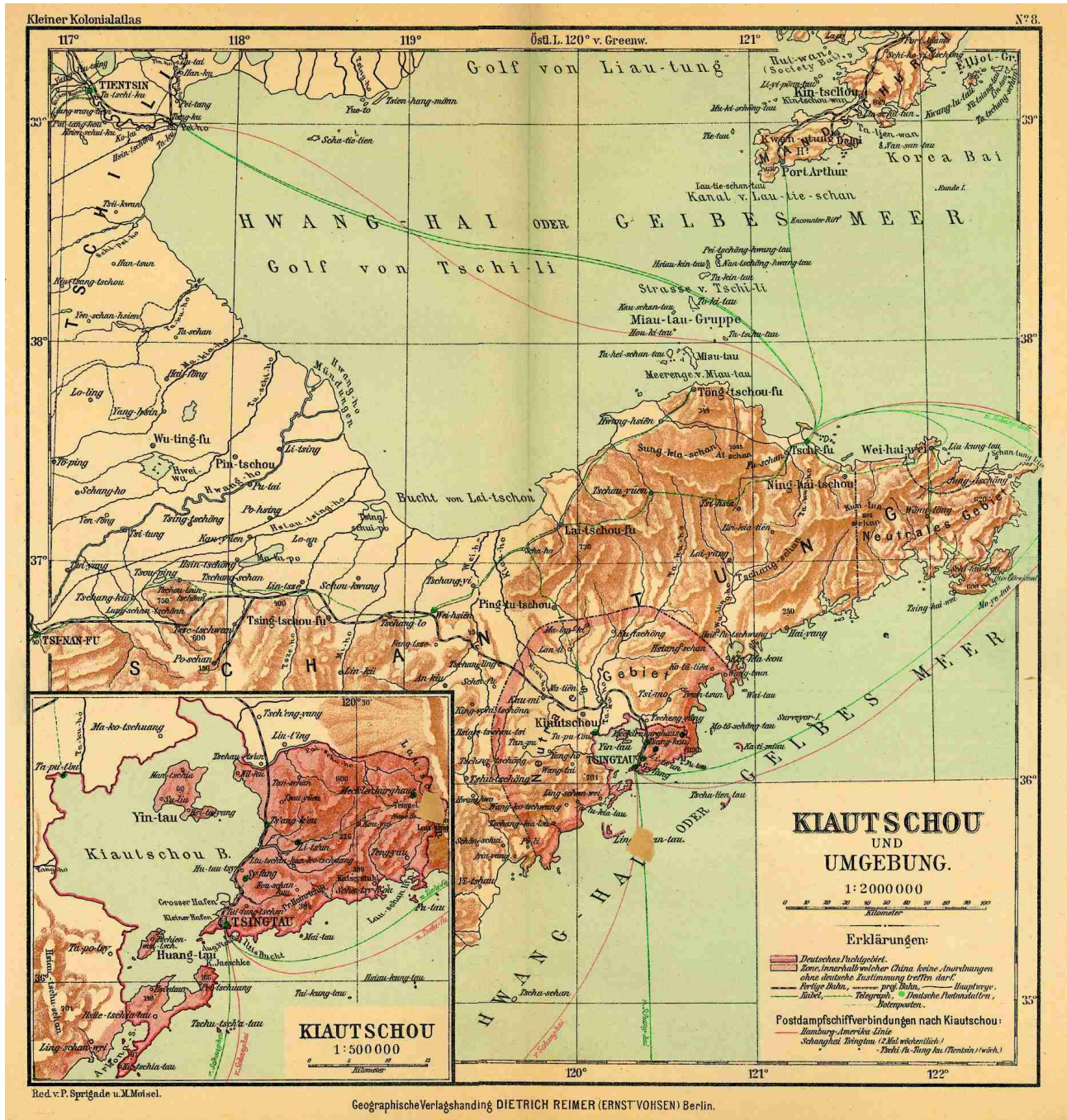


Annexe n° 8 – Secteurs d'occupation en Chine du Nord, 1901



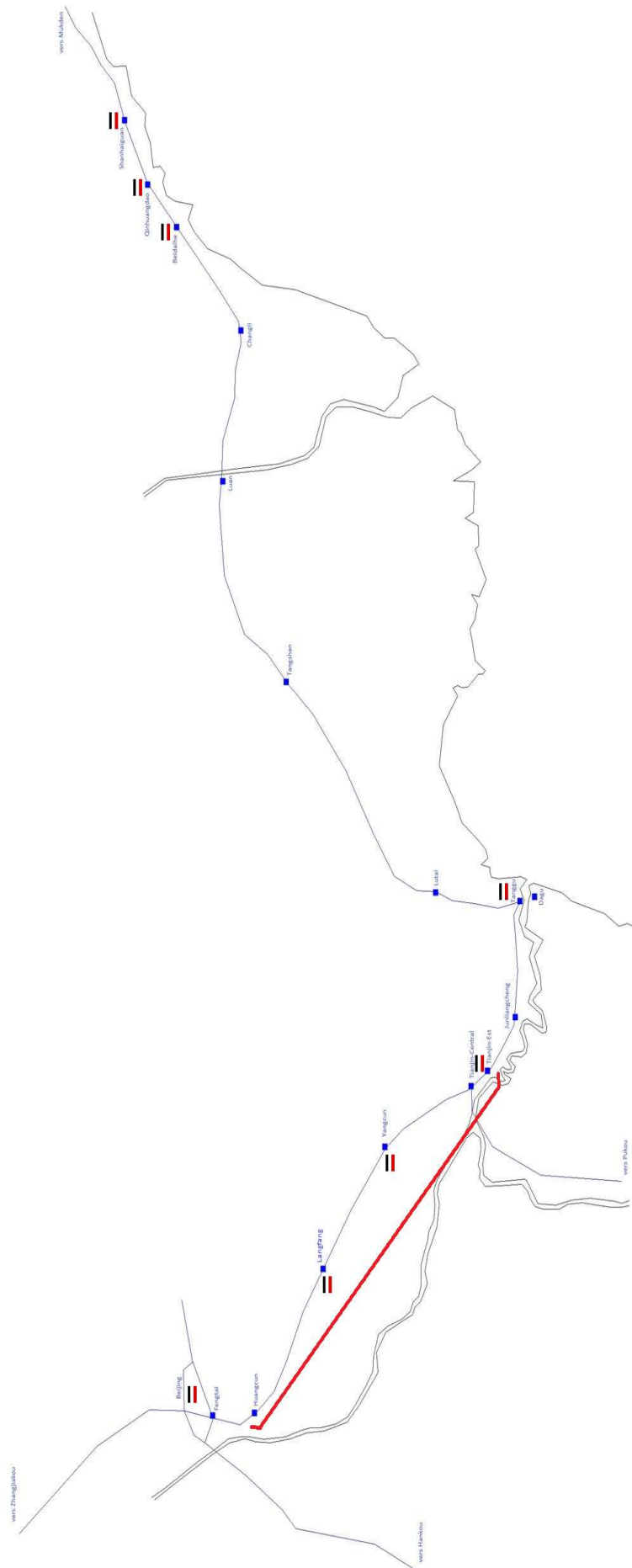
Source : SHD 11H21

Annexe n° 10 – Territoire à bail de la baie de Jiaozhou

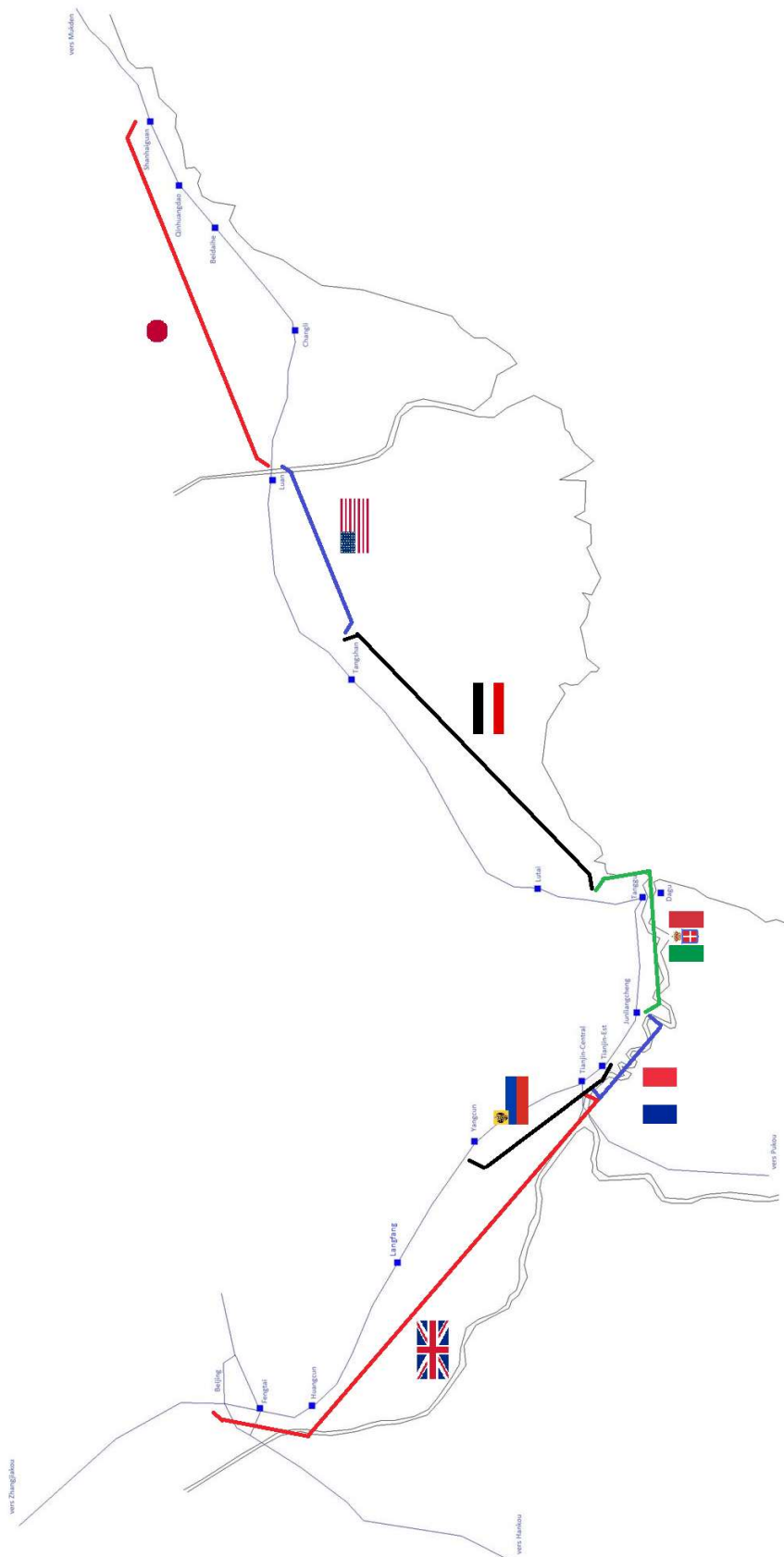


Source : *Kleiner Kolonialatlas*, Sprigade & Moisel, Berlin, 1912

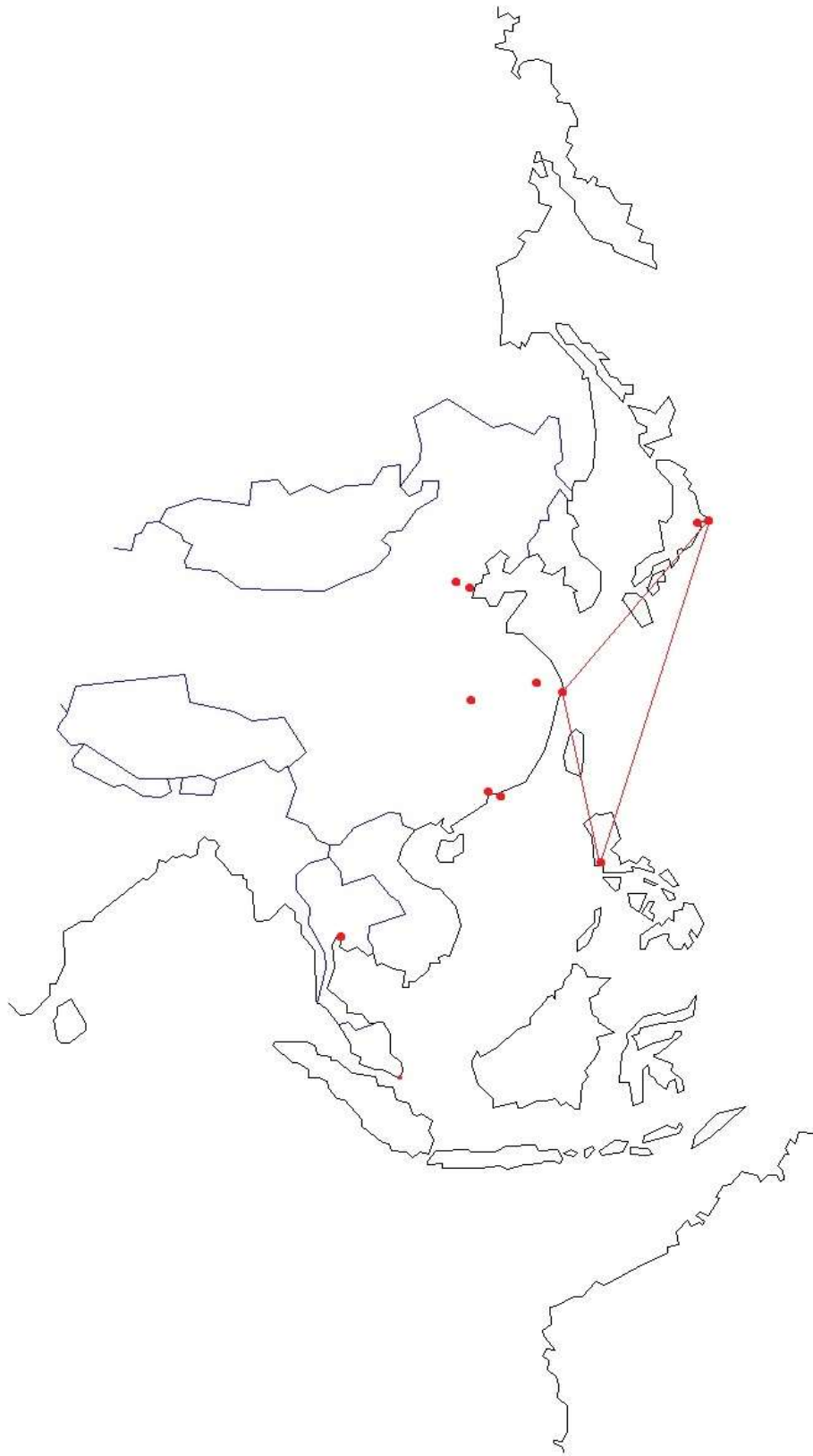
Annexe n° 11 – Secteur de protection et points d'occupation de la OABB, 1901



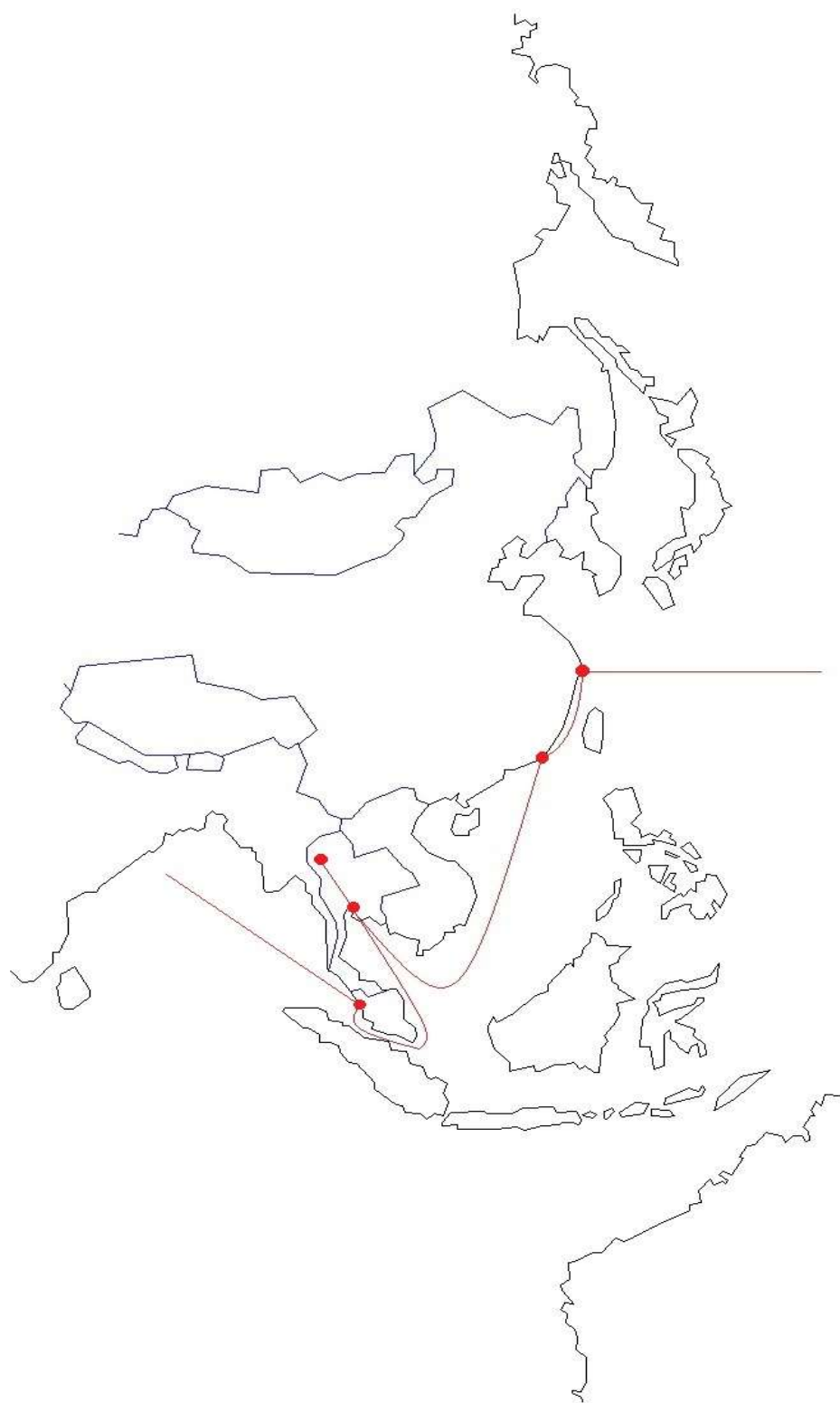
Annexe n° 13 – Secteurs de protection du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, 1912



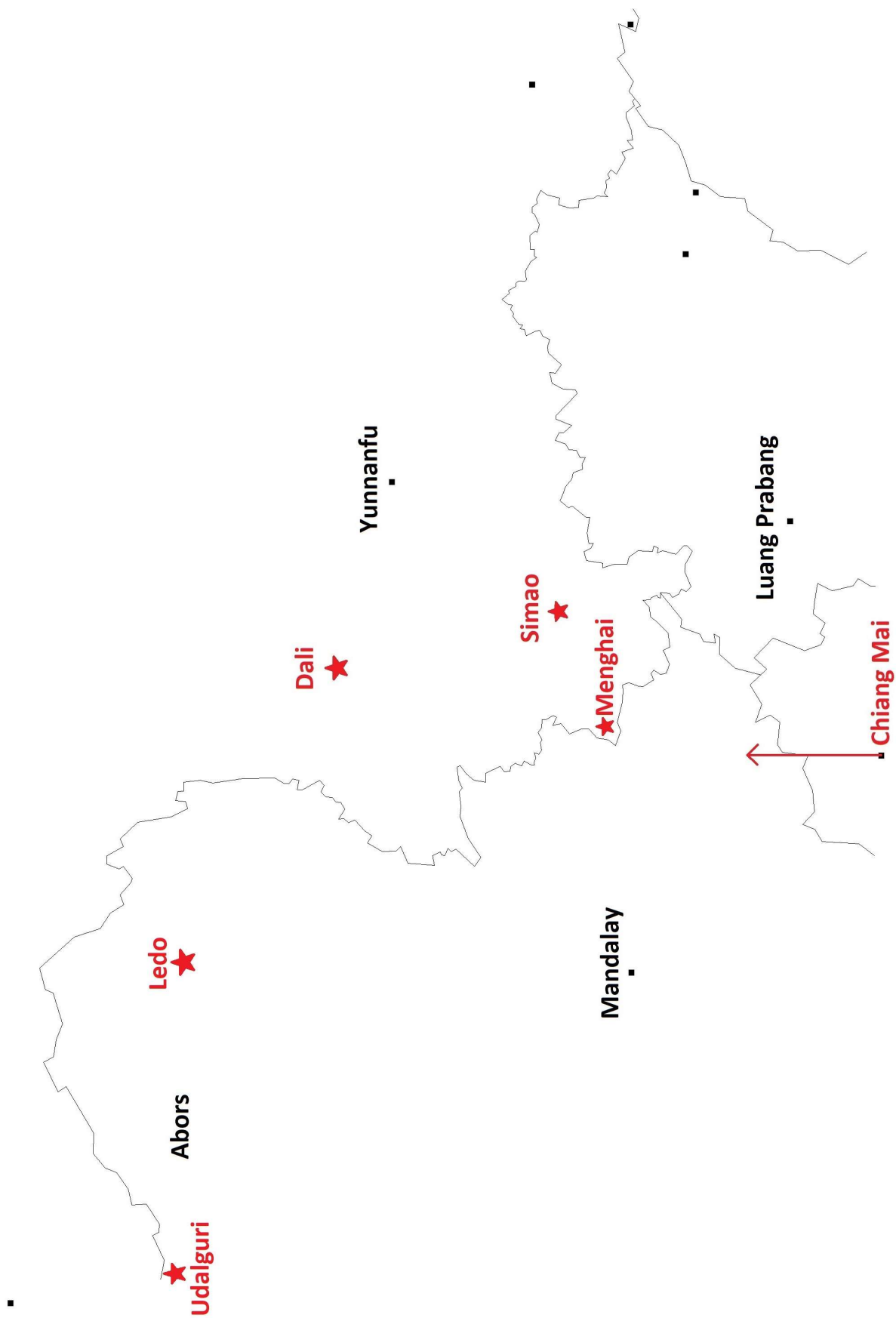
Annexe n° 14 – Centres d'activités du Ghadar établis en Asie par Bhagwan Singh



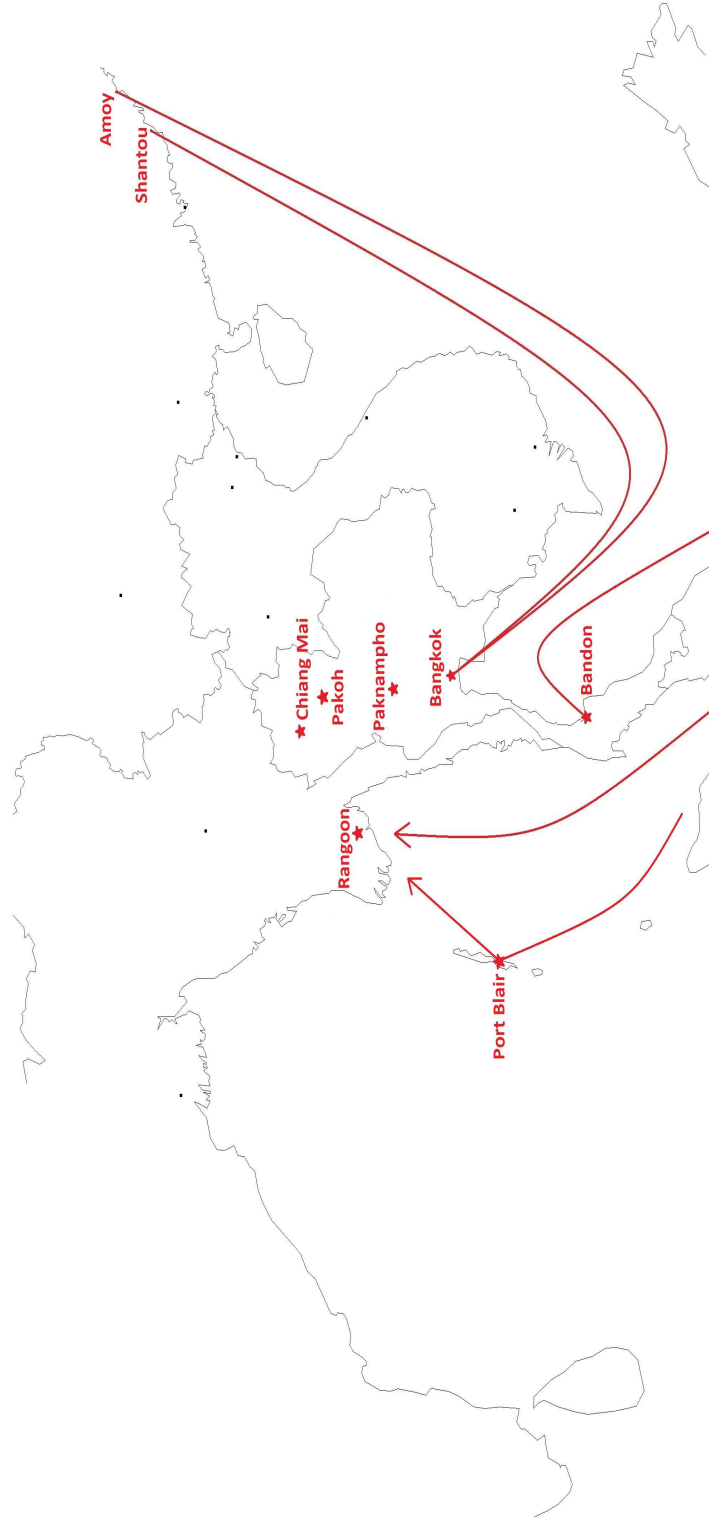
Annexe n° 15 – Trajet de retour des ghadarites d'Amérique vers l'Asie



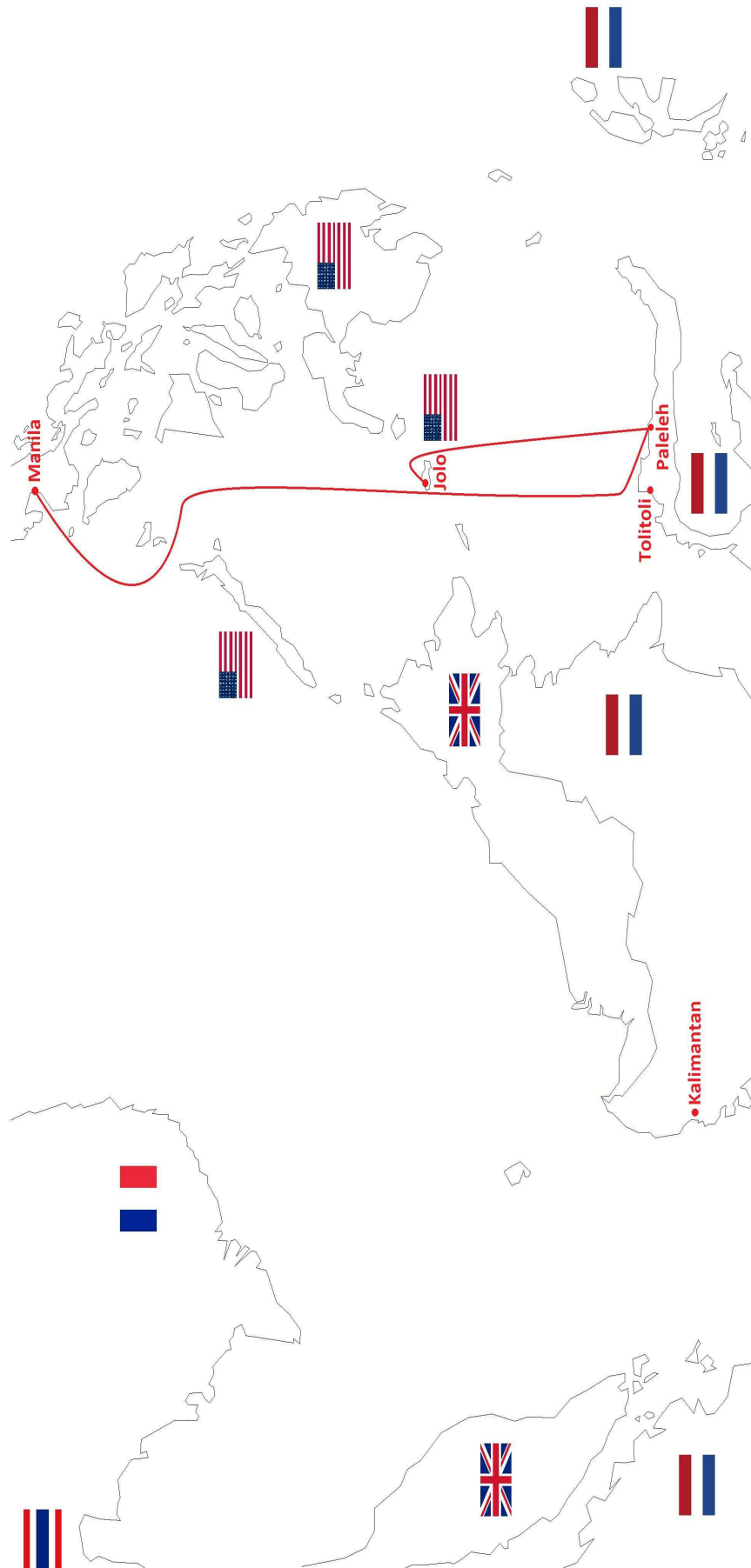
Annexe n° 16 – La frontière sino-birmane



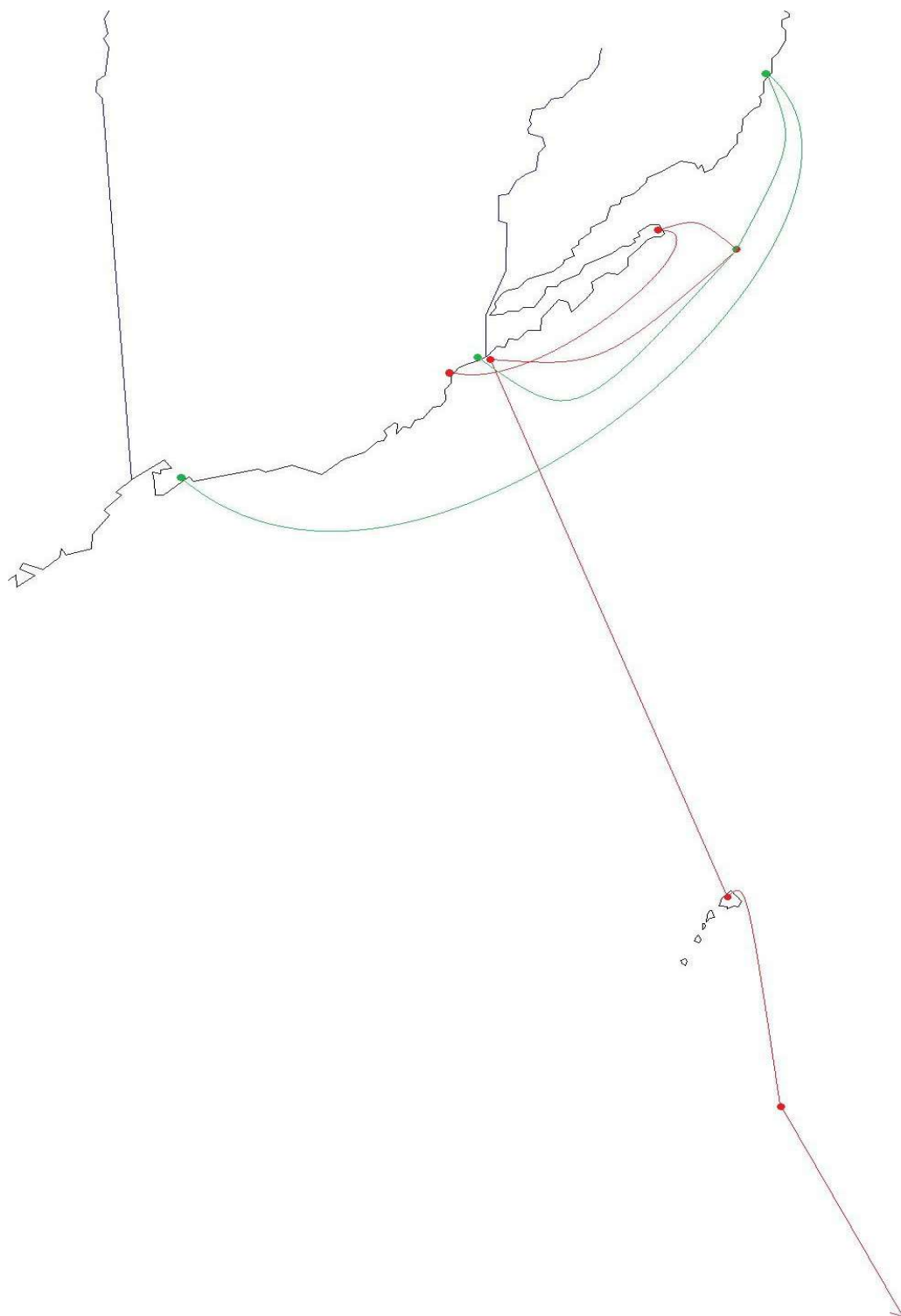
Annexe n° 17 – Le plan Siam-Birmanie et le plan Kraft



Annexe n° 18 – Albert Wehde et le Henry S



Annexe n° 19 : Les trajets du SS Maverick et de l'Annie Larsen



Légende :

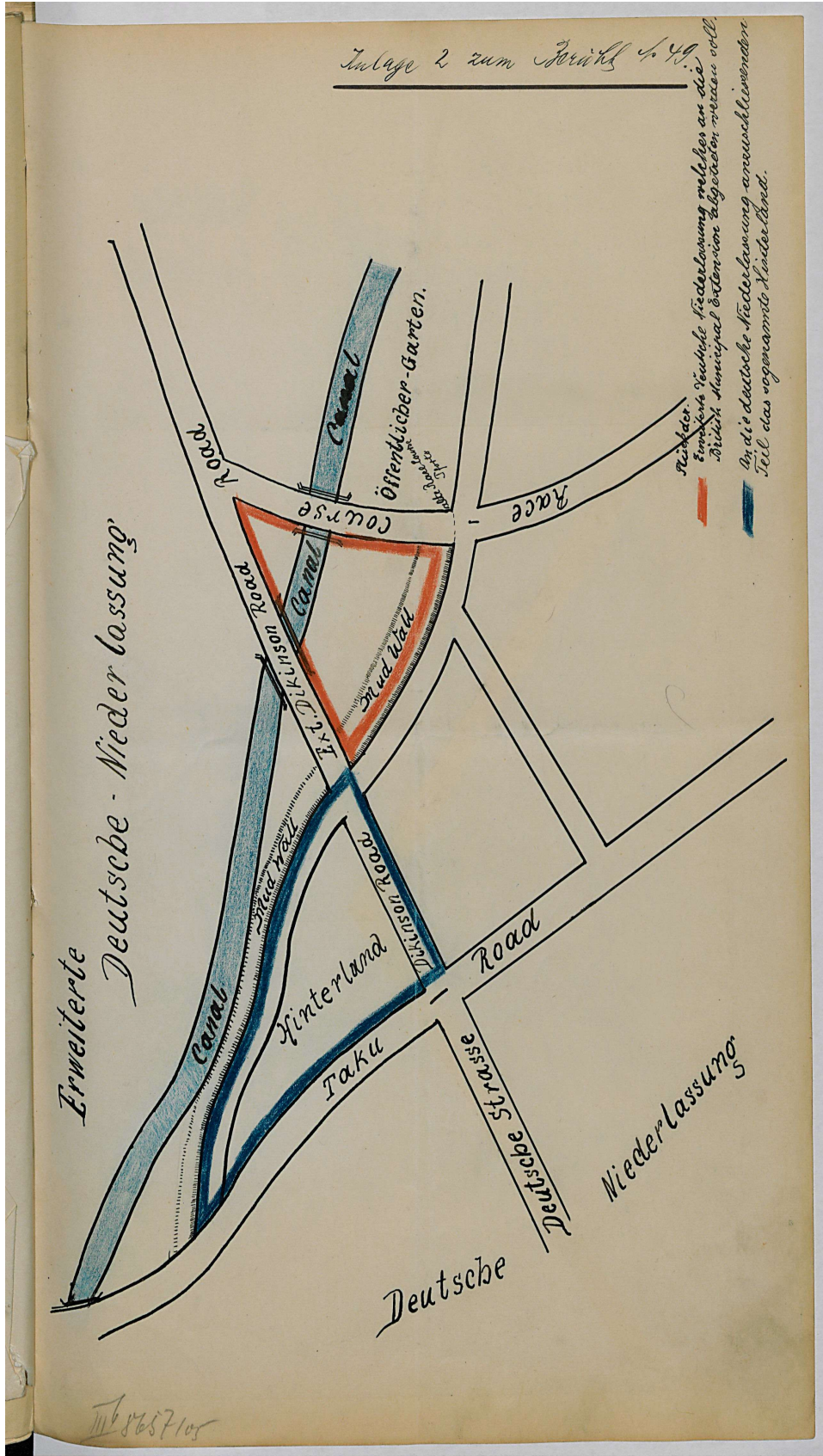
- en rouge, le trajet du SS Maverick
- en vert, le trajet de l'Annie Larsen

Annexe n° 20 – Concession allemande de Tianjin

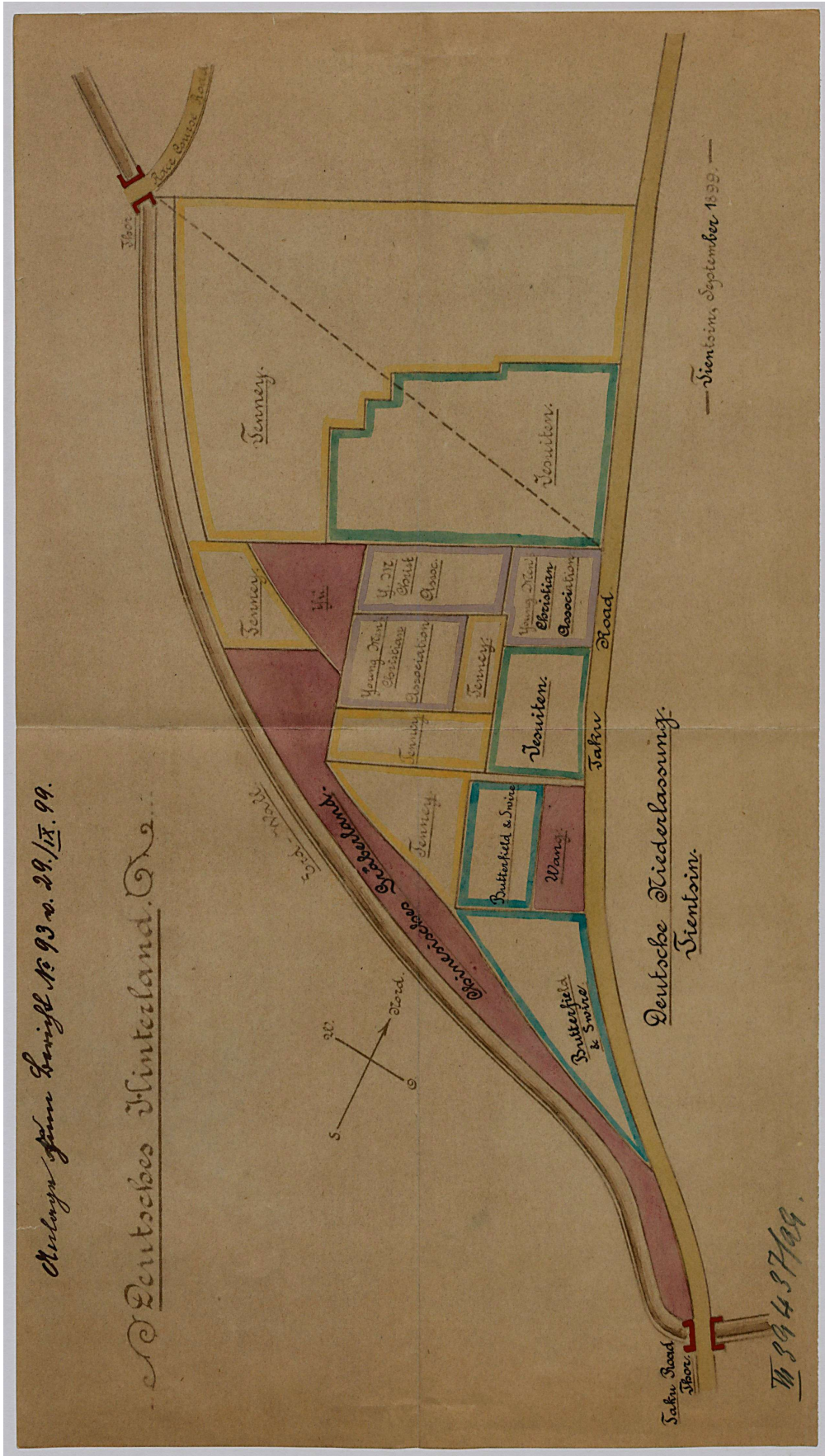


Source : BA R901 31833

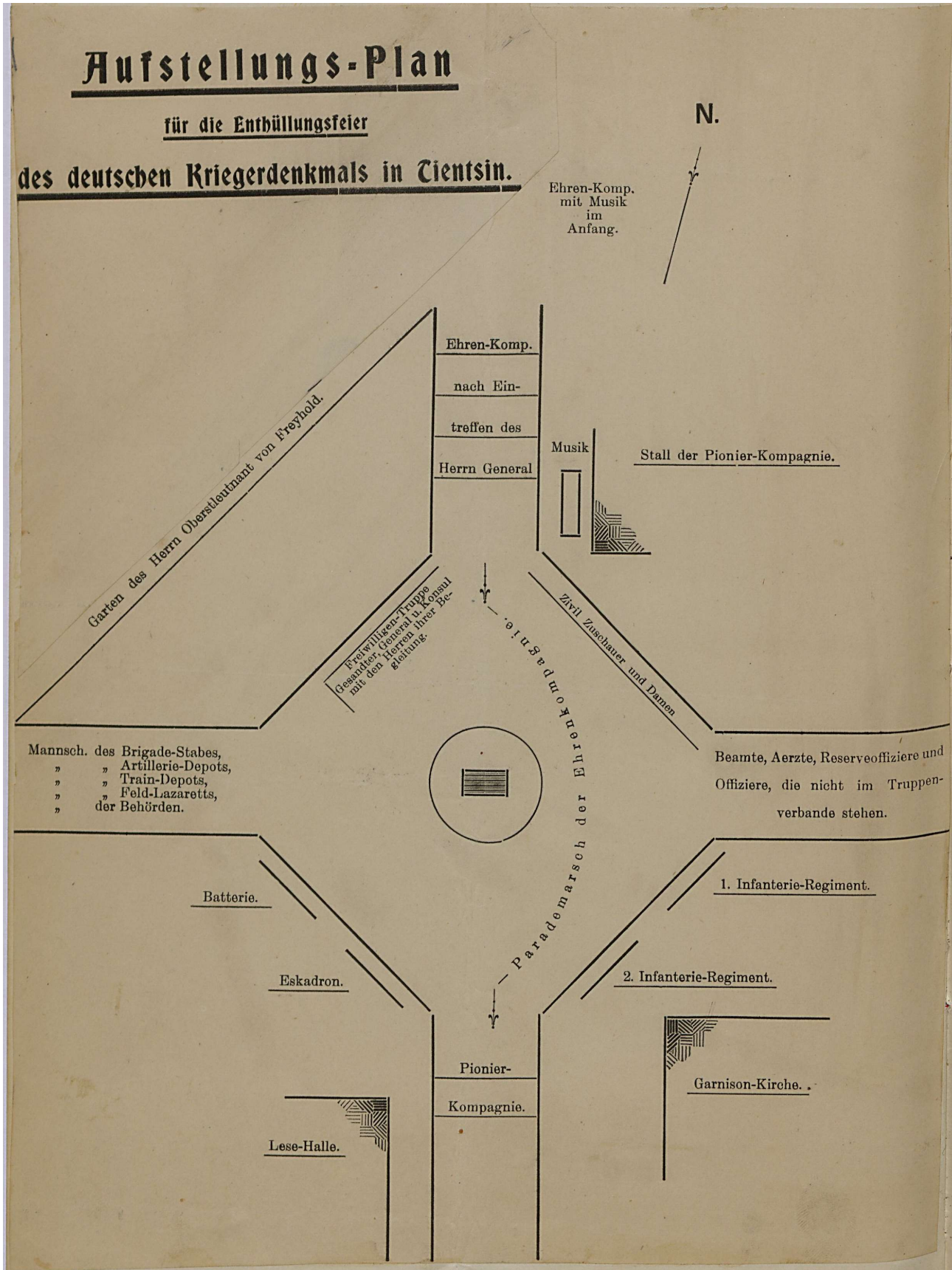
Annexe n° 21 – Schmuckdreieck et hinterland allemand, Tianjin



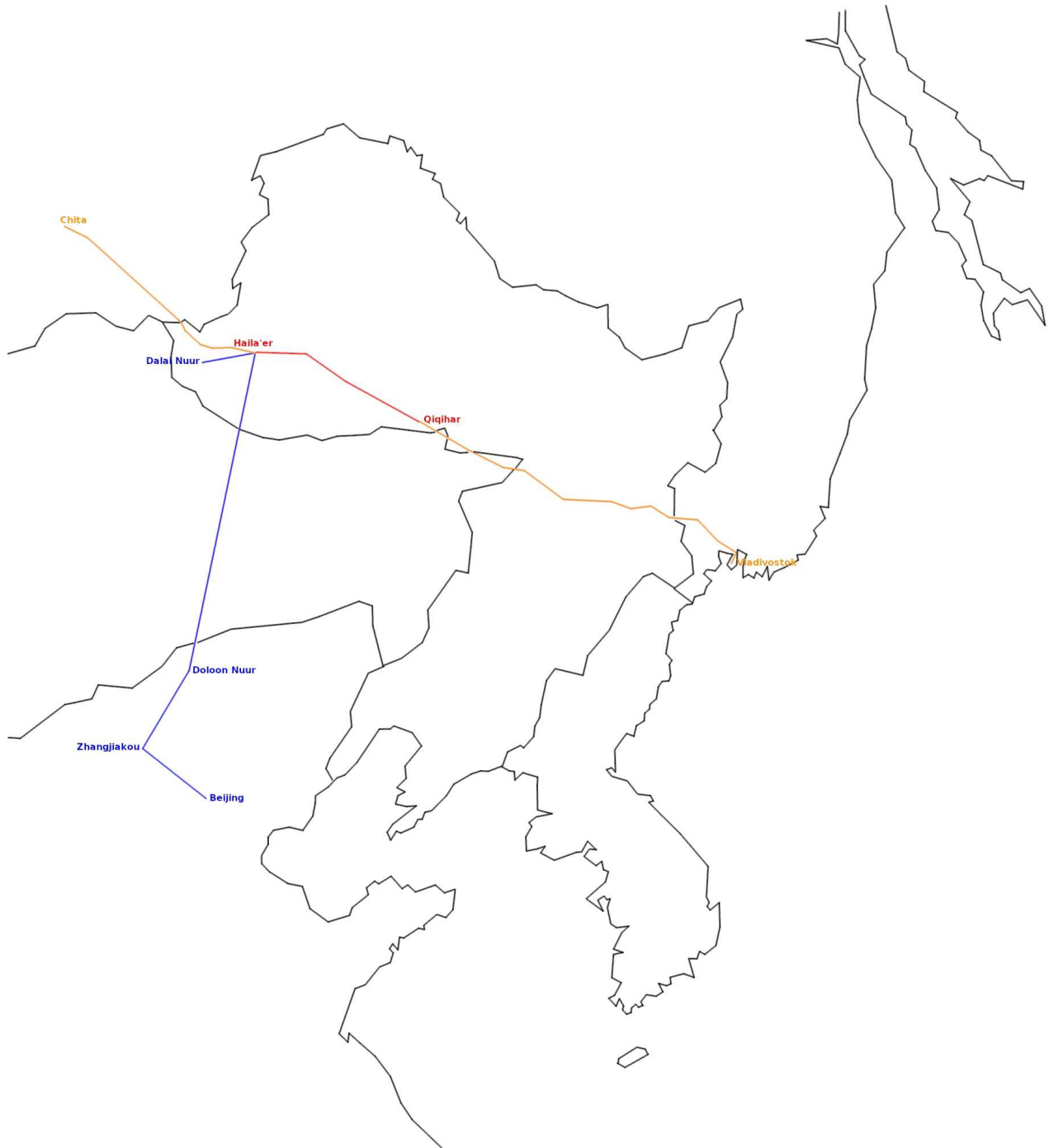
Annexe n° 22 – Hinterland allemand, Tianjin



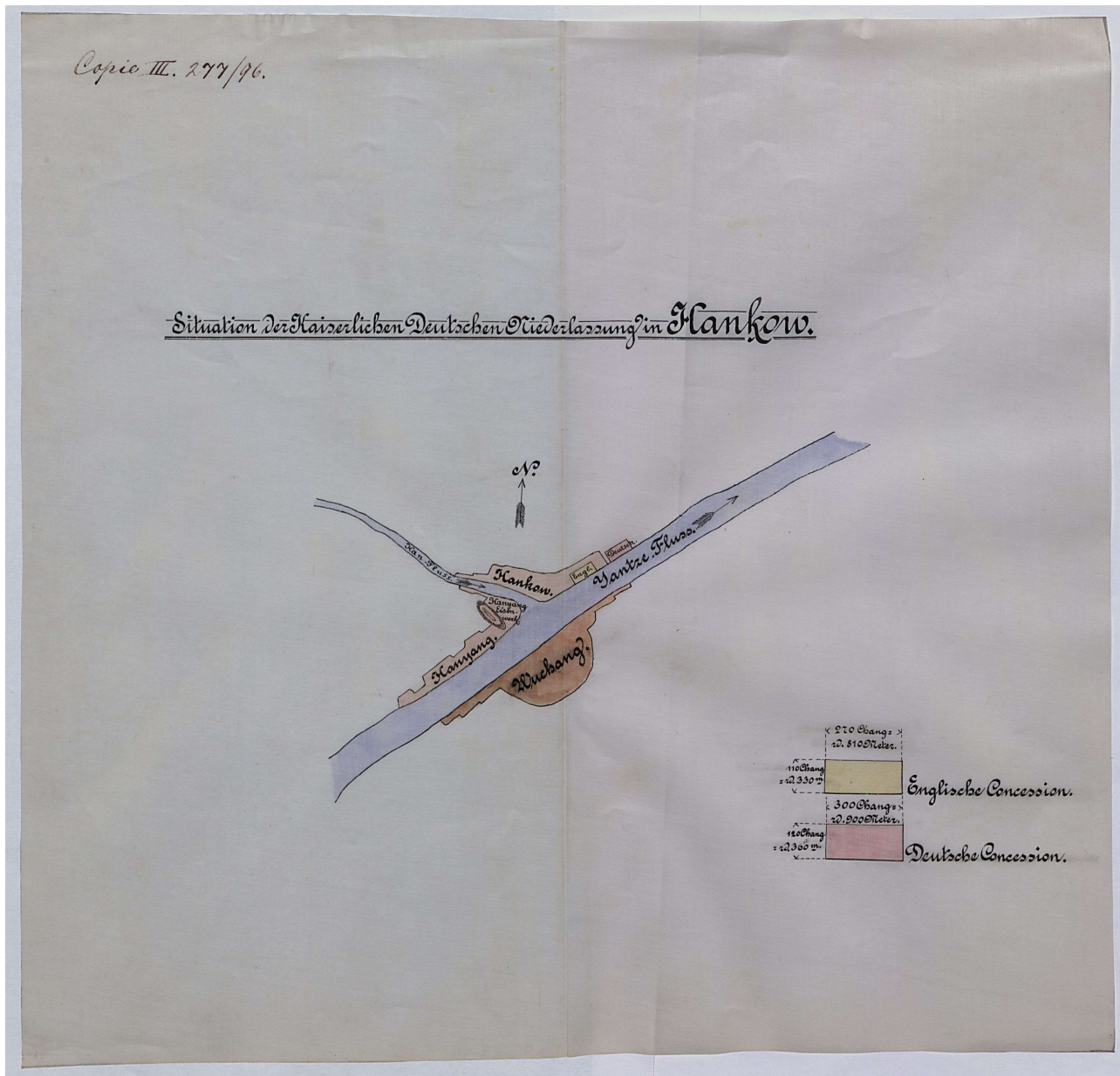
Kopie aus dem Bundesarchiv



Annexe n° 24 – Expédition Pappenheim, 1914



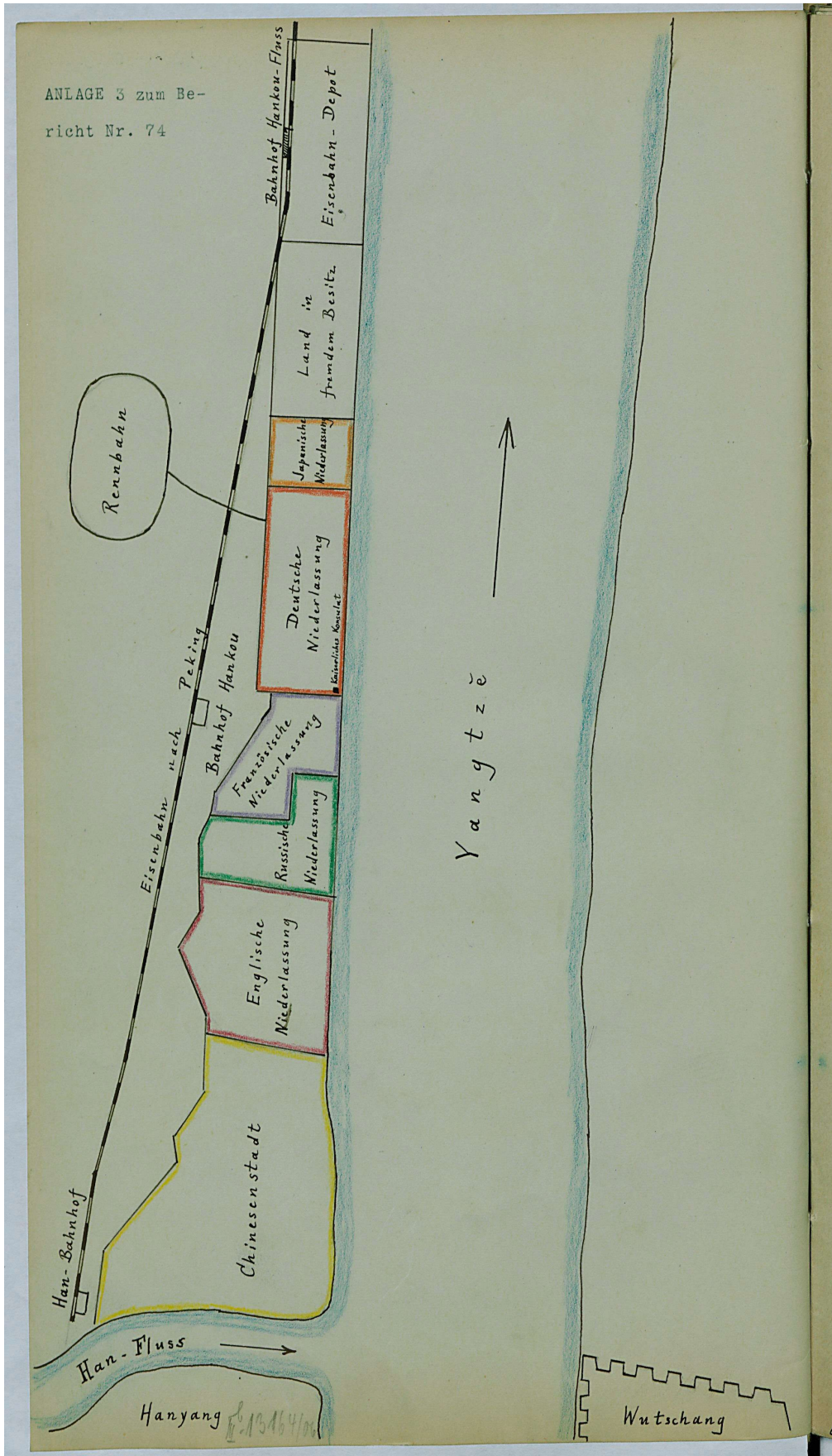
Annexe n° 25 – Hankou et ses concessions étrangères, 1895



Kopie aus dem Bundesarchiv

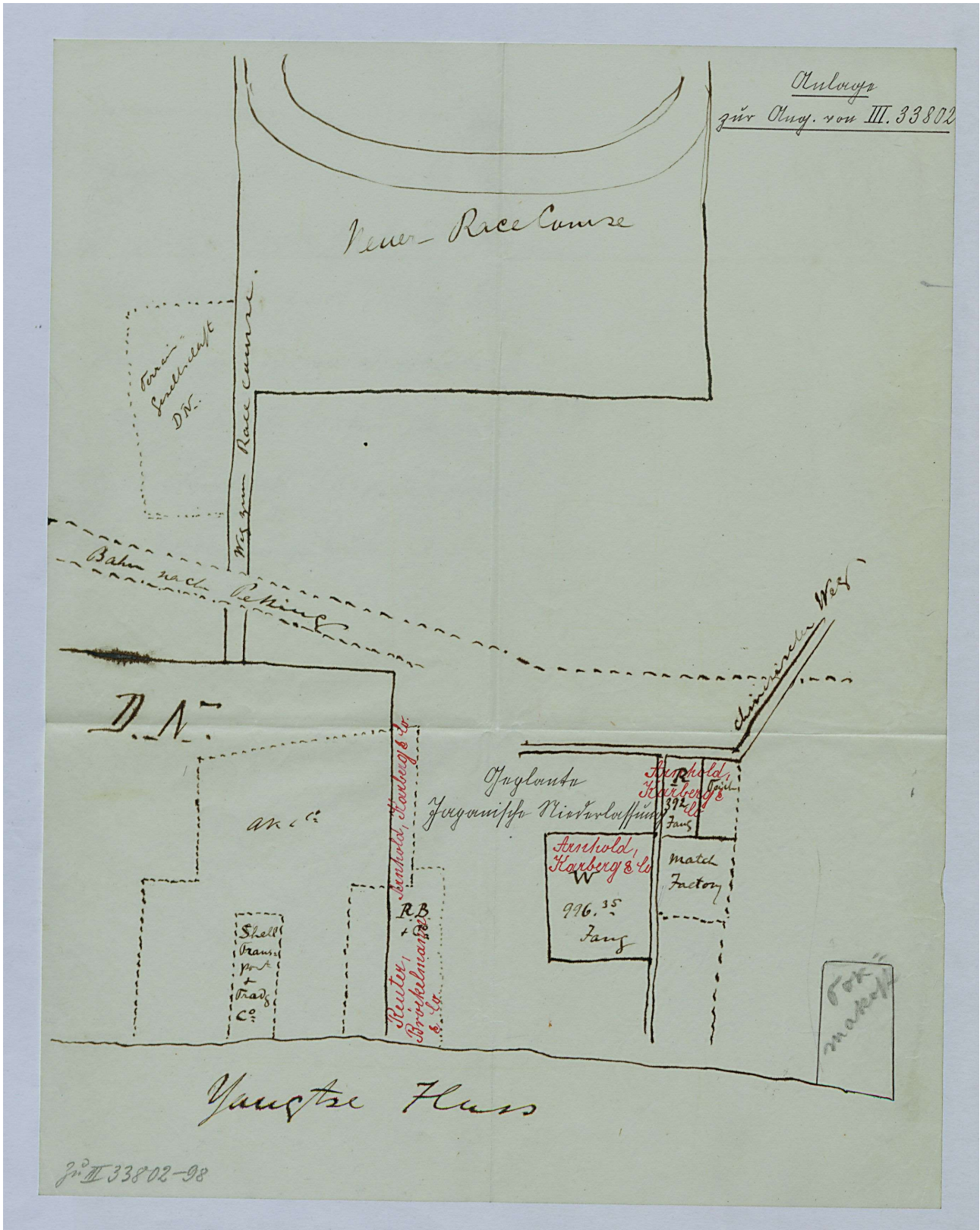
Source : BA R901 30895

Annexe n° 26 – Hankou et ses concessions étrangères, 1901



Kopie aus dem Bundesarchiv

Annexe n° 27 – Site projeté de la concession japonaise de Hankou, 1898



Kopie aus dem Bundesarchiv

Source : BA R901 30904

(No. 56.) *TREATY of Friendship, Commerce, and Navigation between the German Customs Union and China. Signed at Tientsin, 2nd September, 1861.**

[Signed also in German and Chinese.]

[Ratifications exchanged at Shanghai, January 14, 1863.]

ARTICLE I.

Peace and Friendship. Protection of Persons and Property.

[Same as Denmark, **No. 38**, Art. I.]

* "State Papers." Vol. 51. Page 1248. Confirmed by Additional Convention of 31st March, 1880 (**No. 57**), except where modified thereby.

ARTICLE II.

Appointment of Diplomatic Agents. Prussian Agent to represent the other Contracting German States. Residence at Peking.

Sa Majesté le Roi de Prusse pourra, si bon Lui semble, accréditer un Agent Diplomatique près la Cour de Pékin et Sa Majesté l'Empereur de Chine pourra de même, si bon Lui semble, accréditer un Agent Diplomatique près la cour de Berlin.

L'Agent Diplomatique accrédité par Sa Majesté le Roi de Prusse aura le droit de représenter diplomatiquement les autres États Allemands Contractants qui d'après le présent Traité n'ont pas le droit de se faire représenter près la cour de Pékin par un Agent Diplomatique Spécial.

Sa Majesté l'Empereur de Chine consent à ce que l'Agent Diplomatique accrédité par Sa Majesté le Roi de Prusse, ainsi que sa famille et les gens de sa maison, résident à demeure fixe à Pékin, ou s'y rendent éventuellement, au choix du Gouvernement Prussien.

ARTICLE III.

Privileges and Immunities of Diplomatic Agents. Employment of Interpreters, &c., by Prussian Agent. Expenses of Missions to be paid by respective Governments. Hire of House at Peking.

Les Agents Diplomatiques de Prusse et de Chine jouiront réciproquement, dans le lieu de leur résidence, des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens ; leur personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables. Ils ne pourront pas être restreints dans le choix ni dans l'emploi de leurs employés, courriers, interprètes, serviteurs, &c.

Les dépenses de toute espèce qu'occasionneront les missions diplomatiques seront supportés par les Gouvernements respectifs.

Les autorités Chinoises donneront à l'Agent Diplomatique de Prusse toutes les facilités possibles pour louer un emplacement et une maison convenable à la Capitale quand il devra y établir sa résidence.

ARTICLE IV.

Appointment of Consuls in China. Consuls of a Foreign Power may act in absence of German Consul.

Les États Allemands Contractants pourront nommer en Chine un Consul-Général, et dans les ports et villes ouverts, où leurs intérêts l'exigeront, un Consul, Vice-Consul ou Agent-Consulaire chargés de traiter les affaires de leurs nationaux.

Ces Agents seront traités par les Autorités Chinoises avec la considération et les égards qui leur sont dus, et ils jouiront des mêmes privilèges et prérogatives que les Agents Consulaires de la nation la plus favorisée.

En cas d'absence de l'Agent Consulaire Allemand les sujets des

Etats Allemands Contractants auront la faculté de s'adresser au Consul d'une Puissance amie ou, en cas d'urgence, au chef de la Douane, qui avisera au moyen de leur assurer tous les bénéfices du présent Traité.

ARTICLE V.

Language to be used in Official Correspondence. French Text of Treaty to be Authoritative.

Les communications officielles de l'Agent Diplomatique Prussien ou des Autorités Consulaires des États Allemands Contractants avec les Autorités Chinoises seront écrites en Allemand. Jusqu'à disposition ultérieure elles seront accompagnées d'une traduction Chinoise, mais il est expressément entendu que, en cas de dissidence dans l'interprétation à donner au texte Allemand et au texte Chinois, les Gouvernements Allemands prendront pour exact le sens exprimé dans le texte Allemand.

De même les communications officielles des Autorités Chinoises avec le Ministre ou les Consuls de la Prusse et des États Allemands Contractants seront écrites en Chinois, et pour elles le texte Chinois fera foi. Il est bien entendu que les traductions ne feront foi en aucun cas.

Quant au présent Traité, il sera expédié en langue Allemande, Chinoise et Française, dans le but d'éviter toute discussion ultérieure et par la raison que la langue Française est connue de tous les diplomates de l'Europe. Toutes ces expéditions ont le même sens et la même signification, mais le texte Français sera considéré comme le texte original du Traité, de façon que s'il y avait quelque part une interprétation différente du texte Allemand et du texte Chinois, l'expédition Française fera foi.

ARTICLE VI.

Ports open to German Subjects. Trade and Navigation.

Les sujets des États Allemands Contractants pourront s'établir avec leurs familles, circuler librement et se livrer au commerce ou à leur industrie dans les ports et villes de Canton, Swatau (Tcheou-Tcheou), Amoi, Foutcheou, Ningpo, Changhai, Tangtcheou, Tientsin, Nieou-tchoang, Tchín-Kiang, Kue-Kiang, Hankau, puis de Kiong-tcheou dans l'île de Hainan, et de Tai-wan et Tan-choui dans l'île de Formose. Ils pourront circuler librement d'un port à l'autre avec leurs navires et leurs marchandises, y acheter ou louer des maisons, affermer des terrains et bâtir des églises, des cimetières et des hôpitaux.

ARTICLE VII.

German Vessels trading with non-open Ports liable to Confiscation.

[Similar to Great Britain, No. 6, Art. XLVII.]

ARTICLE VIII.

Liberty to circulate outside open Ports. Passports.

Les sujets des États Allemands Contractants pourront se promener dans le voisinage des ports ouverts au commerce à une distance de 100 lis et pour un temps ne dépassant pas 5 jours.

Quant à ceux qui désireraient se rendre dans l'intérieur de l'Empire, ils devraient être munis de passeports délivrés par les Autorités Diplomatiques ou Consulaires et visés par les Autorités locales Chinoises. Le passeport devra être exhibé à toute réquisition.

Dans le cas où les voyageurs ou commerçants des États Allemands Contractants auraient perdu leurs passeports, il serait loisible aux autorités locales de les retenir jusqu'à ce qu'ils aient pu se procurer de nouveaux passeports, ou de les faire reconduire au Consulat le plus voisin sans les maltraiter en aucune façon ni permettre qu'ils le soient.

Il est bien entendu qu'on ne délivrera aucun passeport pour les lieux occupés par les rebelles ; on attendra pour le faire que ces lieux soient entièrement pacifiés.

ARTICLE IX.

German Subjects free to employ their own Interpreters, &c., and hire Boats for Transport of Persons and Merchandise. Freedom to learn Chinese and to teach Foreign Languages. Sale and Purchase of Books.

Les sujets des États Allemands Contractants pourront choisir librement et à prix débattu entre les parties, des compradors interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques de toutes les parties de la Chine, et de même ils pourront louer des embarcations pour le transport des personnes et des marchandises. Ils pourront également apprendre la langue ou les dialectes du pays à l'aide de Chinois et leur enseigner des langues étrangères. On ne mettra aucun obstacle à la vente de livres Allemands et à l'achat de livres Chinois.

ARTICLE X.

Freedom of Christian Religion.

Ceux qui suivent et enseignent la religion Chrétienne jouiront en Chine d'une pleine et entière protection pour leurs personnes leurs propriétés et l'exercice de leur culte.

ARTICLE XI.

Pilots.

[Same as Great Britain, No. 6, Art. XXXV.]

ARTICLE XII.

Custom-House Guards.

[Same as France, **No. 40**, Art. XVI.]

ARTICLE XIII.

Delivery of Ships' Papers, Manifests, &c., within 48 hours. Penalty for Non-delivery. Permit for breaking bulk. Penalty for breaking bulk without Permit.*

[Similar to France, **No. 40**, Art. XVII.]

ARTICLE XIV.

Permits to Land and Ship Cargoes.

[Same as Great Britain, **No. 6**, Art. XXXIX.]

ARTICLE XV.

Import and Export Duties. Most-favoured-nation Treatment.

Les sujets des États Allemands Contractants paieront sur toutes les marchandises qu'ils importeront dans les ports ouverts au commerce étranger ou qu'ils en exporteront, les droits qui sont mentionnés dans le Tarif annexé au présent Traité ; mais en aucun cas on ne pourra exiger d'eux d'autres droits ou des droits plus élevés que ceux exigés à présent ou à l'avenir des sujets de la nation la plus favorisée.

Les règlements commerciaux annexés au présent Traité seront regardés comme partie intégrante de ce Traité et par conséquent comme obligatoires pour les Hautes Parties Contractantes.

ARTICLE XVI.

Mode of Levying ad valorem Duties.

[Same as Great Britain, **No. 6**, Art. XLII.]

ARTICLES XVII AND XVIII.

Mode of Levying Duties on Goods.

[Similar to Great Britain, **No. 6**, Art. XLIII.]

ARTICLE XIX.

Reduction of Duty on Damaged Goods.

[Same as Great Britain, **No. 6**, Art. XLIV.]

ARTICLE XX.

Tonnage Dues, &c. Exemption from Payment in certain cases.

[Similar to Great Britain, **No. 6**, Art. XXX.]

* See Declaration, 2nd September, 1868, respecting False Manifests. Page 341.

ARTICLE XXI.

Payment of Import and Export Duties. Port-clearances.

[Same as Great Britain, **No. 6**, Arts. XXV and XLI.]

ARTICLE XXII.

Duties to be paid to authorized Money Changers.

Le chef de la Douane désignera une ou plusieurs maisons de change qui seront autorisées à recevoir les droits dus pour le compte du Gouvernement. Les récépissés de ces maisons de change seront réputés délivrés par le Gouvernement Chinois. Les paiements pourront s'opérer en lingots ou en monnaies étrangères, dont le rapport avec l'argent sycé sera déterminé, suivant les circonstances, de commun accord entre l'Agent Consulaire Allemand et le chef de la Douane.

ARTICLE XXIII.

Tonnage Dues. Exemptions.

[Similar to Belgium, **No. 34**, Art. XXXII.]

ARTICLE XXIV.

Transit Duties.

Les marchandises qui auront acquitté dans un port Chinois les droits de Douane liquidés d'après le tarif, pourront être transportées dans l'intérieur du pays sans avoir à subir aucune autre charge que le paiement des droits de transit. Ces droits seront perçus suivant le taux actuellement en vigueur et ne seront susceptibles d'aucune augmentation future. Il en sera de même des marchandises transportées de l'intérieur du pays à un port.

Les droits de transit afférents aux produits transportés de l'intérieur à un port et aux marchandises transportées d'un port à l'intérieur pourront être acquittés par un seul paiement.

Si des fonctionnaires Chinois, contrairement à la teneur du présent Article, exigeaient des rétributions illégales ou prélevaient des droits plus élevés, ils seraient punis suivant les lois de la Chine.

ARTICLE XXV.

Duties to be Paid only on parts of Cargo landed.

Le capitaine d'un navire appartenant à un des États Allemands Contractants, qui sera entré dans un port Chinois et qui voudra n'y décharger qu'une partie de la cargaison, ne paiera les droits de Douane que pour la partie débarquée. Il pourra transporter le reste de la cargaison dans un autre port, l'y vendre et y acquitter les droits.

ARTICLE XXVI.

Re-exportation. Duty-paid Goods not to pay a second time. Fraudulent Goods liable to Confiscation.

Dans le cas où des négociants d'un des États Allemands Contractants, après avoir acquitté dans un port Chinois les droits sur des marchandises importées, voudraient les réexporter, ils en prévendraient le chef de la Douane, afin de faire constater par celui-ci l'identité de la marchandise et l'intégrité des colis.

Si les marchandises étaient destinées à être réexportées dans un autre port Chinois, le chef de la Douane remettra aux marchands qui désireraient les réexporter une déclaration, attestant que les droits afférents aux dites marchandises ont été acquittés.

En vertu de cette déclaration, le chef de la Douane du port Chinois auquel on transportera les dites marchandises délivrera un permis de débarquement en franchise de droits, sans en exiger de taxes ni de surcharges supplémentaires. Mais si en comparant les marchandises avec la déclaration on découvrirait de la fraude, les marchandises passées en fraude seraient passibles de la confiscation.

Si les marchandises étaient destinées à être réexportées dans un port hors de la Chine, le chef de la Douane du port de réexportation délivrera un certificat, constatant que le négociant qui réexporte les marchandises a une créance sur la Douane équivalente au montant des droits déjà payés sur ces marchandises. Le dit certificat sera reçu en paiement par la douane pour sa valeur entière comme de l'argent comptant toutes les fois qu'il s'agira d'acquitter des droits d'importation ou d'exportation.

ARTICLE XXVII.

Trans-shipments.

[Same as Belgium, **No. 34**, Art. XXVII.]

ARTICLE XXVIII.

Standard Weights and Measures to be deposited at each Consulate.

[Similar to Great Britain, **No. 6**, Art. XXXIV.]

ARTICLE XXIX.

All Confiscations to belong to Chinese Government.

[Similar to Great Britain, **No. 6**, Art. XLIX.]

ARTICLE XXX.

Facilities to be granted to German Ships of War. Piracy, &c.

[Similar to Great Britain, **No. 6**, Art. LII, with the following addition :]

Et les bâtiments seront exempts de toute espèce d'impôts.

ARTICLE XXXI.

Wrecks.

[Same as Belgium, **No. 34**, Art. XLII.]

ARTICLE XXXII.

Surrender of German Seamen Deserters, and others. Surrender of Chinese Deserters and Criminals.

[Similar to France, **No. 40**, Art. XXXII.]

ARTICLE XXXIII.

Pursuit of Pirates. Punishment for neglect of duty.

[Similar to France, **No. 40**, Art. XXXIV.]

ARTICLE XXXIV.

Complaints against Chinese to be submitted to the German Consul, and against Germans to the Chinese Authority.

Toutes les fois qu'un sujet d'un des États Allemands Contractants voudra recourir à l'autorité Chinoise, sa représentation devra d'abord être soumise à l'Agent Consulaire qui, suivant qu'il la trouvera raisonnable et convenablement rédigée, lui donnera suite ou la rendra afin d'être modifiée.

Les Chinois de leur côté, lorsqu'ils auront à s'adresser au Consulat, devront suivre une marche analogue auprès de l'autorité Chinoise, laquelle agira de la même manière.

ARTICLE XXXV.

Disputes between Germans and Chinese. Consular Intervention.

[Same as Great Britain, **No. 6**, Art. XVII.]

ARTICLE XXXVI.

Protection of Persons and Property.

Les autorités Chinoises accorderont toujours la plus complète protection aux personnes et à la propriété des sujets Allemands, et particulièrement lorsque ceux-ci seraient l'objet de quelque insulte ou violence. Dans tous les cas d'incendie, de pillage ou de destruction, les autorités locales enverront en toute hâte la force armée pour dissiper l'émeute, s'emparer des coupables et les livrer à toute la sévérité des lois, le tout sans préjudice des poursuites à exercer, par qui de droit, contre les coupables quels qu'ils soient, pour indemnisation des pertes éprouvées.

ARTICLE XXXVII.

German and Chinese fraudulent Debtors.

[Similar to Denmark, **No. 38**, Art. XXII.]

ARTICLE XXXVIII.

Repression of Crimes. Chinese to be tried by Chinese Authorities and Germans by German Consul.

Les sujets Chinois qui se rendront coupables d'une action criminelle contre un sujet d'un des États Allemands Contractants seront arrêtés par les autorités Chinoises et punis suivant les lois de la Chine.

Les sujets d'un des États Allemands Contractants, qui commettraient un crime contre un sujet Chinois, seront arrêtés par l'Agent-Consulaire et punis suivant les lois de l'État auquel ils appartiennent.

ARTICLE XXXIX.

Consular Jurisdiction over German Subjects. Chinese Authorities not to interfere in Disputes between Germans and Foreigners.

Toutes les contestations de droits, soit de personne soit de propriété, qui pourraient s'élever entre des sujets des États Allemands Contractants, relèveront de la juridiction des autorités de ces États. En cas de différends survenus entre des sujets des États Allemands Contractants et des étrangers, l'autorité Chinoise n'aura point à s'en mêler.

ARTICLE XL.*

Privileges and Immunities. Most-favoured-nation Treatment. Customs, Tonnage, Port, Import, Export, and Transit Dues.

Il est convenu entre les Parties Contractantes qu'il sera accordé aux États Allemands et à leurs sujets participation pleine et égale à tous les privilèges, immunités, et avantages qui ont été accordés ou seront concédés dorénavant par Sa Majesté l'Empereur de Chine au Gouvernement ou aux sujets d'une autre nation quelconque. En particulier tous les changements apportés en faveur d'une autre nation quelconque au tarif ou aux dispositions concernant les droits de Douane, de tonnage et de port, d'importation, d'exportation et de transit, seront immédiatement applicables au commerce des États Allemands Contractants, ainsi qu'à leurs marchands, armateurs et capitaines, par le seul fait de leur mise à exécution et sans qu'il faille un nouveau Traité.

ARTICLE XLI.

Modification of Treaty after 10 years.

Si dorénavant les États Allemands Contractants jugeaient convenable d'apporter des modifications à quelques-unes des clauses du présent Traité, ils seront libres d'ouvrir à cet effet des négociations après un intervalle de 19 années révolues à partir du jour de l'échange des ratifications, mais il faut que 6 mois avant

* Confirmed by Supplementary Convention of 31st March, 1880 (No. 57), Art. I.

l'expiration des 10 années ils fassent connaître officiellement au Gouvernement Chinois leur intention d'apporter des modifications, et en quoi elles consisteront. A défaut de cette annonce officielle, le Traité restera en vigueur sans changement pour un nouveau terme de 10 années.

ARTICLE XLII.

Ratifications.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées dans l'intervalle d'un an à partir du jour de la signature, ou à Changhai ou à Tientsin, au choix du Gouvernement de Prusse. Aussitôt que l'échange aura eu lieu, le Gouvernement Chinois portera le Traité à la connaissance de toutes les Autorités supérieures de l'Empire, dans les provinces et dans la capitale, afin qu'elles s'y conforment.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties Contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin le 2 Septembre de l'an de grâce 1861, correspondant au 28^e jour de la 7^e lune de la 11^e année de Hien-Foung.

(L.S.) COMTE D'EULENBURG.

(L.S.) TCHONG-LUEN.

(L.S.) TCHONG-HEOU.

[Here follow the Tariff and Commercial Regulations.]

ARTICLES SÉPARÉS.

I.

Non-Residence of Prussian Diplomatic Agent at Peking for five years.

La Prusse, les autres États de l'Association de douanes et de commerce Allemande, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, ainsi que les Villes Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, ayant conclu aujourd'hui avec la Chine un traité d'amitié, de commerce et de navigation, exécutoire après l'échange des ratifications qui doit avoir lieu dans l'intervalle d'une année, et d'après lequel Sa Majesté le Roi de Prusse a le droit d'accréditer un Agent diplomatique à demeure fixe près la cour de Pékin, il est convenu entre les Plénipotentiaires respectifs de ces États, qu'en raison des troubles qui désolent actuellement la Chine, Sa Majesté le Roi de Prusse attendra qu'un laps de cinq années se soit écoulé à partir de l'échange des ratifications du présent traité pour accréditer à demeure fixe un Agent diplomatique à Pékin.

* Martens' "Nouveau Recueil Général de Traités." Tome 19. Page 200,

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Article et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin le 2 Septembre de l'an de grâce 1861, correspondant au 28^e jour de la 7^e lune de la 11^e année de Hien-Foung.

COMTE D'EULENBURG.

TCHONG-LUEN.

TCHONG-HEOU.

II.

Right of Hanse Towns to nominate a Consul at each of the open Ports.

La Prusse, les autres États de l'Association de douane et de commerce Allemande, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, ainsi que les Villes Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, ayant conclu aujourd'hui avec la Chine un traité d'amitié, de commerce et de navigation, il est convenu en outre que les Sénats des Villes Hanséatiques auront le droit de nommer un Consul dans chaque port ouvert à la navigation et au commerce étranger, pour y traiter les affaires de leurs nationaux.

Le présent article séparé aura la même vigueur et la même validité que s'il était inscrit mot à mot dans le traité susmentionné.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin le 2 Septembre de l'an de grâce 1861, correspondant au 28^e jour de la 7^e lune de la 11^e année de Hien-Foung.

COMTE D'EULENBURG.

TCHONG-LUEN.

TCHONG-HEOU.

False Manifests.

Declaration par le Representant des États du Zollverein allemand, concernant la poursuite des faux manifestes présentés par les capitaines marchands allemands en Chine. Signée à Pékin, le 2 septembre, 1868.

Pékin, ce 2 Septembre, 1868.

Le Soussigné ayant rendu compte au Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse de la communication que Son Altesse Impériale le Prince Kung et Leurs Excellences les Ministres chargés des Affaires Étrangères lui ont faite relativement à l'Article 13 du traité conclu entre les États du Zollverein, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et Meklenbourg-Strélitz et les villes libres et hanséatiques de Lubec, Brême et Hambourg d'une part et la Chine de l'autre part le 2 Septembre, 1861, et à la nécessité de

frapper d'une amende les Capitaines Marchands qui présentent des faux manifestes, ainsi que cela est stipulé dans les traités conclus par d'autres Nations avec la Chine, a reçu ordre de déclarer que la Confédération, de l'Allemagne du Nord et les États du Zollverein qui ne font pas partie de cette Confédération, consentent en principe à la proposition du Gouvernement Chinois et veulent bien admettre une amende toutes les fois qu'un Capitaine Marchand aura fait une fausse déclaration sur la qualité ou la quantité des marchandises, sous la condition cependant, que cette amende sera calculée d'après l'importance de chaque contravention et ne pourra excéder la somme de 500 Taëls. Il est également sous-entendu qu'il n'y aura pas lieu de poursuivre du Chef de faux manifeste dans le cas où l'erreur aura été corrigée dans les 24 heures qui ont suivi la fausse déclaration.

Quant à la procédure à suivre dans les cas de fausse déclaration, il est convenu que l'amende ne pourra être réputée valable qu'après jugement rendu par une Commission mixte, composée d'un délégué de la Douane Chinoise et d'un délégué de l'Autorité Consulaire Allemande du port où la contravention a eu lieu. Dans les cas où ces délégués ne tomberaient pas d'accord, le jugement serait remis à l'Inspecteur Général des Douanes Maritimes à Pékin et au Ministre de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui décideront de commun accord.

REHFUES, *L'Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire de la Con-
fédération de l'Allemagne du Nord.*

[Here follow the Tariff and Commercial Regulations.]

Source : HERTSLET, Godfrey E.P. (éd.), *Treaties, &c., between Great Britain and China, and between China and Foreign Powers, and Orders in Council, Rules, Regulations, Acts of Parliament, Decrees, &c., affecting British Interests in China*, London, Harrison & Sons, 1908, vol. 2, pp. 331-342

(No. 57.) SUPPLEMENTARY CONVENTION of Commerce and Navigation between Germany and China. Signed at Peking, 31st March, 1880.

[Signed in German and Chinese.]

[Ratifications exchanged, September 16, 1881.]

(Translation.)

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, &c., in the name of the German Empire, and His Majesty the Emperor of China, wishing to secure the more perfect execution of the Treaty of the 2nd September, 1861 (No. 56), have, in conformity with Article XLI of that Treaty, according to the terms of which the High Contracting German States are entitled, after a period of ten years, to demand a revision of the Treaty, decided to conclude a Supplementary Convention.

With this view they have appointed their Plenipotentiaries :

[Here follow the names.]

[Commerce, &c.]

Who, after communicating their full powers, and finding them in due form, have agreed upon the following Articles :—

ARTICLE I.

New Ports and Landing Places open to Trade.

Chinese Concession.—The harbours of Ichang, in Hupei; Wuhu, in Anhui; Wenchow, in Chekiang; and Pakhoi, in Kwantung; and the landing places Tatung and Anking, in Anhui; Hu-Kow, in Kiangsi; Wu-Sueh, Luchikou, and Shashih, in Hukuang, having already been opened.

Wusung Harbour.

German ships are in future also to be permitted to touch at the harbour of Wusung*, in the Province of Kiangsu, to take in or discharge merchandise. The necessary Regulations are to be drawn up by the Taotai of Shanghai and the competent authorities.

Assent of Germany to Chinese Regulations attached to Foreign Concessions.

German Concession.—In the event of special Regulations for the execution of Concessions which the Chinese Government may make to foreign Governments being attached to such Concessions, Germany, while claiming these Concessions for herself and for her subjects, will equally assent to the Regulations attached to them.

Confirmation of Art. XL of Treaty of 1861.

Article XL of the Treaty of the 2nd September, 1861 (No. 56), is not affected by this Regulation, and is hereby expressly confirmed.

Should German subjects, on the strength of this Article, claim privileges, immunities, or advantages which the Chinese Government may further concede to another Power, or the subjects of such Power, they will also submit to the Regulations which have been agreed upon in connexion with such Concession.

ARTICLE II.

Tonnage Dues.†

Chinese Concession.—German ships which have already paid tonnage dues in China may visit all other open ports in China, as well as all ports not Chinese, without exception, without being again obliged to pay tonnage dues, within the given period of four months.

German sailing-vessels which remain in the same Chinese harbour for a longer period than 14 days shall only pay for time over and above this period half of the tonnage dues stipulated by Treaty.

* See Special Regulations, Section 1. Page 347.

† See Exchange of Notes, 31st March, 1880. Page 349.

[Commerce, &c.]

Appointment of Chinese Consuls in Germany.

German Concession.—The Chinese Government shall have the right of appointing Consuls to all towns of Germany in which the Consuls of other States are admitted, and they shall enjoy the same rights and privileges as the Consuls of the most-favoured nation.

ARTICLE III.

*Bonded Warehouses.**

Chinese Concession.—The Chinese Commissioner of Customs, and the other competent authorities, shall, after agreeing upon the necessary Regulations, themselves take measures for the establishment of bonded warehouses in all the open ports of China in which they are required in the interests of foreign commerce, and where local circumstances would admit of such an arrangement being made.

Ships' Manifests.†

German Concession.—German ships visiting the open ports of China shall deliver a manifest containing an exact statement as to the quality and quantity of their cargoes. Mistakes which may have occurred in the manifests can be rectified in the course of 24 hours (Sundays and holidays excepted). False statements as to the quantity and quality of cargo are punishable by confiscation of the goods and also by a fine, to be imposed upon the captain, but not to exceed the sum of 500 taels.

ARTICLE IV.

Export Duty on Chinese Coal.

Chinese Concession.—The export duty on Chinese coal, exported by German merchants from the open ports, is reduced to 3 mace per ton. In those ports in which a lower duty on the export of coal has already been fixed upon, the lower duty remains in force.

Pilots.

German Concession.—Anyone acting as pilot for any kind of craft whatever, without being furnished with the Regulation certificate, is liable to a fine not to exceed 100 taels for each separate case.

Control over Sailors.

Regulations with a view to exercising a proper control over sailors are to be introduced with the least possible delay.

* See also Special Regulations, Section 2. Page 347.

† See also Special Regulations, Section 3. Page 347.

[Commerce, &c.]

ARTICLE V.

*Repairs of Ships. Non-payment of Tonnage Dues.**

Chinese Concession.—German ships in want of repairs in consequence of damages sustained within or without the port are not required to pay tonnage dues during the period necessary for the repairs, which is to be fixed by the Inspectorate of Customs.

Non-use of other's Flag by either Country.†

German Concession.—Ships belonging to Chinese may not make use of the German flag, nor may German ships make use of the Chinese flag.

ARTICLE VI.

Broken-up Vessels. Sale of Materials.‡

Chinese Concession.—In the event of German ships, no longer fit for sea, being broken up in an open port of China, the material may be sold without any import duty being levied upon it. But if the materials are to be brought ashore, a "permit of discharge" must first be obtained for them from the Customs Inspectorate, in the same manner as in the case of merchandise.

Passports for the Interior.§

German Concession.—If German subjects travel into the interior for their own pleasure without being in possession of a passport issued by the Consul and stamped by the proper Chinese authority, the local authorities concerned are entitled to have them taken back to the nearest German Consulate, in order that the requisite supervision may be exercised over them. The offender is, in addition to this, liable to a fine up to 300 taels.

ARTICLE VII.

Materials for German Docks.¶ Freedom from Duty.

Chinese Concession.—Materials for German docks are free of duty. A list of articles which may be imported free of duty in conformity with this stipulation is to be drawn up and published by the Inspector-General of Customs.

Passes for Foreign Merchandise into the Interior. Passports§ for Travellers.

German Concession.—Passes issued to German subjects for conveying foreign merchandise into the interior, as well as passports for the purpose of travelling issued to German subjects, are only to remain in force for a period of 13 Chinese months from the day on which they were issued.

* See also Special Regulations, Section 4. Page 347.

† See also Special Regulations, Section 5. Page 347.

‡ See also Special Regulations, Section 6. Page 348.

§ See also Special Regulations, Section 7. Page 348.

¶ See also Special Regulations, Section 8. Page 349.

[Commerce, &c.]

ARTICLE VIII.

Judicial Proceedings in mixed Cases, Taxation of Foreign Merchandise, and of Chinese Goods in possession of Foreign Merchants, in the Interior. Official Intercourse.

The settlement of the questions relating to judicial proceedings in mixed cases, the taxation of foreign merchandise in the interior, the taxation of Chinese goods in the possession of foreign merchants in the interior, and intercourse between foreign and Chinese officials, are to become the subject of special negotiations, which both Governments hereby declare themselves ready to enter upon.

ARTICLE IX.

Confirmation of Treaty of 2nd September, 1861, except where modified.

All the provisions of the former Treaty of the 2nd September, 1861 (No. 56), which have not been altered by this Agreement, are hereby confirmed anew, as both parties now expressly declare.

In the case of those Articles, on the other hand, which are affected by the present Agreement, the new interpretation of them is to be considered as binding.

ARTICLE X.

Ratifications.

The present Supplementary Convention shall be ratified by their Majesties, and the ratifications exchanged at Peking within a year* from the date of its signature.

The provisions of this Agreement come into force on the day of the exchange of the ratifications.

In witness whereof the Plenipotentiaries of both the High Contracting Powers have signed and sealed with their seals the above Agreement in four copies, in the German and Chinese texts, which have been compared and found to correspond.

Done at Peking the 31st March, 1880, corresponding to the 21st day of the 2nd month of the 6th year Kuangsü.

(L.S.) M. VON BRANDT.

(L.S.) SHÊN-KUÉ-FEN.

(L.S.) CHING-LIEN.

SPECIAL STIPULATIONS, 31st March, 1880.

(Translation.)

For the sake of greater clearness and completeness, it has seemed fitting to append a number of special stipulations to the Supplementary Convention.

* The time allowed for exchange of Ratifications was prolonged by the Agreement of 21st August, 1880. See Edition of 1896.

The following stipulations must be observed by the subjects of both the Contracting Parties, in the same way as the stipulations of the Treaty itself. In proof whereof the Plenipotentiaries of the two States have thereto set their seals and signatures :—

German Trade at Wusung.

Sec. 1.—In accordance with the newly-granted privileges for the port of Wusung, in the Province of Kiangsu, German ships shall be at liberty to take in and to unload there merchandise which is either intended for Shanghai or comes from Shanghai; and for this purpose the competent authorities there shall have the right of devising Regulations in order to prevent frauds on the taxes and irregularities of every kind; which Regulations shall be binding for the merchants of both countries. German merchants are not at liberty to construct landing-places for ships, merchants' houses, or warehouses at the said place.

Bonded Warehouses.

Sec. 2.—An experiment to ascertain whether bonded warehouses can be established in the Chinese open ports shall first be made at Shanghai. For this purpose the Customs Director at the said place, with the Customs Inspector-General, shall forthwith draw up Regulations suitable to the local conditions, and then the said Customs Director and his colleagues shall proceed to the establishment of such bonded warehouse.

Ships' Manifests.

Sec. 3.—If any goods found on board a German ship, for the discharge whereof a written permit from the Customs Office is required, are not entered in the manifest, this shall be taken as a proof of a false manifest, no matter whether a certificate of the reception of such goods on board, bearing the captain's signature, be produced or not.

Repairs of German Ships.

Sec. 4.—If a German ship, in consequence of damages received in one of the open Chinese ports, or outside thereof, need repair, the time required for such repair shall be reckoned in addition to the term after the lapse of which tonnage dues are to be paid. The Chinese authorities have the right to make the necessary arrangements for this purpose. But if it appears therefrom that this is only a pretext and a design to evade the legal payments to the Customs chest, the ship therein concerned shall be fined in double the amount of the tonnage dues whereof it has tried to evade the payment.

Non-use of German Flag by Chinese Subjects.

Sec. 5.—No ships of any kind which belong to Chinese subjects are allowed to make use of the German flag. If there are definite

grounds for suspicion that this has, nevertheless, been done, the Chinese authority concerned is to address an official communication thereon to the German Consul, and if it should be shown, in consequence of the investigations instituted by him, that the ship was really not entitled to bear the German flag, the ship as well as the goods found therein, so far as they belong to Chinese merchants, shall be immediately delivered over to the Chinese authorities for further disposal. If it be ascertained that German subjects were aware of the circumstances and took part in the commission of the irregularity, the whole of the goods belonging to them found in the ship are liable to confiscation, and the people themselves to punishment according to law.

Non-use of Chinese Flag by German Ships without authority.

In case a German ship carries the Chinese flag without authority to do so, then, if it be ascertained through the investigation made by the Chinese authorities that the ship was really not entitled to bear the Chinese flag, the ship, as well as the goods found therein, so far as they belong to German merchants, shall be immediately delivered over to the German Consul for further disposal and the punishment of the guilty. If it be shown that German owners of goods were aware of the circumstance and took part in the commission of this irregularity, all the goods belonging to them found in the ship incur the penalty of confiscation by the Chinese authorities. The goods belonging to Chinese may be immediately seized by the Chinese authorities.

Broken-up Ships.

Sec. 6.—If, on the sale of the materials of a German ship, which, from unseaworthiness, has been broken up in one of the open Chinese ports, an attempt be made to mix up with them goods belonging to the cargo, these goods shall be liable to confiscation, and, moreover, to a fine equal to double the amount of the import duty which they would otherwise have had to pay.

Passports for the Interior.

Sec. 7.—If German subjects go into the interior with foreign goods, or travel there, the passes or certificates issued to them shall only be valid for 13 Chinese months, reckoned from the day of their issue, and after the lapse of that term must no longer be used. The expired passes and certificates must be returned to the Customs authority in whose official district they were issued, in order to be cancelled.

N.B.—If a pleasure excursion be undertaken into regions so distant that the term of a year appears insufficient, this must be noted on the pass by reason of an understanding between the Consul and the Chinese authority at the time it is issued.

If the return of the passport be omitted, no further pass shall

[Tonnage Dues.]

be issued to the person concerned until it has taken place. If the pass be lost, no matter whether within the term or after its expiration, the person concerned must forthwith make a formal declaration of the fact before the nearest Chinese authority. The Chinese official applied to will then do what else may be necessary for the invalidation of the pass. If the recorded declaration proves to be untrue, then, in case the transport of goods be concerned, they will be confiscated; but, if the matter relate to travelling, the traveller will be taken to the nearest Consul, and be delivered up to him for punishment.

Materials for German Docks.

Sec. 8.—Materials for German docks only enjoy, in so far as they are actually employed for the repair of ships, the favour of duty-free importation in open ports. The Customs authority has the right to send inspectors to the dock to convince themselves on the spot as to the manner and way in which the materials are being used. If the construction of a new ship be concerned the materials employed for this, in so far as they are specially entered in the Import or Export Tariff, will be reckoned at the Tariff duty, and those not entered in the Tariff at a duty of 5 per cent. *ad valorem*, and the merchant concerned will be bound to pay this duty subsequently.

Concessions for Docks.

Any one who wishes to lay out a dock is to get from the Customs office a gratis Concession certificate, and to sign a written undertaking, the purport and wording thereof is to be settled in due form by the Customs office concerned.

Sec. 9.—Article XXIX of the Treaty of the 2nd September, 1861 (No. 56), shall be applicable to the fines established by this present Supplementary Convention.

Done at Peking the 31st March, 1880, corresponding with the 21st day of the 2nd month of the 6th year Kuangsi.

(L.S.) M. VON BRANDT.

(L.S.) SHÉN-KUË-FEN.

(L.S.) CHING-LIEN.

Uebersicht. A. 13674.
Dankschreiben
des Deutschen Kaisers
zu Tientsin.

Der Kaiser

über die Erfüllung seiner Verbindlichkeit
im Handelsvertrage nach Tientsin mit dem
Deutschen Reich.

Während zwischen der im Auftrage der
Kaiserlichen Deutschen Regierung handelnden Kaiser-
lich Deutschen Gesandtschaft imeking und dem
Höflichen Mann von Jinsen ein Vertrag zu
Stand gekommen ist, hat in Tientsin für den
Deutschen Handel eine Niederlassung eingerichtet
werden sollen und die die darauf bezüglichen Be-
weil. Verträge durch Verhandlungen, welche zwischen
zu Tientsin Gesandte beiderseits am 26. Juni
Niederlassung der Deutschen Handel und dem
Kaiserlichen Deutschen Konsul in Tientsin zu Stand
kommen, erledigt werden sollen, sind zwischen der
und dem Handel. Niederlassung der Deutschen
Handel

Gelesen mit der Befugung der (Kaufmanns) Commission der
Kaufmanns Commission, Kaufmanns Commission der
Kaufmanns Commission, Li, Huang und Wu mit
dem Kaiserlichen Kaufmanns Haupt in Tientsin muss
auf die nachstehenden Versicherungen ge-
lassen werden:

S. 1.

Die für den Kaufmann Handel in Tientsin
bestimmte Niederlassung, welche bereits seitens
der Kaiserlichen Kaufmanns Regierung der Kaiserlichen
Kaufmanns Regierung auf einige Zeit ausser Acht
gelassen, soll die folgenden Grenzen haben:

Im Norden: Der südliche Nordpunkt der
Grenzlinie der Fukien und Canton Gebirgs-
kette bis zum Taku
Road.

Im Osten: Der Fluss.

Im Süden: Der Fluss der südlichen Grenze wird
bis zum Fluss der südlichen Grenze der
Taku Road bis zum Fluss der südlichen Grenze
des Taku yafarigen Hügel sollen
müssen.

unvergleichlich der Niederlassung Alibau.
Sau Wasser Die östliche Seite der
Taku Road.

Die Errichtung der erforderlichen Grenz-
steinen wird als bald nach Abschluss der
Uebereinkunft unter Mitwirkung der fi-
nanzlichen Behörden und des Kaiserlich. In-
genieur-Büros in Tientsin vorgenommen
werden.

Der unersetzliche Ingenieur Herr von
Sprengel hat die Anwesenheit beim
Zusammenbau der feuerfesten Pagode
aufsichtlich zu versehen, dazumal es so wichtig
ist, dass die Ausführung zu liegen.

S. 2.

Sollte die Grenze der südlichen Grenze
des jetzigen Settlements nicht nur an
der Südgrenze des Grundstücks der
Herrn Forbes & Co. an der Pagode
Weg befinden, mit Sitz der China
Merchants Steam Navigation Compa-
ny, der Chinese Engineering and
Mining

Hening Company und der Firmen
Forbes & Co. gebildete Jurorien unter
Hening'scher Verwaltung bleibt, so aber,
nimmt die hiesige Regierung die
Verpflichtung an zu gewissen Grenzen
Hinter und dem Rest künftigen
Landes in der selben Weise in Ord-
nung bringen zu lassen und zu erhalten,
wie sie mit dem Landes im Englischen
Settlement geschehen ist, so dass eine Fort-
setzung der Bundes und der hiesigen
Verpflichtungen durch diese vorgeschrieben wird.

Die hiesige Regierung wird in
dieser Sache das Galtan von Markens-
land auf diesen neuen Bund be-
züglich machen und einen Vertrag,
Spreit nicht geschlossen.

Die hiesige Regierung verpflichtet
sich ferner, den im Englischen Settlement
und im Vertrag von dem Grundstücke
der Firmen Forbes & Co. enthaltenen
den May nachstehenden Artikel

der

Der Takt Road in gutem Zustande
zu erhalten.

Alle die fünfzig Regierung von
im J. 2. überkommene Verpflichtun-
gen nicht können, sondern zufrüher
kommen, müssen seitens der Kaiser-
lich Kaiserlich Kaiserlich in Tien-
Die Aufforderung und sie zu erfüllen ist,
so soll der Kaiser, die nachstehenden
Ordnung auf Befehl der fünfzig
Regierung mit Befehl zu befehlen, auf
die Verwaltung der Kaiserlich die,
Verfassung übertragen.

J. 3.

Der Kaiser und Kaiser mangelnde der
Mutter Kaiserlich Gebilde nicht den
dazu gehörigen Takt, malteser unter
den Kaiserlichen Kaiserlichen Kaiserlichen
bekannt sind nach der fünfzig
Lafordie in einer Kaiserlich Kaiserlich
mordau ist, soll der Kaiser Kaiserlich be-
lassen werden, aber der Kaiser
Kaiserlich

anlassenden Landverpflanzten anstehen, im Uebrigen
aber ein unbeschränktes sein. Die Opiumpflanz
Opiumfabriken, welche Reis für das Reis-Depot
bringen, dürfen dort ohne irgend eine Ab-
gabe lassen oder laden.

§ 5

Das an das Reisdepot anstoßende, eine
Linsenalle für opiumpflanzende Acker an-
deren Provinzen anfallende Gebäuße, soll
dort imgeändert für immer bestehen man-
den, ohne daß davon von demselben erfahren
werden dürfen.

Die an bestimmten Tagen daselbst vertrieben
wirdigen Gebäuße dürfen nicht gestört
werden, wann es gefügt, daß dieselben nicht
gegen die für die Reis und Opium der
Kriegsverwaltung zu anlassenden Regu-
lationen verstoßen.

§ 6

Der in dem zur Kriegsverwaltung bestimmten
von Taiwan befindliche Kriegsabwicklungsplatz
der Canton, Fokien und Chekiang Gebiete
soll

soll, so weit über Saxen befindlich sind,
eingekürzt belassen werden. Die Opferge-
bräuche für die Verstorbenen sollen an dieser
Stelle nicht beibehalten werden.

Wegen werden von demselben nicht aufgeben,
auch sollen die Güter zum Verkauf derselben
nicht zugewiesen werden können. Eingezogen
sollen die Güter dafür sorgen, daß der
Kloster auf Kosten der Provinz Meissen ab-
gepflegt wird. In derselben soll ein großer
Stamm angebracht werden, durch welchen ein
feiner Wein mit Ansehung erlaubt sein wird.

§ 7

Unverfälscht der Klösterlösung, unversehrt
das Waller befindet sich ein Abzweigkanal
der südlichen Markpf; derselbe bleibt unter
Gemeinsamer Verwaltung, ebenso wie die
zeitweilig nötige Faggenung derselben. Für
die auf diesem Canal verkauften Alu-
men wird derselbe kein Abgabe zu-
setzen.

L
55

§ 8.

Finanzen soll es gestattet sein, sich in Abem-
 anspruchnahme mit den Staaten zu entlassen.
 den Landkaufbestimmungen in der deutschen
 Niederlassung anzufordern.

§ 9.

Die nach Abschluß dieses Vertrages noch
 notwendig werdende Fortführung der auf dem
 auf einige Zeiten an den Staat war-
 miedelten Verträgen insofern oder Land be-
 stehenden Finanzen soll durch die Finanz-
 beförden betrieben werden, da die deutsche
 Regierung diese Niederlassung nicht von den
 Beförden des Staats und Landes sondern
 von den Finanz-Regierung zuzieht.
 Dergestalt sollen die Beförden solche per-
 sonen, welche ihr Land oder ihren Grundbe-
 sitz nicht freiwillig verkaufen wollen,
 dazu zwingen.

§ 10.

Vertrag des Kaufes der deutschen Niederlassung in
 Tientsin

Tienstein wird für alles in der Niederlauf-
fung aufzukommende Land einbezogen der Lage einer
einmaligen fünfjährigen von 75 Tael für den
Mann gegen Einrichtung der Ginnpfeifen Beförden
einbezogen.

Alles der Ginnpfeifen Regierung geförig
öffentl. von dem am Fluße entlang laufenden
Weg, welcher die Obergrenze des Hauptabst-
ganges mit der inwärtigen Ginnpfeifen der
Tschien, Canton mit Chekiang bildet, der
Längsstraße mit der Reichsstraße bildet, mit wel-
cher dann von der Po wen chue yuan am Fluße
entlang bis zum Dorf Hsiao liu chuang
führt, angeführten Uferland soll genau mit-
genommen, aber für dasselbe keine fünfjäh-
rige gezahlt werden. — Außerdem wird das
ganze Land des Landes für öffentliche Arbeiten
unentgeltlich von Reichsland abgetrennt, ja
dies soll Reichsland dafür ein an immer an-
deren Stelle gelegenes Stück Land für die
Zwecke des Arbeitslandes diesem ebenfalls

verantwortlich abzurufen.

§ 11.

Der Entzignungsverbot der innerhalb der
dänischen Niederlassung belagerten Gärten
bleibt der Entzignung der zu diesem Zweck
zu anzuwendenden dänisch-französischen Taxen
missien vorbehalten. Derselbe soll jedoch
bei der Leitung der Karte auf dem Niveau
der auf die französische Niederlassung
sich beziehenden Regulationen, von
denen der Okkupationsvertrag verpflichtet
ist, auszugehen und auf keinen Fall
über die bestehenden Bestimmungen der dänischen
Gesetze hinaus. Falls besonders große ge-
baute Gärten vorhanden sind, so soll
bei der Taxierung darauf in gewissem
Maße besonders Rücksicht genommen
werden.

§ 12.

Das Land in der Niederlassung ist
3 (drei) Morabte auf der Bezeichnung
zu

zu ^{den} Männern. Wenn die nun Trümpfen be-
suchten Häuser unbekannt, so sollen
dieselben in Anbetracht der jetzt unbesunden
kaltten Zeit, wo es nicht leicht ist, diesel-
ben anzufinden, auf 3 (drei) Mann ab
und der nach Eröffnung des Flusses im kom-
menden fünfjährigen nachfolgenden Bezugsung
des Geldes gravirt werden. An An-
zugskosten wird jeder Familie von den
diesigen Behörden ein Betrag von 10 Taelen
bezahlt werden.

§ 13.

Wer in dem für die diesigen Niederlassung
in Ansehung gewarmanen Terrain bei Gräbern
befindet, sollen die diesigen dieselben nicht
selbst entfernen, sondern in ihrem be-
stehigen Zustande belassen.

Falls die Marktkommen selbst mit der
Anlegung eines Grabes einverstanden
sind, so sollen die diesigen pro Grab ei-
nen Tael Anlegungskosten bezahlen.

§. 14.
Auf Verlegung des Landeshauptmanns
soll der hiesige Specialische Landeshauptmann
eine Vernehmung über den Verlauf
des Landes in dritter Hälfte mit Begeben
der Grenzen mit Grundbesitzverhältnissen des
Grundbesitzes den Specialischen Landeshauptmann zur
Abfertigung einreichen, welche darauf an-
sehen dem dritthalben Landeshauptmann zur Abfer-
tigung übergeben werden.

§. 15.
Auf die Verwaltung der dritthalben
Wiederbesetzung wird in die Specialische Regie-
rung eine jährliche Grundsteuer von 1000
groschen cash für jedes mawel über-
miesigen Landes in Uebereinstimmung mit
dem dritthalben Wiederbesetzung's Verordnungs-
gesetzte worden. Und zwar soll dieselbe am
15ten Tage jedes 12ten Monats präsum-
mamente für das nächste Jahr geschätzt.
Das Verzeichnis von dem dritthalben Landeshauptmann an
das Amt des Stadt-Magistrats abzugeben.
Die Hauptpflichtung zur Festsetzung dieses
Grund

Gesamtplanar beginnt mit dem Augenblicke
des Aufbruches seitens der Aussigen Kaputte.

S. 16

Unmittelbar nach der Aufzeichnung
des Protocoll wird seitens des General-
Gouvernements und General- Vizepräsidenten
der Kaiserlichen Höfen eine die Aufstellung
der Niederlegung an die Aussigen Kaputte
eine verhängende Proklamirung erlassen
werden.

S. 17

Die Kaiserliche Dekretirung soll nach dem
General- Vizepräsidenten der Kaiserlichen
Höfen Höfen zu diesem Zweck abgeordnet
den Kaiserlichen und dem Kaiserlichen Aussigen
Kaputte in Tientsin in je fünf in Aussigen
mit Hinsicht der Provinz gesessenen Ober-
behörden unterzeichnet und mit dem Ab-
schicken der nachfolgenden Regel desfolgenden ver-
lassen werden.

In ein Exemplar erhalten.

Der Kaiserlichen Höfen.

Der General- Vizepräsident.

Der

Der Kaiserlich Aulische Gesandten zu Peking
Der Zollämtern zu Tiensin.
Der Kaiserlich Aulische Zehnpil zu Tiensin.

Zusatz - Bestimmungen.

ad 51 Gegen die Ueberlassung der Häfen, naml.
der zwischen dem Grenzfluß der Sima
Förbes & Co und dem Grenzfluß der
Tilten befindet, ist seitens der Gesandten
der Vereinigten Staaten von Ameri-
ka in Peking Einspruch erhoben worden.
Wolla dieser Einspruch seitens der Regie-
rung der Vereinigten Staaten fallen ge-
lassen werden, so soll die Nordgrenze der
Aulischen Ueberlassung darauf gelegt wer-
den, lauch das an der südlichen Grenze
der Zeit der Sima Förbes & Co. ge-
rigen Grenzfluß entlang folgende Weg-
zwischen dem Fluß und der Taker Road
die Nordgrenze bildet. -

In diesem Falle sollen die in 51 fest-
gesetzten Preise nicht für eine eventl. nach-
träglich werdende Zulignung der nürge-
blich

blühend, nach dem Anzeigensystem des
jüngsten kaiserlichen Verordnungs-
gebens sein.

Und der südlich nach dem Forbes'schen
Grundstück, nördlich nach dem Grund-
stück der Hilden gelegenen Landstücke
sollen die kaiserlichen Landbesitzer
mir hierfür anlegen dürfen, ohne an
Landesbesitz Verlust zu erleiden.

at 513.

Fällen die kaiserlichen Landbesitzer
die Anlage eines Wasserwerks auf
dem Grundstück des kaiserlichen
besitzes, so sollen die Befugnisse von
Herrn, welche in der kaiserlichen
Verordnung fallen, durch Befugnisse mit
den Lokalbefugnisse zur Ausführung der-
sollen vorbehalten werden.

Wenn daher Herr von Kolb
in Bezug kommen, welche Befugnisse
mir nicht vorliegen sollen, so müssen
Mittel gefunden werden, um die Befugnisse
mir nicht abzugeben zu lassen.

Die gaffusan zu Tientoin, den dreißig.
ten Oktober, um tausend achthundert und fünf.
und neunzig, entsprochen dem officösen
Datum zum dreizehnten Tage des
nächsten Monats des einundzwanzig.
sten Jahres Kuangou.

(Königlicher
Kanzler) Johann von Scharhoff
Imperialischer Kanzler.

Officiöse Unter.
schrift mit
Kanzler.



Annexe n° 31 – Traité sino-allemand de Hankou, 1895 (extraits)

Der Kaiserlich Deutsche General-Konsul zu Shanghai Dr. Stuebel und der Tautai des Han Huang Tê-Kreises in Hupei, Zoll-Superintendent für den fremden Handel in Hankow, Inhaber des 2^{ten} Rang-Knopfes, Yün, haben, vorbehaltlich der Genehmigung der beiden Beamten vorgesetzten Behörden, folgenden Miethvertrag auf ewige Zeiten geschlossen.

Artikel I

Nachdem mit Rücksicht auf die Entwicklung des deutschen Handels die Eröffnung einer neuen Niederlassung in Hankow beantragt ist, haben, ich der Zoll-Superintendent, im Auftrage des stellvertretenden General-Gouverneurs der beiden Hu-Provinzen, Tan, und ich der deutsche General-Konsul, hierfür nach vorgängiger Prüfung ein Stück Land in dem Markorte Hankow unterhalb der englischen Niederlassung ausgewählt, welches sich mit seiner Frontseite, ausserhalb des Tung-chi-Thores, von der Grenze de am Flusse liegenden Regierungslandes ab bis in die Gegend Li-chia-tun (Hügel der Familie Li) erstreckt, und 300 chang in der Länge misst. Die Tiefe des Lande, dessen Ufergrenze jetzt noch überschwemmt ist, ist auf 120 chang festgesetzt. [...]

Artikel II

Der gesammte Flächeninhalt dieses Landes ist 600 Mow. Die Grundsteuer beträgt für jeden Mow 0,117 Tael, also für die ganze Fläche 70,20 Tael. Die Reissteuer bringt für jeden Mow 2,84 Shêng, also im Ganzen 17 Picul 4 Shêng Reis. Der Picul Reis zu 3 Tael gerechnet ergibt eine Summe von 51,12 Tael an Reissteuer für die ganze Niederlassung. An Grund und Reissteuer ist hiernach chinesischerseits der Gesamtbetrag von 121,32 Tael seither jährlich von dem Lande entrichtet worden. Denselben Betrag wird der deutsche Konsul jedes Jahr im 4. chinesischen Monat an den Hanyang Magistrat voll einrichten, welcher denselben weiter abführen wird. [...]

Die Verwaltung der deutschen Niederlassung wird der deutsche Konsul nach Massgabe dieses Miethvertrages und der hierfür zu entwerfenden Verordnungen leiten. Chinesen sollen in der Niederlassung nicht mitwohnen dürfen.

Artikel IV

[...] Es könnte der Fall eintreten, dass nach Abschluss dieses Miethvertrags ein nichtdeutscher Ausländer Land in der deutschen Niederlassung miethweise zu erwerben wüschte. Dies soll, nachdem das Land der Niederlassung durch diesen Miethvertrag auf ewige Zeiten an die deutsche Regierung vermietet worden ist, nur mit Genehmigung des deutschen Konsuls geschehen dürfen. Der deutsche Konsul hat allein das Recht, in einem solchen Falle bei der chinesischen Behörde die

Ausstellung der Erwerbsurkunde zu beantragen.

Artikel V

In der deutschen Niederlassung liegendes Regierungsland soll vermessen werden und im Besitz der chinesischen Regierung verbleiben können, um später darauf ein gemischtes Gericht und eventuell andere öffentliche Gebäude zu errichten.

[...] So geschehen zu Hankow, den 3. Oktober 1895 (8. Monat, 15. Tag, Kuang-hsü 21. Jahr)

Source : BA R901 30895

Abdruck. Anlage 2. zum Vertrag A. 166. vom 27. August 1898

Übersetzung.

Vertrag

betreffend die Fortsetzung der Niederlassung.

In dem von der Kaiserlich Deutschen Gesandtschaft in Peking entsandten Weizsäcker'schen Kommissionsmitglied für die Niederlassung in Hankow, Cordes,
und

der Kaiserlich Chinesischen jüngste zum Provinzial-Befehlshaber von Hupei beförderte Tao-tai der Han-Kiang-Fu Kreis, Zolltaotai von Hankow, Inspektor der Inspektion des I. Ranges, Chi

haben sich hinsichtlich der Fortsetzung der deutschen Niederlassung und der Abtretung eines Grundstückes am unteren Ende der deutschen Niederlassung, sowie die Kontrolle der Wuchang-Schiffzollbarriere vereinbart worden soll, über die im nachstehenden Protokolle beigefügten Bedingungen gegenseitig vereinigt:

1. Die deutsche Niederlassung in Hankow soll bis an den Fuß des Nordwalls von Tung-chi

chi - Men Jarauwigan. Das ferner Zeit freigelegt
sein. Der freigelegte Land wird nach Zinsland
der Niederlassung einverleibt; von der Mitte
des Meeresufers am Fluss von bis zur Höhe
der Niederlassung - 120 Chang - nach Zinsland, von
12,5 und Zinsland 25 Chang breit. *) Es geschieht dies
ein freiwilliges Gutgekommen auf Zinsland
Zinsland und bringt das für das in der Erweiterung
des galgenen Regierungsland keine Bezahlung
geliefert zu werden. Privatland wird der Weizian
jedoch in der billigen Weise von der Zinsland
von auf einige Zinsland eintragen.

§ 2. In Ansehung der in der Niederlassung
des obigen Erweiterung liegenden freiwilligen
Zinsland Gutgekommen auf Zinsland Zinsland will
die deutsche Regierung ersucht für die Errichtung
der Kontrollstation der Weizian Zinsland
von unteren Zinsland der Niederlassung ein Zinsland
Viertel in der Breite von 4 und einer Höhe
von 10 Chang abzutrennen. Auf Zinsland soll keine

*) Ansehung Zinsland anliegenden Landstücke.
gez: Cordes.

Erzählung geliebt worden. Es wird jedoch davon
gehoben, daß man sich an ein in der That das
Weizian vom 12. Juni dieses Jahres aufgesetzten Lu-
dingen zu halten hat. *)

§ 3. Obige Abweichungen treten erst im Laufe, nachdem
sie von dem Herrn General-Gouverneur unter der
Einwirkung eines Bregal sowie dem Kaiserlichen

*) Anmerkung. Diese Leistungen sind - vgl. Brief N. 2 vom
12. Juni d. J. -, daß die betreffende Nation mit einer Kon-
trollation für die auf der anderen Seite des Stüpf gelag-
ten Weichung Lössen sei, welche mit stumpsigen Pfeiffzillen
erföh, daß sie im übrigen selbst keine Zellen erföh und mit drei-
nen anderen Zell der Lössen etwas zu finden als mit Pfeiff-
zellen von stumpsigen Lössen. ... daß das an die stumpsigen Kogin-
nen abzutretende Nicht Land als inausfals der Niederlassung
gelagten zu betrachten und nur von der Verwaltung derselben
zu erlassenden Bestimmungen unterworfen sei, daß die
Nation der Kropfmarken in und von und nach der
Niederlassung in keiner Weise dürfen und mit dem
Pfeiff- und Lössen der Niederlassung nicht zu find
Joh. " gez: Cordes

Gefandten im Peking Herrn Kaiser von Hej.
King gannfueigt sind.

Hankow, den 27. August 1898, ringäisjow Kalantar
Kuanghsü 24. Jusa, 7. Monat, 11. Tag.

/: gay: Cordes: / Gaudzaisow in Zolldartail Chü
Für die Uebersetzung
gay: Cordes.

Verträge der Kaiserlich Deutschen Regierung
im Einklang mit der Kaiserlich Sinesischen
Regierung ihrer besonderen Verhandlung
in Tientsin vereinbart sind, sind
im Auftrage der Kaiserlich Deutschen Gesand-
ten in Peking, Herrn von Mumm, des Consul
Zimmermann in Tientsin

und
im Auftrage des Großfürsten etc. Li
kung chang des Tao tai von Tientsin und
Hoehion, Chang, und des Tao tai abgeordnet des
Froeing Chili, Chien
zusammengetreten und haben nachstehende
Verabredungen getroffen.
§ 1.

Es zur Erweiterung der alten Deutschen
Verhandlung in Tientsin bestimmte Gebiet
wird seitens der Kaiserlich Sinesischen Regierung
der Kaiserlich Deutschen Regierung auf einige
Zeiten zurückgelassen.
§ 2.

Die neue Deutsche Verhandlung umfasst das
wie folgt begrenzte Areal: Im Osten läuft
die Grenze vom Hafen der Saltschraube entlang
gen

gan Tien an den Vorsten San i chuang und
Tung tou chuang wobei bis zu einem Punkt,
wo an einer Flussbiegung östlich vom Wege
ein jägerisches Grenzstein steht.

Von dort geht sie in genau westlicher Richtung an
einer von jesuiten gefertigten Ziegeln vorbei bis
zu einem Punkt westlich davon, und nimmt nach
Nordwesten an dem San i Tungal in Hsi lou
chuang wobei zu führen.

Von dort folgt sie der Anhöhe des westlichen
Halls des Li'schen Gartens, bingt darauf wieder
nach Nordwesten ab und führt in dieser Richtung bis
zum Race-course - Weg zu einem Platz, wo west-
lich vom Wege eine Firma Wm Forbes & Co.
und der Kung chan tang stehen. Von hier geht die
Grenze längs des Race-course - Weges bis zum Race-
course - Hof und von diesem im Gräben entlang bis
zum Taktsen?

§ 3.

Die Grenzlinie wird, solange das Gebiet in sinische
Verwaltung bleibt, von der sinischen Regierung
aufreht. Für das von der britischen Regierung
känflich erworbene Land wird ebenfalls dieselbe
Grenzlinie antrifft, wie sie in der Englischen Les-
tra - Concession besteht.

§ 4.

Wie in der neuen britischen Niederlassung das ganze
sinische Regierungsgelände des westlichen Thores bleibt
im Besitz und in der Verwaltung der sinischen Re-
gierung. Die sinische Regierung unterwirft sich in
auf

daß, sobald die Dyle in Frage kommt, den für
das neue Gebiet Dantscherseite zu erlassenden
Korrekturen, aufzuzurechnen sie sich, das Grund-
stück mir mit Zustimmung der Kaiserlich Dant-
schen Regierung zu veräußern.

§ 5.

In der neuen Dantschen Niederlassung hat die
Dantsche Regierung das Recht, sämtliche Land-
stücke und alle Leihlichkeiten anzukaufen. Sinesische Le-
stücken, die zum freiwilligen Verkauf nicht ge-
nügt sein sollten, werden durch die Sinesischen
Behörden prompt dazu angehalten werden, in
der Veräußerung an die Dantschen Behörden zu
willigen. Bei dem Ankauf von Land wird eine
gemeinsame Aufsichtigung desselben durch Dantsche
und Sinesische Beamte stattfinden.

Für das für ein gutlandes Sinesische und den
Lafuse zu verarbeitende Land gelten als Maxi-
malpreise:

Für mit Häusern bebaut und für bewässert
baud Gartenland Tael 75⁰⁰ per Mu, für unbe-
wässertes Garten- und gutes Ackerland Tael
50⁰⁰ per Mu, und für geringes Ackerland Tael
25⁰⁰ per Mu.

Für das übrige Land werden die Preise zum
Zeit der Veräußerung nach Recht und Billigkeit
festgesetzt werden.

Gebäude werden nach dem von der sinesischen
Regierung aufgestellten Katalog angesetzt,
nämlich:

pro

Pro Raum, wobei das Lammaterial in
bisherigen Lieferungen verbleibt

I. Klasse mit Taels	50 ⁰⁰
II. " " "	40 ⁰⁰
III. " " "	30 ⁰⁰
IV. " " "	20 ⁰⁰
V. " " "	10 ⁰⁰

Für Freibearbeitung wird gemäß § 13 das
Ländliche Niederlassungs-Vertrag vom 30.
Oktober 1895 ein Taal pro Tag bezahlt. Freie-
bearbeitung dieses dreizehn Wochen nach argen-
genauer Aufforderung gesäumt sein.

Die zur Fortan mit befähigten Gebirgs-Weir-
sen sind mit Genehmigung des Kaiserlich Russi-
schen Konsulats in Wien festgestellt worden.

Das nicht angekauft bleibende Areal bleibt, ungenut-
zamt dem Kontrakt für die neue englische
Koncession, im Besitz der Bevölkerung. Die Ländlichen
Weirsen jedoch das Land nicht an Ausländer verkaufen,
welche nicht Ländliche Kontraktgebühren sind, oder
mit nicht geübten Ländlichen Kontraktgebühren
Kaufmannschaften.

§ 6.

Feldarbeiten, die zur Zeit des Ankaufs auf dem
Land liegen, sind zu verkaufen.

§ 7.

Länge der alten Französischen und der alten
Englischen Niederlassung führt eine Lokomotive
genannte große Straße, welche von Sina in
Nörd gesalzen wird. Die vier dem Verkehr der
Ländlichen

Küstenbevölkerung, welche sie auf mit großen
Barren zu befehren pflegt. Die Kaufmännigen
über den Länge der Küsten Überwachung
konstanten Teil dieser Kräfte bleiben dem Zeit-
punkt vorbehalten, zu welchen zwischen Eng-
land, Frankreich und Japan einseitig und
Sina andererseits über die Takusprosa über-
langt Abmachungen erfolgen werden.

§ 8.

Dieser Vertrag wird in Chinesisch und
Sinesisch Sprache in je 2 Exemplaren, als
Gutachten von dem Konsul und dem Konsulats-
Rat in Peking unterschrieben und ihren vor-
gesetzten Behörden zur Bestätigung eingereicht
werden.

Kopien diese erfolgt ist, sind je 4 Exemplare
davon zu unterschreiben und mit dem Sie-
gel zu versehen.

Darauf hat die Überwachung zu erfolgen.
Peking, den 28. Juni 1901.

Kopien die vorgeschriebenen Behörden die Kon-
ventionen vom 28. Juni 1901 ausgehend
dem Sinesischen Datum vom 13. Tage des 5. Mo-
nats im 27. Jahre Kuangwei in konstanten
Form bestätigt haben, sind ferner gemäß § 8 je
4 Chinesisch und je 4 Sinesisch Exemplare des
Vertrages unterschrieben und mit dem Siegel
versehen worden. Darauf hat die Überwach-
ung erfolgt.

W

Es geschah zu Tientsin am zwanzigsten
Juli fünfundzwanzigster Jahrgang, nach
Vertrag am Sinesischen Datum vor fünf
Tagen des fünften Monats des siebenund
zwanzigsten Jahres Kuangsi.

(L.S.) H. Zimmermann Sinesische Unterschriften.
Kaiserlicher Consul.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen &c. und Apostolischer König von Ungarn einerseits und Seine Majestät der Kaiser von China andererseits, von dem aufrichtigen Wunsche befeelt, freundschaftliche Beziehungen zwischen den vorgedachten Staaten zu begründen, haben beschlossen, solche durch einen gegenseitig vortheilhaften und den Unterthanen der hohen vertragenden Mächte nützlichen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag zu befestigen. Zu dem Ende haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine kaiserliche und königliche Apostolische Majestät:

Allerhöchst Ihren Contre-Admiral Anton Freiherrn von P e t z, bevollmächtigten Minister und Gesandten in außerordentlicher Mission, Chef der k. und k. Expedition nach Ostasien, Ritter des militärischen Maria Theresien-Ordens &c. &c. &c.

Seine Majestät der Kaiser von China:

Lung-Sün, Präsidenten des Conseils der Staatseinnahmen, einen der Cabinetsminister für auswärtige Angelegenheiten;

Chung-Hou, Vormund des Thronerben, Vicepräsidenten des Kriegs-Conseils, einen Commandanten des rothen Banners mit Borten der chinesischen Bannertruppen, Aufseher des Handels der drei nördlichen Häfen &c. &c. &c.,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen den contrahirenden Staaten soll dauernder Friede und unwandelbare Freundschaft bestehen. Die Angehörigen derselben sollen in den beiderseitigen Staaten vollen Schutz für Person und Eigenthum genießen.

Artikel II.

Zur Aufrechthaltung der guten Beziehungen in der Zukunft, genehmigen Seine kaiserliche und königlich Apostolische Majestät und Seine Majestät der Kaiser von China, daß, nach dem zwischen großen und befreundeten Nationen eingeführten Gebrauche, Seine kaiserliche und königlich Apostolische Majestät, wenn es Ihr angemessen erscheint, bei der Regierung Seiner Majestät des Kaisers von China einen diplomatischen Agenten, und andererseits Seine Majestät der Kaiser von China, wenn es Ihm angemessen erscheint, bei der Regierung Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät einen diplomatischen Agenten beglaubigen könne.

Artikel III.

Die beiderseitig ernannten diplomatischen Agenten haben das Recht, zur Besorgung ihrer Geschäfte, nach ihrem Ermessen den Aufenthalt entweder bleibend in der Hauptstadt des andern Theiles zu nehmen, oder dieselbe gelegentlich zu besuchen.

Die diplomatischen Agenten der beiden vertragenden Theile sollen gegenseitig am Orte ihres Aufenthaltes die Vorrechte und Freiheiten genießen, welche das Völkerrecht ihnen gewährt. Ihre Person, ihre Familie, ihr Haus und ihre Correspondenz sollen unverleglich sein. Sie sollen in der Wahl und Anstellung ihrer Beamten, Couriere, Dolmetsche, Diener u. s. w. nicht beschränkt werden, welche Personen in keinerlei Weise belästigt werden sollen.

Wer immer sich gegen die Vertreter Ihrer Majestäten, oder gegen ein Mitglied ihrer Familien, oder ihres Haushaltes eine mündliche oder thätliche Beleidigung oder Gewaltthätigkeit zu Schulden kommen läßt, soll von den Behörden strenge bestraft werden.

Artikel IV.

Es ist ferner festgesetzt, daß den Reisen des Vertreters Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät oder den Personen seines Gefolges keinerlei Hindernisse in den Weg gelegt werden sollen. Dieser Vertreter wird seine eigene Correspondenz über was immer für einen Punct der Küste nach Belieben versenden oder beziehen können; seine Briefe und seine Effecten werden unverleßlich sein. Er wird sich eigener Couriere bedienen können und diese werden auf ihrer Route denselben Schutz und dieselben Erleichterungen genießen, deren sich die mit dem Transporte der kaiserlich chinesischen Regierungspeschen betrauten Personen erfreuen.

Ueberhaupt wird er derselben Privilegien theilhaftig werden, welche die Functionäre gleichen Ranges nach dem Gebrauche der Nationen des Occidents genießen.

Alle Arten von Kosten, welche die diplomatischen Missionen verursachen, werden von ihren respectiven Regierungen getragen werden.

Artikel V.

Der Vertreter Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät wird die Geschäfte mit den Ministern Seiner Majestät des Kaisers von China persönlich oder schriftlich auf dem Fuße vollkommener Gleichheit behandeln.

Artikel VI.

Die Regierung Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät soll das Recht haben, einen General-Consul und für jeden offenen Hafen oder jede dergleichen Stadt in China, für welche ihre Handelsinteressen es erheischen, einen Consul, Vice-Consul oder Consular-Agenten zu ernennen.

Diese Beamten sollen mit der gebührenden Achtung von den chinesischen Behörden behandelt werden und dieselben Privilegien und Vorrechte genießen, wie die Consular-Beamten der meistbegünstigten Nation.

Wenn die Regierung Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät die Aufstellung eines Consuls in einem der dem Handel geöffneten Häfen nicht für nothwendig erachtet, wird sie den Consul einer befreundeten Macht mit den Functionen eines Consular-Agenten in diesem Hafen betrauen können.

Artikel VII.

Die amtlichen Mittheilungen der diplomatischen und der Consular-Agenten Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät sollen in deutscher Sprache geschehen und von einer chinesischen Uebersetzung begleitet sein. Ebenso sollen die chinesischen Behörden in chinesischer Sprache schreiben, und im Falle in der deutschen oder in der chinesischen Version ein Unterschied entdeckt wird, so soll diejenige als die richtige anerkannt werden, welche in der Sprache der Nation abgefaßt ist, die das Schreiben erlassen hat.

Der gegenwärtige Vertrag ist in deutscher und chinesischer Sprache ausgefertigt und beide Texte sind sorgfältig verglichen worden, so daß Sinn und Bedeutung jedes Artikels vollkommen gleichlautend sind.

Artikel VIII.

In den Häfen und Städten von Canton, Swatow, Amoy, Foochow, Ningpo, Shanghai, Chinkiang, Nanking, Kiukiang und Hankan, auf dem Yang-tse-Flusse, Chee-foo (Yantai), Tientsin und Newchuang, dann Tamsui und Taiwan-foo auf der Insel Formosa und Kiungchow auf der Insel Haiman ist es den Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihren Familien erlaubt, sich frei zu bewegen, niederzulassen, Handel und Industrie zu treiben, in voller Sicherheit und ohne irgend welches Hinderniß.

Im Innern des Landes können sie, gleich den Angehörigen anderer Nationen, Handel treiben, ohne jedoch Waarenhäuser daselbst zu errichten.

Artikel IX.

Jeder Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, welcher in Gemäßheit der Stipulationen des vorhergehenden Artikels in einem der, dem fremden Handel geöfneten Häfen anlangt, wird, ohne Rücksicht auf die Dauer seines Aufenthaltes, Häuser und Magazine zur Aufbewahrung seiner Waaren miethen, oder Grundstücke pachten, und darauf selbst Häuser und Magazine erbauen können.

Die Angehörigen der besagten Monarchie werden in gleicher Weise Gotteshäuser, Spitäler, Armenasyle, Schulen und Friedhöfe anlegen können. Im gegebenen Falle wird die Localbehörde, nachdem sie sich mit dem Consul ins Einvernehmen gesetzt hat, die für den Aufenthalt der vorbenannten Staatsangehörigen geeigneten Stadtviertel und Plätze, wo obbesagte Bauten stattfinden können, bezeichnen.

Der Preis der Miethen und Pachtungen wird zwischen den Betheiligten frei debattirt, und, so viel als möglich, nach dem durchschnittlichen Localpreise geregelt werden. Die chinesischen Behörden werden ihre Nationalen davon abhalten, übertriebene Preise zu stellen oder solche zu fordern, und der Consul wird seinerseits darauf Bedacht nehmen, daß die Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie keinerlei Zwang anwenden, um den chinesischen Eigenthümern ihre Zustimmung abzunöthigen.

Artikel X.

Die Handelsschiffe der österreichisch-ungarischen Monarchie werden die dem fremden Handel geöfneten Häfen und Städte besuchen und mit ihren Waaren von einem Hafen zum andern frei fahren können. Es ist ihnen aber verboten, andere Häfen zu besuchen oder an der Küste Schmuggelhandel zu treiben.

Wenn ein Kauffahrer im Schmuggelhandel betreten wird, so soll seine Ladung, ohne Rücksicht auf deren Werth oder Beschaffenheit, der Confiscation durch die chinesischen Behörden unterliegen; der Kauffahrer kann von dem weiteren Handel ausgeschlossen und entfernt werden, sobald er seine Rechnungen geordnet und beglichen hat. Alle Confiscationen werden zum Besten der chinesischen Regierung stattfinden, welche jedoch, ehe die Beschlagnahme und Confiscation gültig ausgesprochen worden, den k. und k. Consul des nächsten Hafens davon in Kenntniß setzen soll.

Kein Kaufmann oder Kauffahrer darf Rebellen oder Piraten irgend welche Lebensmittel, Waffen oder Munition zuführen. Im Falle der Uebertretung sollen Schiff und Ladung confiscirt und der Schuldige seiner Regierung übergeben werden, damit er nach der Strenge des Gesetzes bestraft werde. Auch ist der Besuch der von Rebellen besetzten Gebiete verboten.

Den unberechtigten Gebrauch ihrer Handelsflagge wird die österreichisch-ungarische Regierung durch alle möglichen Mittel zu verhindern suchen.

Artikel XI.

Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche, um Handel zu treiben, nach dem Innern reisen, müssen sich gleich den Unterthanen anderer Mächte mit Reisedocumenten von Seite des Zollinspectors versehen; denjenigen, welche blos zum Vergnügen reisen, wird der Consul einen Paß ausstellen, welcher von der Localbehörde vidirt werden muß. Dieser Paß muß auf Verlangen vorgezeigt werden. Ist derselbe in Ordnung, so kann der Inhaber seinen Weg fortsetzen, und er darf nicht gehindert werden, Personen in Dienst zu nehmen, oder Boote zum Transporte seines Gepäcks oder seiner Waaren zu miethen. Ist der Reisende dagegen mit einem Passe nicht versehen oder begeht er gesetzwidrige Handlungen, so soll er dem nächsten Consulate zur Bestrafung ausgeliefert werden; doch darf derselbe außer der nothwendigen Arrestation einer üblen Behandlung nicht unterworfen werden. Zu Ausflügen in einer Entfernung von nicht über hundert Li von den dem Handel geöfneten Häfen und für eine Zeit von nicht über fünf Tagen bedarf es keines Passes.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf die Schiffemannschaften u. s. w., für welche, im Einverständnisse der Consuln und der Ortsbehörden, besondere Gränzen werden gesetzt werden.

Der k. und k. Consul wird bedacht sein, bloß an achtbare Personen Pässe zu ertheilen.

Artikel XII.

Es soll den Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie gestattet sein, Compradors, Dolmetsche, Schreiber, Arbeiter, Bootsführer, Schiffleute und Diener aus allen Theilen Chinas gegen eine entsprechende, durch Uebereinkunft beider Theile festzustellende Vergütung in Dienst zu nehmen. Dergleichen soll es ihnen unverwehrt sein, von Chinesen die Sprache oder die Dialecte des Landes zu erlernen, oder sie in fremden Sprachen zu unterrichten. Dem Verkaufe von, im österreichisch-ungarischen Reiche gedruckten, sowie dem Ankaufe von chinesischen Büchern soll kein Hinderniß in den Weg gelegt werden.

Artikel XIII.

Das wie immer geartete Eigenthum der Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie im Kaiserthume China wird von den Chinesen als unverleßlich betrachtet und von ihnen stets geschont werden. Die chinesischen Behörden dürfen unter keiner Bedingung auf die Schiffe der obbenannten Staatsangehörigen Beschlagnahme legen, oder dieselben irgend zu einem öffentlichen oder Privatzwede gewaltsam verwenden.

Artikel XIV.

Wenn ein der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörendes Schiff in den Gewässern eines dem Handel eröffneten Hafens anlangt, so soll es ihm freistehen, einen Lootsen nach seiner Wahl aufzunehmen, um sich in den Hafen führen zu lassen. Ebenso soll es, wenn es alle Gebühren und Abgaben entrichtet hat, und zur Abreise fertig ist, sich einen Lootsen wählen können, um es aus dem Hafen hinauszuführen.

Artikel XV.

Sobald ein der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörendes Rauffahrtschiff in einen Hafen eingelaufen ist, so soll der Zollinspector, wenn er es für gut findet, einen oder mehrere Zollbeamten abordnen, um das Schiff zu überwachen, und darauf zu sehen, daß keine Waaren geschmuggelt werden. Diese Beamten können nach ihrem Belieben in ihrem eigenen Boote bleiben, oder sich an Bord des Schiffes aufhalten.

Die Kosten ihrer Besoldung, ihrer Nahrung und ihres Unterhaltes fallen der chinesischen Zollbehörde zur Last, und sie dürfen keine Entschädigung oder Belohnung irgend einer Art, weder von dem Schiffscapitän noch von den Consignatären verlangen.

Artikel XVI.

Innerhalb vierundzwanzig (24) Stunden nach Ankunft müssen die Schiffspapiere, Frachtbriefe u. s. w. dem Consul übergeben sein, welcher nach weiteren vierundzwanzig (24) Stunden dem Zollinspector den Namen des Schiffes, dessen Tonnengehalt und die Beschaffenheit seiner Ladung berichten wird.

Wenn durch Schuld des Capitäns binnen achtundvierzig (48) Stunden nach der Ankunft des Schiffes dieser Vorschrift nicht entsprochen worden ist, so soll derselbe einer Strafe von fünfzig (50) Taels für jeden Tag Verzögerung unterworfen sein. Jedoch soll der Gesamtbetrag dieser Strafe zweihundert (200) Taels nicht übersteigen.

Der Capitän ist für die Richtigkeit des Schiffsmanifestes verantwortlich, welches einen genauen und umständlichen Bericht über die an Bord befindliche Waarenladung enthalten muß. Für die Ueberreichung eines falschen Schiffsmanifestes unterliegt er einer Geldstrafe

von fünfhundert (500) Tael, aber es soll ihm gestattet sein, innerhalb vierundzwanzig (24) Stunden nach Ueberreichung des Manifestes an die Zollbeamten, irgend einen Irrthum zu verbessern, den er in demselben entdeckt, ohne deßhalb einer Strafe zu verfallen.

Nachdem der Zollinspector vom Consul den vorgeschriebenen Bericht erhalten hat, wird ersterer die Erlaubniß zum Oeffnen des Schiffsraumes erteilen. Sollte der Capitän ohne eine solche Erlaubniß zum Oeffnen des Schiffsraumes und zum Ausladen der Waaren schreiten, so verfällt er einer Geldstrafe von fünfhundert (500) Tael und alle ausgeladenen Waaren sollen confiscirt werden.

Artikel XVII.

So oft ein Kaufmann des österreichisch-ungarischen Reiches Waaren zu landen oder zu verschiffen hat, soll er die Erlaubniß dazu bei dem Zollinspector nachsuchen. Waaren, welche ohne eine solche Erlaubniß gelandet oder verschifft werden, unterliegen der Confiscation.

Artikel XVIII.

Keine Umladung aus einem Schiffe in ein anderes kann ohne besondere Erlaubniß des Zollinspectors stattfinden. Güter, welche ohne Erlaubniß von einem Schiffe auf ein anderes umgeladen worden sind, sollen confiscirt werden.

Artikel XIX.

Die Capitäne und Handelsleute des österreichisch-ungarischen Reiches werden beliebige Gattungen von Lichterschiffen und Fahrzeugen zum Transporte der Waaren und Passagiere miethen können, und der Miethpreis für diese Lichterschiffe wird durch das freie Uebereinkommen der Betheiligten ohne Dazwischenkunft der chinesischen Behörde geregelt werden. Die Anzahl wird nicht beschränkt sein, und das Monopol derselben, eben so wenig wie jenes des Transportes durch Träger der ein- und auszuladenden Waaren, wird an Niemanden verliehen werden können. Sollte in jenen Lichterschiffen Schmuggel getrieben werden, so unterliegen die Waaren, welche hätten eingeschmuggelt werden sollen, der Confiscation.

Artikel XX.

Die Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie sollen die im Zolltarife verzeichneten Aus- und Einfuhrzölle bezahlen; in keinem Falle aber höhere als die Kaufleute der meistbegünstigten Nation.

Im Falle China vor Ablauf dieses Vertrages mit einer anderen Macht über Ermäßigung oder Erhöhung der Zölle verhandeln sollte, so wird die kaiserliche und königliche Regierung, sobald eine solche Vereinbarung allgemein angenommen wurde, derselben gleichfalls beitreten.

Die dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Handelsbestimmungen sollen als integrierender Theil dieses Vertrages, und deßhalb als bindend für die beiden hohen contrahirenden Theile angesehen werden.

Artikel XXI.

Was die Waaren anbelangt, welche nach dem Tarife einer Abgabe ad valorem unterliegen, so soll, wenn der Kaufmann der österreichisch-ungarischen Monarchie mit den chinesischen Beamten sich über den Werth nicht einigen kann, jede Partei zwei oder drei Kaufleute zuziehen, welche die Waaren untersuchen sollen. Der höchste Preis, zu welchem einer dieser Kaufleute sie zu kaufen Willens wäre, soll als der Werth derselben angenommen werden.

Artikel XXII.

Die tarifmäßige Abgabe wird nach dem Nettogewichte jeder Waare, nach Abzug der Tara berechnet. Wenn, um diese Tara auf jeden einzelnen Artikel, z. B. auf Thee, zu erhalten,

der Kaufman sich mit dem Zollbeamten nicht einigen kann, so wählt jeder von ihnen eine gleiche Anzahl Kisten, nach Hunderten, aus, nach Ermittlung des Bruttogewichtes, dann des Nettogewichtes und Berechnung der Differenz ergibt sich mittelst dieser Operation die Durchschnittstara für die ganze Partie. Nach demselben Principe ist die Tara für jede Waare oder für jeden Artikel zu ermitteln. Wenn sich außerdem anderer Anlaß zu Meinungsverschiedenheiten ergibt, welche nicht sofort zu lösen sind, so ist darüber dem Consul Anzeige zu machen, und dieser hat die Documente dem Zollinspector zu übersenden, um nach Recht und Billigkeit zu entscheiden. Der Recurs muß aber binnen vierundzwanzig Stunden erfolgen, widrigenfalls derselbe ohne Wirkung bleibt. Bis zur Erledigung der Angelegenheit hat der Zollinspector die Buchung der Waaren zu suspendiren.

Artikel XXIII.

Für alle eingeführten Waaren, welche eine Beschädigung erlitten haben sollten, wird eine der Beschädigung entsprechende Zollermäßigung eintreten. Ergeben sich aber Streitigkeiten, so sollen diese auf dieselbe Weise zu Ende geführt werden, als solches im Artikel XXI für die mit einer Abgabe ad valorem belasteten Waaren vorgeschrieben ist.

Artikel XXIV.

Der Capitän eines der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Kauffahrtschiffes kann innerhalb achtundvierzig Stunden nach Ankunft seines Schiffes, aber nicht später, sich zum Wiederauslaufen entschließen, ohne den Schiffsraum geöffnet zu haben, in welchem Falle er der Entrichtung der Tonnengelder nicht unterliegen wird. Nach Ablauf der achtundvierzig Stunden müssen die Tonnengelder entrichtet werden. Keine anderen Gebühren oder Abgaben sollen beim Ein- oder Auslaufen behoben werden.

Artikel XXV.

Die Eingangszölle sind beim Landen der Güter und die Ausgangszölle beim Verschiffen derselben fällig. Wenn die Tonnengelder und Zölle, welche von Schiff und Ladung zu zahlen sind, vollständig berichtigt wurden, so soll der Zollinspector eine Generalquittung darüber ausstellen, auf deren Vorzeigung der Consularbeamte dem Capitän seine Schiffs-papiere zurückgeben und erlauben wird, unter Segel zu gehen.

Artikel XXVI.

Die Einzahlung der Abgaben erfolgt bei den von der chinesischen Regierung bezeichneten Bankhäusern in Syrec-Silber oder in fremden Münzen. Diese letzteren werden von den österreichisch-ungarischen Staatsangehörigen zu demselben Course angenommen, wie von den anderen fremden Kaufleuten, und in keinem Falle zu einem verschiedenen oder höheren Course.

Artikel XXVII.

Die der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Kauffahrtschiffe von mehr als hundertfünfzig (150) Tonnen sollen vier (4) Mace per Tonne, und Schiffe von hundertfünfzig (150) Tonnen oder weniger, Ein (1) Mace per Tonne bezahlen. Der Berechnung dieser Gebühren wird das englische Tonnemaß zu Grunde gelegt. Ueber die erfolgte Bezahlung der Tonnengelder soll der Zollinspector dem Capitän oder Consignatär eine Bescheinigung ertheilen, auf deren Vorzeigung bei den Zollbehörden anderer chinesischen Häfen, in welche der Capitän einzulauen für gut finden sollte, binnen vier (4) Monaten vom Datum der im Artikel XXV erwähnten Generalquittung keine abermaligen Tonnengelder mehr verlangt werden sollen.

Keine Tonnengelder sollen zu entrichten sein von Fahrzeugen, welche Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie zum Transporte von Passagieren, Gepäck, Briefen, Lebensmitteln oder solchen Artikeln verwenden, welche keinem Zolle unterliegen. Führen solche Fahrzeuge gleichzeitig auch zollpflichtige Waaren mit sich, so sollen sie in die Kategorie der Schiffe unter hundertfünfzig (150) Tonnen Gehalt gerechnet werden, und ein Tonnengeld von Ein (1) Mace per Tonne entrichten.

Artikel XXVIII.

Den Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche Producte aus dem Innern von China nach einem der chinesischen Häfen, oder importirte Waaren aus einem Hafen nach einem Plage des Innern versenden wollen, soll es freistehen, die Transitgebühren auf Einmal zu entrichten und die Zahlung in der Weise zu leisten, welche die dem Tarife beigeschlossene siebente Handelsbestimmung vorschreibt.

Diese einmalige Gebühr wird die Hälfte der im Tarife festgesetzten Gebühren betragen, mit Ausnahme der zollfreien Waaren, welche in Gemäßheit der im Tarife dieses Vertrages beigeschlossenen zweiten Handelsbestimmung, einem Transitzolle von 2½ Percent ad valorem unterliegen.

Es ist ausdrücklich bestimmt, daß die Entrichtung der Transitgebühren die im Tarife vorgesehenen Ein- und Ausfuhrzölle nicht berührt, und es haben letztere im ganzen Betrage und abgesondert eingehoben zu werden.

Im Falle die chinesische Regierung in Zukunft mit einer anderen Macht in Bezug auf die Reduction oder Erhöhung der Zölle, oder wegen einer Veränderung in der Art und Weise ihrer Einhebung unterhandeln sollte, so wird die kaiserliche und königliche Regierung einer solchen Uebereinkunft, sobald dieselbe allgemein angenommen worden ist, gleichfalls beitreten.

Artikel XXIX.

Wenn der Capitän eines der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Schiffes, welches in einem chinesischen Hafen eingelaufen ist, daselbst nur einen Theil der Ladung zu löschen wünscht, so soll er auch nur für diesen Theil zur Zollentrichtung verbunden sein. Den Rest der Ladung kann er nach einem anderen Hafen führen und daselbst verzollen und verkaufen.

Artikel XXX.

Den Fahrzeugen von Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche Küstenfahrt betreiben, wird es freistehen, chinesische Erzeugnisse von einem offenen Hafen zum anderen zu transportiren gegen Entrichtung des tarifmäßigen Zolles im Hafen der Einladung, und ferner Entrichtung der Cabotagegebühr (welche die Hälfte des tarifmäßigen Zolles beträgt) im Ausschiffungshafen. Wenn diese chinesischen Erzeugnisse, welche aus einem anderen Hafen eingeführt worden sind, innerhalb eines Jahres wieder ausgeführt werden, so sollen die obervähnten Fahrzeuge einen Rückzollschein (draw back Certificate oder Tsou-piao) erhalten, welcher den halben Werth des bezahlten Zolles vorstellt, wornach das Verschiffen einem Ausgangszolle nicht mehr unterliegt, doch wird im Ausschiffungshafen die Hälfte der Cabotagegebühr zu entrichten sein.

Artikel XXXI.

Wenn Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie in einem der offenen Häfen Waaren eingeführt und daselbst verzollt haben, werden sie vom Zollinspector die Erlaubniß zur Wiederausfuhr erlangen können. Um jeder Defraudation vorzubeugen, werden die Zollbeamten sich überzeugen, ob die Zollgebühren für die bezeichneten Waaren wirklich entrichtet und gehörig registriert worden, ferner ob die Marken unverletzt sind. Sollte sich eine Zoll-

defraudation heraußstellen, so werden die Waaren von der chinesischen Regierung confiscirt werden. Unter diesen Bedingungen werden die Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie zur Wiederausfuhr fremder Waaren in's Ausland einen Rückzollschein über den bezahlten Einfuhrzoll erhalten. — Bei der Wiederausfuhr chinesischer Erzeugnisse innerhalb einer zwölfmonatlichen Frist ins Ausland können die Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie einen Rückzollschein über die bezahlten Cabotagegebühren verlangen.

Die Rückzollscheine werden von dem Zollamte des Hafens, wo sie ausgestellt sind, bei der Entrichtung von Einfuhr- und Ausfuhrzöllen zum Nominalwerthe in Zahlung angenommen werden.

Statt der Rückzollscheine wird man vom Zollamte einen Erlaubnißschein zum zollfreien Löschen der Waaren (Mien-schue-tän) für einen anderen chinesischen Hafen gültig erlangen können. Die der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Schiffe, welche mit fremden Cerealien beladen sind, können dieselben zollfrei ausführen, solange sie nicht einen Theil ihrer Ladung gelöscht haben.

Sollte die chinesische Regierung in Zukunft mit einer anderen Macht in Bezug auf die Dauer unterhandeln, innerhalb welcher solche Rückzollscheine (vom Zeitpunkte der Ladung der Waaren gerechnet) ausgestellt werden können, so wird die kaiserliche und königliche Regierung solchen Vereinbarungen zustimmen, sobald dieselben allgemein angenommen worden sind.

Artikel XXXII.

In jedem der Häfen, welche dem fremden Handel geöffnet sind, soll der Zollinspector beim Consularbeamten eine Sammlung der beim Zollamte in Canton gebräuchlichen Maße und Gewichte, sowie gesetzliche Wagen zum Abwiegen der Waare und des Geldes deponiren. Diese Normalmaße, Normalgewichte und Wagen sollen die Grundlagen aller Zolleinfordernngen und Zahlungen bilden, und im Falle von Streitigkeiten soll auf ihre Ergebnisse verwiesen werden.

Um jedem Irrthume vorzubeugen und größere Gleichförmigkeit zu erzielen, ist man übereingekommen, daß diese Maße und Gewichte mit der vierten Handelsbestimmung dieses Vertrages im Einklange stehen sollen.

Artikel XXXIII.

Alle Geldstrafen und Confiscationen für Zuwiderhandlungen gegen diesen Vertrag sollen der chinesischen Regierung zufallen.

Die chinesischen Behörden werden in jedem Hafen die ihnen am geeignetesten scheinenden Maßregeln ergreifen, damit die Staatscinnahme weder durch Betrug, noch durch Schmuggel eine Beeinträchtigung erleide.

Artikel XXXIV.

Den kaiserlichen und königlichen Kriegsschiffen, welche nicht in feindseliger Absicht kommen, oder welche mit der Verfolgung von Seeräubern beschäftigt sind, soll es freistehen, alle chinesischen Häfen ohne Unterschied zu besuchen.

Beim Ankaufe von Vorräthen, Einnehmen von Wasser, sowie bei Ausbesserungen soll ihnen jede Erleichterung zu Theil werden, und sie sollen keinerlei Hindernissen begegnen. Die Befehlshaber solcher Schiffe sollen mit den chinesischen Behörden als Gleichgestellte und auf höflichem Fuße verkehren. Abgaben irgend einer Art sollen von solchen Schiffen nicht erhoben werden.

Artikel XXXV.

Sollte ein österreichisch-ungarischer Kauffahrer zu irgend einer Zeit an der Küste von China Schiffbruch leiden oder stranden, oder gezwungen sein in irgend einem Hafen innerhalb des Gebietes des Kaisers von China Zuflucht zu suchen, so sollen die chinesischen Behörden, sobald sie von dieser Thatsache Nachricht erhalten, unverweilt Maßregeln zur Rettung und Sicherheit des Schiffes treffen; den an Bord befindlichen Personen soll eine freundliche Behandlung zu Theil werden, und sie sollen, wenn nothwendig, mit den Mitteln zur Weiterfahrt nach der nächsten Consularstation versehen werden.

Artikel XXXVI.

Wenn Matrosen oder andere Individuen von dem der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörenden Kriegs- oder Handelsschiffen desertiren, so soll die chinesische Behörde auf Requisition des Consularbeamten, oder, wenn ein solcher nicht vorhanden ist, des Capitäns, die erforderlichen Schritte thun, um den Deserteur oder Flüchtling zu entdecken und in die Hände des Consularbeamten oder des Capitäns zurückzuliefern.

Gleichermassen kann, wenn chinesische Deserteure oder wegen eines Verbrechens Verfolgte sich in die Häuser oder auf die Schiffe von Staatsangehörigen des österreichisch-ungarischen Reiches flüchten sollten, die Ortsbehörde sich an den kaiserlich und königlichen Consularbeamten wenden, welcher die nöthigen Maßregeln ergreifen soll, um die Auslieferung derselben zu bewerkstelligen.

Artikel XXXVII.

Wenn Schiffe der österreichisch-ungarischen Monarchie in chinesischen Gewässern von Seeräubern geplündert werden sollten, so soll es Pflicht der chinesischen Behörden sein, alle Mittel zur Habhaftwerdung und Bestrafung der Räuber aufzubieten. Die geraubten Waaren sollen in die Hände des betreffenden Consularbeamten abgeliefert werden, welcher dieselben an die Berechtigten gelangen lassen wird. Kann man weder der Piraten habhaft werden, noch die geraubten Gegenstände wieder erlangen, so sollen die chinesischen Behörden nach den chinesischen Gesetzen bestraft werden, ohne zum Ersatze der geraubten Gegenstände verpflichtet zu sein.

Artikel XXXVIII.

Wenn ein Staatsangehöriger der österreichisch-ungarischen Monarchie Ursache zu Beschwerden über einen Chinesen hat, so soll er sich zuvörderst zu dem Consular-Beamten begeben und den Gegenstand seiner Beschwerde auseinandersetzen. Der Consular-Beamte, nachdem er die Angelegenheit untersucht hat, wird sich Mühe geben, dieselbe gütlich auszugleichen.

Ebenso wird der Consular-Beamte, wenn ein Chinese sich über einen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu beschweren hat, ersteren williges Gehör schenken und eine gütliche Einigung herbeizuführen suchen.

Sollte eine solche aber in dem einen oder anderen Falle nicht gelingen, so wird der Consular-Beamte die Mitwirkung des betreffenden chinesischen Beamten in Anspruch nehmen, und beide vereint werden die Angelegenheit nach den Grundsätzen der Billigkeit entscheiden.

Artikel XXXIX.

Chinesische Unterthanen, welche sich einer verbrecherischen Handlung gegen einen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie schuldig machen, sollen von den chinesischen Behörden verhaftet und nach chinesischen Gesetzen bestraft werden.

Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, wenn sie sich einer verbrecherischen Handlung gegen einen chinesischen Unterthan schuldig machen, sollen von dem Consular-Beamten verhaftet und nach den Gesetzen des österreichisch-ungarischen Reiches bestraft werden.

Artikel XL.

Streitsachen zwischen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, bezüglich der Rechte des Eigenthums oder der Personen, unterstehen der Gerichtsbarkeit der kaiserlichen und königlichen Behörden. Streitsachen zwischen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Angehörigen einer anderen fremden Nation werden in China nach den zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dieser fremden Nation bestehenden Verträgen entschieden werden, ohne daß der chinesischen Regierung eine Ingerenz zustünde. Wenn aber chinesische Unterthanen in die Streitsache verwickelt sind, werden die chinesischen Behörden in jedem Falle an dem Verfahren sich betheiligen, in Gemäßheit der Artikel XXXVIII und XXXIX des gegenwärtigen Vertrages.

Artikel XLI.

Die chinesischen Behörden sollen der Person und dem Eigenthume der Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu jeder Zeit den vollsten Schutz angedeihen lassen, namentlich wenn denselben eine Beleidigung oder eine Gewaltthat widerfahren sollte.

In Fällen von Raub oder Brandschadung sollen die Ortsbehörden die geeigneten Maßregeln ergreifen, um das geraubte Eigenthum zurückzuerlangen, der Unordnung zu steuern und die Schuldigen zu arretiren, welche nach dem Gesetze bestraft werden sollen. Sollte es aber der Localbehörde nicht gelingen, der Schuldigen habhaft zu werden, so wird von der chinesischen Regierung keine andere Compensation verlangt werden können, als die Bestrafung besagter Behörde nach chinesischen Gesetzen.

Artikel XLII.

Wenn ein chinesischer Unterthan, welcher Schuldner eines Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie ist, es unterläßt, seine Schuld zu bezahlen, oder in betrügerischer Absicht sich entfernt, so wird die chinesische Behörde jedes ihr zu Gebot stehende Mittel anwenden, um den Flüchtigen zu verhaften, und den Schuldner zur Bezahlung seiner Schuld zu zwingen.

Ebenso sollen die kaiserlichen und königlichen Behörden ihr Möglichstes thun, um Staatsangehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche ihre Schulden an chinesische Unterthanen nicht bezahlen, dazu zu zwingen, und, wenn sie in betrügerischer Absicht sich entfernt haben, vor Gericht zu ziehen.

In keinem Falle aber sollen weder die chinesische Regierung noch die Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät für die Schulden ihrer Staatsangehörigen verantwortlich gemacht werden können.

Artikel XLIII.

Der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihren Staatsangehörigen sollen volle und gleiche Theilnahme an allen Privilegien, Freiheiten und Vortheilen zustehen, welche von Seiner Majestät dem Kaiser von China der Regierung oder den Unterthanen irgend einer anderen Nation gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden mögen.

Alle Veränderungen im Tarife oder in den Bestimmungen über Zölle, Tonnen- und Hafengelder, Einfuhr, Ausfuhr und Transit, auch die beschränkenden, sollen, wenn sie allgemein angenommen worden sind, auch auf die Handelsleute und Rauffahrer der österreichisch-ungarischen Monarchie sofort und ohne weiteren Vertrag Anwendung finden.

Ebenso sollen chinesische Unterthanen in dem Gebiete der österreichisch-ungarischen Monarchie gleich den Unterthanen der meist begünstigten Nation behandelt werden.

Artikel XLIV.

Man ist übereingekommen, daß jeder der hohen contrahirenden Theile das Recht haben soll, nach Ablauf von zehn Jahren die Revision des Tarifes und der auf den Handel bezüglichen Artikel dieses Vertrages zu verlangen. Wenn aber in den darauf folgenden sechs Monaten kein Verlangen gestellt wird, so bleibt der Tarif, vom obigen Zeitpunkte an gerechnet, weitere zehn Jahre in Kraft, und daselbe wird nach dem Ablaufe einer jeden der nachfolgenden zehnjährigen Perioden beobachtet werden.

Sollte aber vor Ablauf der ersten zehn Jahre mit einer der Mächte, welche mit China im Vertrags-Verhältnisse stehen, eine Revision ihres Vertrages oder Tarifes vorgenommen werden, so sollen die Vortheile derselben der Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät sofort zu Statten kommen.

Artikel XLV.

Die Ratificationen dieses Vertrages sollen innerhalb eines Jahres vom Tage der Unterzeichnung desselben in Shangai oder Tientsin angetauscht werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Peking, in vierfacher Ausfertigung am zweiten September des Jahres Eintausend-Achthundert-sechzig und neun der christlichen Zeitrechnung, d. i. am 26. Tage des 7. Monats des 8. Jahres der Regierung Seiner Majestät Lung-Chih.

(L. S.) Freiherr von Peh,
Contre-Admiral.

(L. S.) Lung-Sün.
(L. S.) Chung-Hou.

Annexe n° 35 : Traité sino-austro-hongrois de Tianjin, 1902

Nachdem die Handelsbeziehungen zwischen der österreichisch ungarischen Monarchie und dem Norden Chinas im Aufblühen begriffen sind, hat China eine Strecke Land am linken Ufer des Peiho in Tientsin als Niederlassung an Österreich- Ungarn abgetreten.

Zur Vereinbarung der diesbezüglichen Bestimmungen sind im Auftrage des k.u.k österreichisch-ungarischen Gesandten in Peking, Freiherr Czikkann von Wahlborn, der Vice-Consul Dr. Bernauer in Tientsin und im Auftrage des General Gouverneurs von Chili, Yuan Shi Kai, der Zolltaotai von Tientsin, Tong Shao, zusammengetreten und haben sich über folgende Punkte geeinigt:

§ 1. Die Grenzen der Niederlassung sind im Süden die der italienischen Niederlassung, im Westen der Peiho, im Norden der Peiho und die die Punkte A und B verbindende Linie der Karte, im Osten vom Punkte B der Karte bis zum Eisenbahndamm. Da das Eigentum noch nicht festgesetzt ist, wird die österreichisch ungarische Regierung im Einvernehmen mit der Eisenbahngesellschaft die östliche Grenzlinie bestimmen. Die österreichisch- ungarischen Beamten haben zur Vermeidung von Irrtümern an den Grenzpunkten Grenzsteine gesetzt.

§ 2 Der in der Niederlassung gelegene öffentliche Grund und Boden wird insgesamt von China an Österreich-Ungarn für immerwährende Zeiten ohne Entschädigung abgetreten.

§ 3 Die Eigentümer von Grund und Boden oder Häusern auf dem Gebiete der Niederlassung bleiben sofern sie ihr Eigentum durch legale Dokumente beweisen können, im Besitze ihres Eigentumes. Sollte aber das Interesse des Staates oder die Entwicklung und das Aufblühen der Niederlassung oder aber andere Gründe es nötig werden lassen, hat Österreich Ungarn das Recht Grund und Boden einzuberufen. Bezüglich des Kaufpreises gelten die Bestimmungen des Vertrages betreffend die italienische Niederlassung. Im Falle eines Kaufes darf der Verkäufer noch 6 Monate nach dem Erlangen des Kaufpreises in dem Besitze der veräußerten Liegenschaft verbleiben, doch kann auch eine andere Vereinbarung getroffen werden. Das österreichisch-ungarische Consulat bestimmt die Klasse zu der das betreffende Besitztum gehört. Die chinesische Bevölkerung darf dort wo Österreich-Ungarn kein Besitztum zu erwerben beabsichtigt, wohnen bleiben und nach Belieben Eigentum kaufen und verkaufen, aber nicht an Angehörige dritter Staaten. Wenn der Eigentümer den Besitz an Angehörige dritter Staaten vermieten, verpfänden oder belasten will, muss er vorher die Zustimmung des österreichisch-ungarischen Consulates verlangen.

§ 4 Die Pelzfabriken können auf dem Gebiete der österreichisch- ungarischen Niederlassung verbleiben; doch ist es dem Einvernehmen des österreichisch- ungarischen Consulates und dem Eigentümer der Pelzfabriken vorbehalten, wegen ihrer eventuellen Verlegung Vorsorge zu treffen.

§ 5 Das österreichisch- ungarische Consulat wird eine Proklamation veröffentlichen, um die

unbekannten Eigentümer von Häusern aufzufordern, ihre Eigentumstitel nachzuweisen. Geschieht dies nicht innerhalb von 12 Monaten wird der Besitz von der österreichisch- ungarischen Regierung confiziert.

§ 6 Die derzeit zerstörten Häuser dürfen nicht wieder aufgebaut werden, dort wird Österreich-Ungarn von gehörig legitimitierten Eigentümern den Besitz nach §3 abkaufen.

§ 7 innerhalb der Niederlassung dürfen Chinesen Land kaufen und sich ansäßig machen, doch müssen sie die Vorschriften die von Österreich-Ungarn erlassen werden sollten, befolgen.

§ 8 Bei Verlegung von Privatgräbern zahlt die österreichisch- ungarische Regierung für den Sarg 4Tls. und tritt in das Eigentum der Grabstelle. Hinsichtlich der Entfernung der öffentlichen Gräber werden sich die österreichisch- ungarischen und die chinesischen Beamten ein Einvernehmen setzen und ein Stück ankaufen wohin die Gräber verlegt werden. Die Kosten hierfür hat Österreich-Ungarn zu tragen.

§ 9 Ähnlich wie für die übrigen Concessionen ist an die chinesische Regierung eine Grundsteuer von 1 Jian für den Mow zu entrichten.

§ 10 Wenn die chinesische Telegraphen und Telephon Direction durch die österreichisch- ungarische Niederlassung eine Leitung führen will, darf dagegen von der österreichisch- ungarischen Verwaltungsbehörde der |: Municipalität :| kein widerspruch erhoben werden, dort ist die gemeinsame Linie einverständlich zu bestimmen.

§ 11 Sollte China den übrigen Niederlassungen weitere Vorteile gewähren wird die österreichisch- ungarische derselben auch teilhaftig.

§ 12 Nach Unterzeichnung dieses Vertrages wird der General Gouverneur eine Proklamation über die Abtretung der Niederlassung an Österreich-Ungarn erlassen.

§ 13 Dieser Vertrag wird in deutscher und chinesischer Schrift in je 2 Copien als Entwurf von dem Vice-Consul und von dem Taotai unterzeichnet und ihren vorgesetzten Behörden zu Bestätigung eingereicht werden

Nachdem dies erfolgt ist, sind je 5 Exemplare davon zu unterzeichnen und mit den Siegeln zu versehen. Darrauf hat die Entverteilung zu erfolgen. Die Copien werden folgender Weise verteilt:

1. Copie an das Wai Wu PU
2. Copie an das General Gouvernement
3. Copie an die österreichisch-ungarische Gesandtschaft in Peking
4. Copie an das Jamen des Zolltaotais in Tientsin
5. Copie an das österreichisch-ungarische Consulat in Tientsin

Tientsin am 20. Juni 1902

Sofern die vorgetzten Behörden die Vereinbarung vom 20. Juni 1902 entsprechend dem chinesischen Datum vom 15. Tage des 5. Monats im 28 Jahre des Kuangsu in vorstehender Form bestätigt haben, sind heute gemäß §13 je 5 deutsche und 5 chinesische Exemplare des Vertrages unterzeichnet und mit den Siegeln versehen worden.

Darauf hat die Unterzeichnung stattgefunden.

So geschehen zu Tientsin den siebenundzwanzigsten December neunzehnhundertundzwei entsprechend dem chinesischen Datum vom achtundzwanzigsten Tage des elften Monats des achtundzwanzigsten jahres Kuangsu.

Source ; OESTA HHSTA Peking 36

(No. 59.) *TREATY between China and Germany respecting the Lease of Kiao-chau to Germany.* † *Signed at Peking, 6th March, 1898.*

[Signed in German and Chinese.]

(Translation.)

THE incidents connected with the Mission in the Prefecture of Tsao-chau-foo, in Shantung, being now closed, the Imperial Chinese Government consider it advisable to give a special proof of their grateful appreciation of the friendship shown to them by Germany.

* Page 343.

† Parliamentary Paper. China, No. 1 (1899), page 69.

The Imperial German and the Imperial Chinese Governments, therefore, inspired by the equal and mutual wish to strengthen the bonds of friendship which unite the two countries, and to develop the economic and commercial relations between the subjects of the two States, have concluded the following separate Convention :—

SECTION I.

ARTICLE I.

Free Passage of German Troops. Reservations.

His Majesty the Emperor of China, guided by the intention to strengthen the friendly relations between China and Germany, and at the same time to increase the military readiness of the Chinese Empire, engages, while reserving to himself all rights of sovereignty in a zone of 50 kilom. (100 Chinese *li*) surrounding the Bay of Kiao-chau at high water, to permit the free passage of German troops within this zone at any time, as also to abstain from taking any measures, or issuing any Ordinances therein, without the previous consent of the German Government, and especially to place no obstacle in the way of any regulation of the water-courses which may prove to be necessary. His Majesty the Emperor of China, at the same time, reserves to himself the right to station troops within that zone, in agreement with the German Government, and to take other military measures.

ARTICLE II.

Lease of Kiao-chau.

With the intention of meeting the legitimate desire of His Majesty the German Emperor, that Germany like other Powers should hold a place on the Chinese coast for the repair and equipment of her ships, for the storage of materials and provisions for the same, and for other arrangements connected therewith, His Majesty the Emperor of China cedes to Germany on lease, provisionally for ninety-nine years, both sides of the entrance to the Bay of Kiao-chau.

Fortifications.

Germany engages to construct, at a suitable moment, on the territory thus ceded, fortifications for the protection of the buildings to be constructed there and of the entrance to the harbour.

ARTICLE III.

Administration.

In order to avoid the possibility of conflicts, the Imperial Chinese Government will abstain from exercising rights of sovereignty in the ceded territory during the term of the lease, and leaves the exercise of the same to Germany, within the following limits :—

Limits.

1. On the northern side of the entrance to the bay :

The peninsula bounded to the north-east by a line drawn from the north-eastern corner of Potato Island to Loshan Harbour.

2. On the southern side of the entrance to the bay :

The peninsula bounded to the south-west by a line drawn from the south-westernmost point of the bay lying to the south-south-west of Chiposan Island in the direction of Tolosan Island.

3. The Island of Chiposan and Potato Island.

4. The whole water area of the bay up to the highest water-mark at present known.

5. All islands lying seaward from Kiao-chau Bay, which may be of importance for its defence, such as Tolosan, Chalienchow, &c.

The High Contracting Parties reserve to themselves to delimitate more accurately, in accordance with local traditions, the boundaries of the territory leased to Germany and of the 50-kilom. zone round the bay, by means of Commissioners to be appointed on both sides.

Chinese Ships.

Chinese ships of war and merchant-vessels shall enjoy the same privileges in the Bay of Kiao-chau as the ships of other nations on friendly terms with Germany ; and the entrance, departure, and sojourn of Chinese ships in the bay shall not be subject to any restrictions other than those which the Imperial German Government, in virtue of the rights of sovereignty over the whole of the water area of the bay transferred to Germany, may at any time find it necessary to impose with regard to the ships of other nations.

ARTICLE IV.

Navigation Signals. Port Dues.

Germany engages to construct the necessary navigation signals on the islands and shallows at the entrance of the bay.

No dues shall be demanded from Chinese ships of war and merchant-vessels in the Bay of Kiao-chau, except those which may be levied upon other vessels for the purpose of maintaining the necessary harbour arrangements and quays.

ARTICLE V.

Provision of return to China of Kiao-chau before Expiration of Lease.

Should Germany at some future time express the wish to return Kiao-chau Bay to China before the expiration of the lease, China engages to refund to Germany the expenditure she has incurred at Kiao-chau, and to cede to Germany a more suitable place.

Germany engages at no time to sublet the territory leased from China to another Power.

Protection of Chinese Residents.

The Chinese population dwelling in the ceded territory shall at all times enjoy the protection of the German Government, provided that they behave in conformity with law and order; unless their land is required for other purposes, they may remain there.

If land belonging to Chinese owners is required for any other purpose, the owner will receive compensation.

Customs Regulations.

As regards the re-establishment of Chinese customs stations which formerly existed outside the ceded territory but within the 50-kilom. zone, the Imperial German Government intends to come to an agreement with the Chinese Government for the definitive regulation of the customs frontier, and the mode of collecting customs duties, in a manner which will safeguard all the interests of China, and proposes to enter into further negotiations on the subject.

[SECTIONS II. AND III.]*

* The following Précis of Sections II. and III. was published in Parliamentary Paper, China, No. 1 (1899), Page 152 :—

SECTION II.—*Railways and Mines.*

1. China agrees to permit Germany to construct two railway lines in the Province of Shantung : one from Kiao-chau, past Wei Hsien, Ch'ing Chau, Po-shan, Tzū-ch'uan and Tsou-p'ing to Chi-nan and the Shantung frontier; the other from Kiao-chau to I-chou, and thence past Lai-wu Hsien to Chi-nan Fu. The railway from Chi-nan Fu to the frontier of Shantung is not to be begun until the line to Chi-nan Fu has been built, in order that arrangements may be made for a junction with the main line constructed by China. The route of the line is to be left for future arrangement.

2. For the construction of the above-mentioned lines a German-Chinese Company is to be formed (the Deutsche-Chinesische Gesellschaft), in which German and Chinese merchants may take shares.

3. Arrangements for carrying out the above are to be made by the two countries as soon as possible.

The German-Chinese Company is to receive favourable treatment from China, and to enjoy all the other privileges granted to Chinese-European (or foreign) commercial Companies established elsewhere in China.

This Article is conceived only in the interests of commerce; it has no other design, and the railways mentioned in no way constitute an annexation of Shantung territory.

4. Within 30 *li* (10 miles) of the above railways—as, for instance, in Wei Hsien and Po-shan Hsien, on the northern line from Kiao-chau to Chi-nan Fu, and in I-chou Fu and Lai-wu Hsien, on the southern line, from Kiao-chau viâ I-chou to Chi-nan Fu—Germany is permitted to excavate coal, &c. The necessary works may be undertaken by German and Chinese merchants combining their capital. Mining Regulations will be subsequently drawn up. The German merchants and workmen shall, as in the case of railways, receive favourable treatment from China and the same privileges as other Companies.

This Article is also conceived only in the interests of trade, and has no other design.

SECTION III.

If within the Province of Shantung any matters are undertaken (N.B., the wording is very wide) for which foreign capital or assistance is invited, China agrees that the German merchants concerned shall first be asked whether they wish to undertake the works and provide the materials. If they do, China may make any arrangement she pleases.

Ratifications.

The above Agreement shall be ratified by the Sovereigns of both the Contracting States, and the ratifications exchanged in such manner that, after the receipt in Berlin of the Treaty ratified by China, the copy ratified by Germany shall be handed to the Chinese Minister in Berlin.

The foregoing Treaty has been drawn up in four copies, two in German and two in Chinese, and was signed by the Representatives of the two Contracting States on the 6th March, 1898, equal to the 14th day of the 2nd month in the 24th year Kuang-hsü.

(Great Seal of the Tsung-li Yamên.)

BARON VON HEYKING, *Imperial German Minister.*

LI HUNG-CHANG (in Chinese), *Imperial Chinese Grand Secretary, Minister of the Tsung-li Yamên, &c., &c.*

WENG TUNG-HO (in Chinese), *Imperial Chinese Grand Secretary, Member of the Council of State, Minister of the Tsung-li Yamên, &c., &c.*

Source : HERTSLET, Godfrey E.P. (éd.), *Treaties, &c., between Great Britain and China, and between China and Foreign Powers, and Orders in Council, Rules, Regulations, Acts of Parliament, Decrees, &c., affecting British Interests in China*, London, Harrison & Sons, 1908, vol. 2, pp. 350-354

Protocole final.

Les Plénipotentiaires:

d'Allemagne, Son Excellence M. A. Mumm von Schwarzenstein;

d'Autriche-Hongrie, Son Excellence le Baron M. Czirkann von Wahlborn;

de Belgique, Son Excellence M. Joostens;

d'Espagne, Son Excellence M. B. J. de Cologan;

des Etats-Unis d'Amérique, Son Excellence M. W. W. Rockhill;

de France, Son Excellence M. Paul Beau;

de Grande Bretagne, Son Excellence Sir Ernest Satow;

d'Italie, Son Excellence le Marquis Salvago Raggi;

du Japon, Son Excellence M. Jutaro Komura;

des Pays-Bas, Son Excellence M. F. M. Knobel;

de Russie, Son Excellence M. M. de Giers;

et

de Chine, Son Altesse Yi-Koang, Prince du premier rang King, président du Ministère des affaires étrangères, et Son Excellence Li-hong-tchang, Comte du premier rang, Son-yi, Tuteur de l'héritier présomptif, grand secrétaire du Wenhoua-tien, Ministre du commerce, surintendant des ports du nord, gouverneur-général du Tscheli;

se sont réunis pour constater que la Chine s'est conformé, à la satisfaction des Puissances aux conditions énumérées dans la Note du 22 décembre 1890 et qui ont été acceptées dans leur entier par Sa Majesté l'Empereur de Chine par un décret en date du 27 décembre 1900.

Article Ia.

Par un Edit Impérial du 9 Juin dernier, Tsai-feng Prince du premier rang Tsch'ou, a été nommé Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur de Chine et a été chargé en cette qualité de porter à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne l'expression des regrets de Sa Majesté l'Empereur de Chine et du Gouvernement chinois au sujet de l'assassinat de feu Son Excellence le Baron von Ketteler, Ministre d'Allemagne.

Le Prince Tsch'ou a quitté Peking le 12 juillet dernier pour exécuter les ordres qui lui ont été donnés.

Article Ib.

Le Gouvernement chinois a déclaré qu'il érigea sur le lieu de l'assassinat de feu Son Excellence le Baron von Ketteler un monument commémoratif, digne du rang du défunt et portant une inscription en langues latine, allemande et chinoise qui exprimera les regrets de Sa Majesté l'Empereur de Chine à propos du meurtre commis.

Leurs Excellences les Plénipotentiaires chinois ont fait savoir à Son Excellence le Plénipotentiaire d'Allemagne, par une lettre en date 22 juillet dernier, qu'un portique de toute la largeur de la rue est érigé sur le dit lieu et que les travaux ont commencé le 25 juin dernier.

Annexe XVIIIa.

Schlussprotokoll.

Die Bevollmächtigten nachbenannter Staaten, und zwar: für Deutschland: Seine Excellenz Herr A. Mumm von Schwarzenstein;

für Oesterreich-Ungarn: Seine Excellenz Baron M. Czirkann von Wahlborn;

für Belgien: Seine Excellenz M. Joostens;

für Spanien: Seine Excellenz Herr B. J. de Cologan;

für die Vereinigten Staaten von Nord-Amerika: Seine Excellenz Herr W. W. Rockhill;

für Frankreich: Seine Excellenz Herr Paul Beau;

für Großbritannien: Seine Excellenz Sir Ernest Satow;

für Italien: Seine Excellenz der Marschese Salvago Raggi;

für Japan: Seine Excellenz Herr Jutaro Komura;

für die Niederlande: Seine Excellenz Herr F. M. Knobel;

für Rußland: Seine Excellenz Herr M. de Giers

und

für China: Seine Hoheit Yi-Koang, Prinz Tsching, Präsident des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, und Seine Excellenz Li-hong-tschang, Groß-Sekretär u. s. w.,

sind zusammengetreten, um festzustellen, daß China in einer die Mächte befriedigenden Weise den in der Note vom 22. Dezember 1900 gestellten und von Seiner Majestät dem Kaiser von China durch ein Dekret vom 27. Dezember 1900 im Ganzen angenommenen Bedingungen sich anbequemt hat.

Artikel Ia.

Durch ein kaiserliches Edikt vom 9. Juni d. J. ist Tschun Tsai-fong, Prinz erster Klasse, zum Votschafter Seiner Majestät des Kaisers von China ernannt und in dieser Eigenschaft damit beauftragt worden, Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser den Ausdruck des Bedauerns Seiner Majestät des Kaisers von China und der chinesischen Regierung über die Ermordung des deutschen Gesandten Freiherrn von Ketteler zu überbringen.

Prinz Tschun ist am 12. Juli d. J. von Peking abgereist, um die ihm gegebenen Befehle auszuführen.

Artikel Ib.

Die chinesische Regierung hat erklärt, sie werde an der Stelle, wo der Gesandte Freiherr von Ketteler ermordet worden ist, ein dem Range des Verstorbenen würdiges Denkmal errichten mit einer in lateinischer, deutscher und chinesischer Sprache abgefaßten Inschrift, die dem Bedauern Seiner Majestät des Kaisers von China über den begangenen Mord Ausdruck geben soll.

Ihre Excellenzen die chinesischen Bevollmächtigten haben durch ein Schreiben vom 22. Juli d. J. Seine Excellenz den Bevollmächtigten des Deutschen Reichs benachrichtigt, daß an der besagten Stelle, in der ganzen Breite der Straße, ein Ehrenbogen errichtet wird und daß die Arbeiten am 25. Juni d. J. begonnen haben.

Article IIa.

Des Edits Impériaux en date des 13 et 21 Février 1901 ont infligé les peines suivantes aux principaux auteurs des attentats et des crimes commis contre les Gouvernements étrangers et leurs nationaux:

Tsai-yi, Prince Touan, et Tsai-lan, Duc Fou-Kouo, ont été traduits pour être exécutés devant la Cour d'assises d'automne, et il a été stipulé que si l'Empereur croit devoir leur faire grâce de la vie, ils seront exilés au Turkestan et y seront emprisonnés à perpétuité, sans que cette peine puisse jamais être commuée.

Tsai-hiun, Prince Tchouang, Ying-nien, président de la Cour des censeurs, et Tchao Chou-Kiao, président au Ministère de la justice, ont été condamnés à se donner la mort.

Yu-hien, gouverneur du Chan-si, K'isicou, président au Ministère des rites, et Siu Tch'eng-yu, précédemment directeur de gauche au Ministère de la justice, ont été condamnés à la peine de mort.

La dégradation posthume a été prononcée contre Kang-yi, sous-grand-secrétaire d'Etat, président au Ministère de l'intérieur, Siu-T'ong, grand secrétaire d'Etat, et Li Ping-heng, ancien gouverneur-général du Sze-tch'ouan.

Un Edit Impérial du 13 février 1901 a réhabilité la mémoire de Siu Yong-yi, président au Ministère de la guerre, Liehan, président au Ministère des finances, Hiu King-tchéng, directeur de gauche au Ministère de l'intérieur, Lien-yuan, vice-chancelier au Grand-Secrétariat, et Yuan-tch'ang, directeur à la Cour des sacrifices, qui avaient été mis à mort pour avoir protesté contre les abominables violations du droit international commises au cours de l'année dernière.

Le prince Tchouang s'est donné la mort le 21 février 1901, Ying-nien et Tchao-Choukiao le 24, Yu-hien a été exécuté le 22, enfin K'i-sicou et Siu Tch'eng-yü le 26.

Tong Fou-siang, général au Kan-sou, a été privé de ses fonctions par Edit Impérial du 13 février en attendant qu'il soit statué sur la peine définitive à lui infliger.

Des Edits Impériaux du 29 avril et 19 août 1901 ont infligé des peines graduelles aux fonctionnaires des provinces reconnus coupables des crimes et attentats commis au cours de l'été dernier.

Article IIb.

Un Edit Impérial promulgué le 19 août 1901 a ordonné la suspension des examens officiels pendant cinq ans dans toutes les villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels.

Article III.

Afin d'accorder une réparation honorable pour l'assassinat de feu M. Sougiyama, chancelier de la Légation du Japon, Sa Majesté l'Empereur de Chine a, par un Edit Impérial du 18 juin 1901, désigné le vice-président au Ministère des finances Na-t'ong comme Envoyé Extraordinaire et l'a chargé spécialement de porter à Sa Majesté l'Empereur du Japon l'expression des regrets de Sa Majesté l'Empereur de Chine et de son Gouvernement au sujet de l'assassinat de feu M. Sougiyama.

Article IV.

Le Gouvernement chinois s'est engagé à ériger un monument expiatoire dans chacun des cimetières étrangers ou internationaux qui ont été profanés et dont les tombes ont été détruites. D'accord avec les Représentants

Artikel IIa.

Kaiserliche Edikte vom 13. und vom 21. Februar 1901 haben denjenigen, welche die Hauptschuld tragen an den gegen die fremden Regierungen und deren Angehörige vollführten Anschlägen und Verbrechen, folgende Strafe auferlegt:

Tsai-yi, Prinz Tuan und Herzog Tsai-lan sind dem im Herbst tagenden Gerichte zur Vollstreckung der Todesstrafe überwiesen, und es ist festgesetzt worden, daß sie, falls der Kaiser ihnen das Leben schenken zu sollen glaubt, nach Turkestan verbannt und dort lebenslanglich im Gefängnis gehalten werden sollen, ohne daß ihre Strafen je verwandelt werden dürfen.

Tsai-hiun, Prinz Tschuang, Ying-nien, Präsident des Senates, und Tschao-Tschu-fiao, Präsident im Justiz-Ministerium, sind zum Tode durch eigene Hand verurteilt worden. Ju-hien, Gouverneur von Schansi, K'i-sieu, Präsident im Ministerium der Kultusangelegenheiten, und Siu Tchéng, früherer Direktor im Justiz-Ministerium, sind zum Tode verurteilt worden.

Nach ihrem Tode ist gegen Kang-yi, Unter-Groß-Staatssekretär, Präsident im Ministerium des Innern, Siu-T'ong, Groß-Staatssekretär, und Li-Ping-heng, ehemaligen General-Gouverneur von Szechuan, die Degradierung ausgesprochen worden.

Ein Kaiserliches Edikt vom 13. Februar 1901 hat die Namen von Siu-Yung-yi, Präsident im Kriegs-Ministerium, Li-tschan, Präsident im Finanz-Ministerium, Siu-Tsching-tchéng, Direktor im Ministerium des Innern, Lien Hian, Vize-Kanzler beim Groß-Sekretariat, und Juan-tsch'ang, Direktor beim Opferhofe, welche deswegen ums Leben gebracht worden sind, weil sie gegen die abscheulichen, im Laufe des verfloffenen Jahres begangenen Verletzungen des Völkerrechts Einspruch erhoben hatten, wieder zu Ehren gebracht.

Prinz Tschuang hat sich am 21. Februar 1901 entleibt, desgleichen Ying-nien und Tschao-Tschu-fiao am 24. Februar, Ju-hien ist am 22, K'i-sieu und Siu Tsch'eng-yü sind am 26. Februar d. J. hingerichtet worden. Tung Fuh-siang, General in Kan-su, ist durch Kaiserliches Edikt vom 13. Februar bis zur Entscheidung über die ihm endgültig aufzuerlegende Strafe seiner Aemter enthoben worden.

Kaiserliche Edikte vom 29. April und 19. August 1901 haben den Provinzbeamten, die der im Laufe des verfloffenen Sommers begangenen Verbrechen und Anschläge schuldig befunden worden sind, entsprechende Strafen auferlegt.

Artikel IIb.

Ein am 19. August 1901 erlassenes Kaiserliches Edikt hat angeordnet, daß in allen den Städten, in denen Fremde niedergemacht oder mißhandelt worden sind, die amtlichen Prüfungen auf die Dauer von fünf Jahren eingestellt werden sollen.

Artikel III.

Um für die Ermordung des Kanzlers der japanischen Gesandtschaft, Herrn Sugiyama, ehrenvolle Sühne zu gewähren, hat Seine Majestät der Kaiser von China durch ein Kaiserliches Edikt vom 18. Juni 1901 den Vize-Präsidenten im Ministerium der Finanzen Natung zum außerordentlichen Gesandten ernannt und ihm den besonderen Auftrag erteilt, Seiner Majestät dem Kaiser von Japan den Ausdruck des Bedauerns Seiner Majestät des Kaisers von China und seiner Regierung über die Ermordung des Herrn Sugiyama zu überbringen.

Artikel IV.

Die chinesische Regierung hat sich verpflichtet, auf jedem der fremden oder internationalen Kirchhöfe, die geschändet oder deren Gräber zerstört worden sind, ein Sühnedenkmal zu errichten. Mit den Vertretern der Mächte ist vereinbart

des Puissances il a été convenu que les légations intéressées donneront les indications pour l'érection de ces monuments à charge par la Chine d'en couvrir tous les frais, évalués à dix mille taels pour les cimetières des provinces. Ces sommes ont été versées, et la liste de ces cimetières est ci-jointe.

Article V.

La Chine a accepté de prohiber sur son territoire l'importation des armes et des munitions ainsi que du matériel destiné exclusivement à la fabrication des armes et des munitions.

Un Edit Impérial a été rendu le 25 août 1901 pour interdire cette importation pendant une durée de deux années. De nouveaux Edits pourront être rendus par la suite pour proroger ce terme de deux ans en deux ans dans le cas de nécessité reconnue par les Puissances.

Article VI.

Par un Edit Impérial en date du 29 mai 1901 (annexe No. 12) Sa Majesté l'Empereur de Chine s'est engagé à payer aux Puissances une indemnité de quatre cent cinquante millions de Haikouan Taels. Cette somme représente le total des indemnités pour les Etats, les sociétés, les particuliers et les Chinois visés à l'article VI de la Note du 22 décembre 1900.

a. Ces quatre cent cinquante millions constituent une dette en or calculée aux cours du Haikouan Tael par rapport à la monnaie d'or de chaque pays tels qu'ils sont indiqués ci-après:

1 Haikouan Tael =	Marks 3,055,
	= Couronnes austro-hongroises 3,595,
	= Dollar or 0,742,
	= Francs 3,750,
	= Livre Sterling 0 shillings 3 pence 0,
	= Yen 1,407,
	= Florin néerlandais 1,798,
	= Rouble or 1,412 (au titre de dolia 17,424).

Cette somme en or sera productive d'intérêts à quatre pour cent l'an et le capital en sera remboursé par la Chine en trente-neuf années dans les conditions indiquées au plan d'amortissement ci-joint.

Le capital et les intérêts seront payables en or ou aux taux de change correspondant aux dates des diverses échéances.

Le fonctionnement de l'amortissement commencera le 1 janvier 1902 pour finir à l'expiration de l'année 1940. Les amortissements seront payables annuellement, la première échéance étant fixée au 1 janvier 1903.

Les intérêts seront comptés à partir du 1 juillet 1901, mais le Gouvernement chinois aura la faculté de se libérer dans un délai de trois ans, commençant le 1 janvier 1902, des arrérages du premier semestre finissant le 31 décembre 1901, à la condition toutefois de payer des intérêts composés à quatre pour cent l'an sur les sommes dont le versement aura ainsi été différé. Les intérêts seront payables semestriellement, la première échéance étant fixée au 1 juillet 1902.

b. Le service de la dette sera effectué à Shanghai et de la manière suivante:

Chaque Puissance se fera représenter par un délégué dans une Commission de banquiers qui sera chargée d'encaisser le montant des intérêts et des amortissements

worden, daß die betreffenden Gesandtschaften die zur Errichtung dieser Denkmäler nötigen Anweisungen geben sollen, während China verpflichtet sein soll, die sämtlichen Kosten zu tragen, die für die Kirchhöfe von Peking und Umgebung auf zehntausend Taels und für die Kirchhöfe in den Provinzen auf fünftausend Taels bemessen werden. Diese Summen sind eingezahlt worden, und das Verzeichniß der Kirchhöfe ist hier beigelegt.

Artikel V.

China hat sich verpflichtet, auf seinem Gebiete die Einfuhr von Waffen und Schießbedarf sowie von allen ausschließlich zur Herstellung von Waffen und Schießbedarf bestimmten Materialien zu untersagen.

Ein kaiserliches Edikt ist am 25. August 1901 erlassen worden, welches diese Einfuhr auf die Dauer von 2 Jahren verbietet. Neue Edikte sollen erlassen werden, um, falls die Mächte dies als notwendig erkennen, diesen Zeitraum von zwei zu zwei Jahren zu verlängern.

Artikel VI.

Durch ein kaiserliches Edikt vom 29. Mai 1901 hat sich Seine Majestät der Kaiser von China verpflichtet, den Mächten eine Entschädigung von vierhundertfünfzig Millionen Haikouan Taels zu zahlen. Diese Summe stellt den Gesamtbetrag der Entschädigungen dar für die im Artikel II der Note vom 22. Dezember 1900 bezeichneten Staaten, Gesellschaften, Privatleute und Chinesen.

a. Diese 450 000 000 bilden eine Schuld in Gold, die zum Kurse des Haikouan Taels im Verhältnis zu den Goldmünzen der einzelnen Länder, so wie er nachstehend angegeben ist, berechnet wird:

1 Haikouan Taels =	M. 3,055,
	= Oest.-Ung. Kronen 3,595,
	= Gold-Dollar 0,742,
	= Franken 3,750,
	= Pfd. Sterl. 0. 3. 0,
	= Yen 1,407,
	= Holl. fl. 1,798,
	= Gold-Rubel 1,412 (Dollia-Fein-gehalt 17,424).

Diese Summe in Gold wird zu 4 Prozent im Jahre verzinst, und das Kapital derselben wird von China in 39 Jahren unter den in dem anliegenden Amortisationsplan^{*)} angegebenen Bedingungen zurückgezahlt werden. Das Kapital und die Zinsen sind in Gold oder zu dem jeweiligen, an den verschiedenen Fälligkeitsterminen bestehenden Wechselkurs zahlbar. Die Amortisation beginnt am 1. Januar 1902 und endet mit dem Ablaufe des Jahres 1940. Die Amortisationsraten sind jährlich zahlbar; die erste Rate wird am 1. Januar 1903 fällig. Die Zinsen laufen vom 1. Juli 1901 an; die chinesische Regierung soll indes das Recht haben, die Zinsrückstände aus dem ersten, mit dem 31. Dezember 1901 schließenden Halbjahre binnen einer mit dem 1. Januar 1902 beginnenden Frist von drei Jahren zu begleichen, unter der Bedingung jedoch, daß sie für die Zinsbeträge, deren Bezahlung auf diese Weise aufgeschoben wird, wiederum 4 Prozent Zinsen zu zahlen hat. Im Uebrigen sollen die Zinsen halbjährlich bezahlt werden, und ist der erste Zahlungstermin auf den 1. Juli 1902 festgesetzt.

b. Der Dienst der Schuld hat seinen Sitz in Schanghai und wird in folgender Weise gehandhabt werden: Jede Macht wird sich durch einen Delegates in einer Kommission von Bankiers vertreten lassen. Diese Kommission wird beauftragt werden, den Betrag der Zinsen und der Amorti-

^{*)} Der Amortisationsplan nebst deutscher Uebersetzung ist Seite 17/19 beigelegt.

qui lui sera versé par des autorités chinoises désignées à cet effet, de le répartir entre les intéressés et d'en donner quittance.

c. Le Gouvernement chinois remettra au Doyen du Corps Diplomatique à Pékin un bon global qui sera transformé ultérieurement en coupures revêtues de la signature des délégués du Gouvernement chinois désignés à cet effet. Cette opération et toutes celles se rapportant à l'établissement des titres seront effectuées par la Commission précitée conformément aux instructions que les Puissances enverront à leurs délégués.

d. Le produit des ressources affectées au paiement des bons sera versé mensuellement entre les mains de la Commission.

e. Les ressources affectées à la garantie des bons sont énumérées ci-après.

1° Le reliquat des revenus de la Douane maritime impériale après paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts antérieurs gagés sur ces revenus, augmentés du produit de l'élévation à cinq pour cent effectifs du tarif actuel sur les importations maritimes, y compris les articles qui jusqu'à présent entraient en franchise, à l'exception du riz, des céréales et des farines de provenance étrangère, ainsi que de l'or et de l'argent monnayés ou non monnayés.

2° Les revenus des douanes indigènes, administrées dans les ports ouverts par la Douane maritime impériale.

3° L'ensemble des revenus de la gabelle, sous réserve de la fraction affectée précédemment à d'autres emprunts étrangers.

L'élévation du tarif actuel sur les importations à cinq pour cent effectifs est consentie aux conditions ci-après.

La mise en vigueur de cette élévation commencera deux mois après la date de la signature du présent protocole, et il ne sera fait d'exception que pour les marchandises en cours de route au plus tard dix jours après cette date.

1° Tous les droits sur les importations perçus «ad valorem» seront convertis en droits spécifiques autant qu'il sera possible de le faire et dans le plus bref délai. Cette conversion sera établie comme suit: On prendra comme base d'évaluation la valeur moyenne des marchandises au moment de leur débarquement pendant les trois années 1897, 1898 et 1899, c'est-à-dire la valeur de marché, déduction faite du montant des droits d'entrée et des frais accessoires. En attendant le résultat de cette conversion les droits seront perçus «ad valorem».

2° Le cours du Pei-ho et celui du Whang-pou seront améliorés avec la participation financière de la Chine.

Article VII.

Le Gouvernement chinois a accepté que le quartier occupé par les légations fût considéré comme un quartier spécialement réservé à leur usage et placé sous leur police exclusive, où les Chinois n'auraient pas le droit de résider et qui pourrait être mis en état de défense.

Les limites de ce quartier ont été ainsi fixées sur le plan ci-joint:

à l'ouest la ligne 1, 2, 3, 4, 5,
au nord la ligne 5, 6, 7, 8, 9, 10.

sations-journées, der ihr durch die zu diesem Zwecke bestimmten chinesischen Behörden ausbezahlt wird, in Empfang zu nehmen, unter die Interessenten zu vertheilen und darüber Quittung zu leisten.

c. Die chinesische Regierung wird dem Doyen des diplomatischen Korps in Peking einen Pauschalbon aushändigen, der später in einzelne Abschnitte zerlegt werden wird, die mit der Unterschrift der zu diesem Zwecke bestimmten Delegirten der chinesischen Regierung zu versehen sind. Diese Zerlegung und alle weiteren Geschäfte, welche sich auf die Ausstellung der Schuldtitel beziehen, werden von der obengenannten Kommission gemäß den Vorschriften, welche die Mächte ihren Vertretern zukommen lassen werden, ausgeführt werden.

d. Der Ertrag der Einkünfte, die für die Zahlung der Bons angewiesen sind, soll monatlich an die Kommission abgeführt werden.

e. Zur Sicherheit für die Bons werden die nachstehend bezeichneten Einkünfte angewiesen:

1. der aus den Erträgen der kaiserlichen Zölle nach Zahlung der Zinsen und der Amortisationsraten der früheren durch diese Erträge gesicherten Anleihen übrig bleibende Rest. Diese Erträge sollen dadurch vermehrt werden, daß die jetzt bestehenden Zolltariffsätze für die Seereinfuhr auf 5 Prozent des wirklichen Werthes erhöht werden. Von dieser Erhöhung werden auch die Artikel betroffen, die bis jetzt zollfrei eingingen, mit Ausnahme jedoch von Reis, Getreide und Mehl fremder Herkunft sowie von gemünztem und nicht gemünztem Golde und Silber;
2. die Erträgnisse der durch die kaiserliche Seezollverwaltung in den offenen Häfen verwalteten inländischen Zollämter;
3. die gesammten Erträge der Salzabgabe, soweit dieselben nicht bereits für andere fremde Anleihen angewiesen sind.

Die Erhöhung der gegenwärtigen Tariffsätze für die Einfuhrwaaren auf 5 Prozent des wirklichen Werthes wird unter folgenden Bedingungen bewilligt:

Diese Erhöhung soll 2 Monate nach dem Datum der Vollziehung dieses Protokolls in Kraft treten, es soll dabei nur zu Gunsten derjenigen Waaren eine Ausnahme gemacht werden, die spätestens 10 Tage nach diesem Datum noch unterwegs sind.

1. Alle nach dem Werthe erhobenen Einfuhrzölle sollen thunlichst und in der kürzesten Frist in spezifische Zölle umgewandelt werden. Diese Umwandlung soll in folgender Weise stattfinden:

Zur Grundlage der Werthbestimmung soll der Durchschnittswert der Waaren zur Zeit ihrer Ausladung während der drei Jahre 1897, 1898 und 1899, d. h. der Handelswert unter Abzug des Betrags der Eingangszölle und der Nebenkosten, genommen werden.

Einstweilen und bis das Ergebnis dieser Umwandlung vorliegt, werden die Zölle nach dem Werthe erhoben.

2. Die Ausläufe des Pei-ho und des Whang-pu werden unter finanzieller Betheiligung Chinas regulirt werden.

Artikel VII.

Die chinesische Regierung hat eingewilligt, daß das von den Gesandtschaften eingenommene Stadtviertel als ein zu deren Benutzung speziell vorbehaltenes und unter ihrer ausschließlichen Polizeigewalt stehendes Stadttheil angesehen werden soll, in welchem Chinesen nicht das Recht haben zu wohnen und welcher in Verteidigungszustand gesetzt werden kann.

Die Grenzen dieses Stadttheils sind folgendermaßen auf dem beiliegenden Plane festgesetzt worden:

im Westen, die Linie 1, 2, 3, 4, 5,
im Norden, die Linie 5, 6, 7, 8, 9, 10,

à l'est la rue Kotteler: 10, 11, 12,
au sud la ligne 12—1
tirée le long du pied extérieur de la muraille tartare
en suivant les bastions.

Par le protocole annexé à la lettre du 16 janvier
1901 la Chine a reconnu à chaque Puissance le droit
d'entretenir une garde permanente dans le dit quartier
pour la défense de sa légation.

Article VIII.

Le Gouvernement chinois a consenti à faire raser
les forts de Takou et ceux qui pourraient empêcher
les libres communications entre Pékin et la mer. Des
dispositions ont été prises à cet effet.

Article IX.

Le Gouvernement chinois a reconnu aux Puissances
par le protocole annexé à la lettre du 16 janvier 1901
le droit d'occuper certains points, à déterminer par un
accord entre elles, pour maintenir les communications
libres entre la capitale et la mer. Les points occupés
par les Puissances sont: Houang-t'soun, Langfang,
Yang-t'soun, Tientsin, Kium-hang-tcheng, Tang-kou,
Lou-tai, Tang-chan, Louan-tcheou, Tchang-li, Tsin-
wang-tao, Chan-hai-kouan.

Article X.

Le Gouvernement chinois s'est engagé à afficher et
à publier pendant deux ans dans toutes les villes de
district les Edits Impériaux suivants:

- a. Edit du 1 février 1901 portant défense per-
pétuelle sous peine de mort de faire partie
d'une société anti-étrangère.
- b. Edits du 13 et 25 février 1901 contenant
l'énumération des peines qui ont été infligées
aux coupables.
- c. Edit du 19 août 1901 supprimant les examens
dans toutes les villes où des étrangers ont été
massacrés ou ont subi des traitements cruels.
- d. Edit du 1 février 1901 déclarant que tous les
gouverneurs-généraux, gouverneurs et fonction-
naires provinciaux ou locaux sont responsables
de l'ordre dans leur circonscription et qu'en
cas de nouveaux troubles anti-étrangers ou
encore d'autres infractions aux traités qui
n'auraient pas été immédiatement réprimés et
dont les coupables n'auraient pas été punis,
ces fonctionnaires seront immédiatement révo-
qués sans pouvoir être appelés à de nouvelles
fonctions ni recevoir de nouveaux honneurs.

L'affichage de ces Edits se poursuit progressivement
dans tout l'Empire.

Article XI.

Le Gouvernement chinois s'est engagé à négocier
les amendements jugés utiles par les Gouvernements
étrangers aux traités de commerce et de navigation et
les autres sujets touchant aux relations commerciales
dans le but de les faciliter.

Dès maintenant et par suite des stipulations inscrites
à l'article VI au sujet de l'indemnité, le Gouvernement
chinois s'engage à concourir à l'amélioration du cours
des rivières Pei-ho et Whang-pou, comme il est dit
ci-dessous:

a. Les travaux d'amélioration de la navigabilité du
Pei-ho, commencés en 1898 avec la coopération du
Gouvernement chinois, ont été repris sous la direction
d'une Commission internationale. Aussitôt après que
l'administration de Tientsin aura été remise au Gouverne-
ment chinois, celui-ci pourra se faire représenter dans
cette Commission et versera chaque année une somme

im Osten, die Kottelerstraße, 10, 11, 12,
im Süden, die Linie 12 bis 1,
gezogen längs des äußeren Fußes der Tartarenmauer, den
Bastionen folgend.

Durch das dem Schreiben vom 16. Januar 1901 bei-
gefügte Protokoll hat China jeder Macht das Recht zuerkannt,
zur Verteidigung ihrer Gesandtschaft in dem besagten Stadt-
teil eine ständige Wache zu unterhalten.

Artikel VIII.

Die chinesische Regierung hat darin eingewilligt, die
Forts von Takou und diejenigen, welche die freie Verbindung
zwischen Peking und der See hindern könnten, schleifen zu lassen.
Die hierzu erforderlichen Anordnungen sind getroffen worden.

Artikel IX.

Durch das dem Schreiben vom 16. Januar 1901 beigefügte
Protokoll hat die chinesische Regierung den Mächten das
Recht zugestanden, gewisse, durch Vereinbarung unter den-
selben festzustellende Plätze besetzt zu halten, um die freie
Verbindung zwischen der Hauptstadt und der See aufrecht zu
erhalten. Die von den Mächten besetzten Plätze sind:

Huang-tsun, Langfang, Tang-kou, Tientsin, Kium-
hang-tcheng, Tangkou, Lu-tai, Tangtschan, Yuan-tchen,
Tchang-li, Tsing-wan-tao, Schang-hai-kouan.

Artikel X.

Die chinesische Regierung hat sich verpflichtet, zwei Jahre
lang in allen Distriktsstädten folgende Kaiserliche Edikte an-
zuschlagen und zu veröffentlichen:

- a) das Edikt vom 1. Februar 1901, welches die Theil-
nahme an einer fremdenfeindlichen Gesellschaft für
immer bei Todesstrafe verbietet;
- b) die Edikte vom 13. und 25. Februar 1901, ent-
haltend die Aufzählung der über die Schuldigen
verhängten Strafen;
- c) das Edikt vom 19. August 1901, über die zeitweise
Aufhebung der Prüfungen in allen Städten, in
denen Fremde niedergeworfen worden sind oder
grausame Mißhandlungen erduldet haben;
- d) das Edikt vom 1. Februar 1901, worin erklärt
wird, daß alle General-Gouverneure, Provinzial-
und Lokalbeamten für die Ordnung in ihrem Be-
zirk verantwortlich sind und daß im Fall neuer,
gegen die Fremden gerichteter Unruhen sowie anderer
Vertragsverletzungen, wenn diese nicht sofort unter-
drückt und die Schuldigen nicht bestraft werden
sollten, diese Beamten sofort abgesetzt werden, ohne
daß sie zu neuen Ämtern berufen werden oder neue
Ehren erlangen könnten.

Diese Edikte werden allmählich im ganzen Reiche durch
Anschlag bekannt gemacht.

Artikel XI.

Die chinesische Regierung hat sich verpflichtet, in Unterhand-
lungen einzutreten über die von den fremden Regierungen
für nützlich gehaltenen Vorschläge zur Abänderung der Handels-
und Schiffahrtsverträge sowie über andere Maßnahmen,
welche die Erleichterung des Handelsverkehrs bezwecken.

Schon jetzt und auf Grund der im Artikel VI, betreffend
die Entschädigung, enthaltenen Bestimmungen verpflichtet sich
die chinesische Regierung, bei der Regulierung der Zuflüsse
des Peiho und des Whang-pu, nach Maßgabe der nach-
stehenden Bestimmungen mitzuwirken:

a. Die Arbeiten zur Verbesserung der Schiffbarkeit des
Pei-ho, die im Jahre 1898 unter Mitwirkung der chinesischen
Regierung begonnen worden waren, sind unter der Leitung
einer internationalen Kommission wieder aufgenommen worden.
Sobald die Verwaltung von Tientsin der chinesischen Re-
gierung wieder übergeben worden sein wird, soll diese letztere
sich in der Kommission vertreten lassen können und jährlich

de soixante mille Haikouan Taels pour l'entretien des travaux.

b. Il est créé un Conseil fluvial chargé de la direction et du contrôle des travaux de ratification du Whang-pou et d'amélioration du cours de cette rivière.

Ce Conseil est composé de membres représentant les intérêts du Gouvernement chinois et ceux des étrangers dans le commerce maritime de Shanghai. Les frais nécessités par les travaux et l'administration générale de l'entreprise sont évalués à la somme annuelle de quatre cent soixante mille Haikouan Taels pendant les vingt premières années. Cette somme sera fournie par moitié par le Gouvernement chinois et par les intéressés étrangers. Le détail des stipulations se rapportant à la composition, aux attributions et aux revenus du Conseil fluvial fait l'objet de l'annexe.

Article XII.

Un Edit Impérial du 24 juillet 1901 a réformé l'office des affaires étrangères (Tsongli Yamen), dans le sens indiqué par les Puissances, c'est-à-dire l'a transformé en un Ministère des affaires étrangères (Wai-wou peu), qui prend rang avant les six autres Ministères d'Etat; le même Edit a nommé les principaux membres de ce Ministère.

Un accord s'est établi également au sujet de la modification du cérémonial de Cour relatif à la réception des Représentants étrangers, et a fait l'objet de plusieurs notes de Plénipotentiaires chinois résumées dans un mémorandum ci-joint.

Enfin il est expressément entendu que, pour les déclarations sus-énoncées et les documents annexés émanant des Plénipotentiaires étrangers, le texte français fait seul foi.

Le Gouvernement chinois s'étant ainsi conformé, à la satisfaction des Puissances, aux conditions énumérées dans la Note précitée du 22 décembre 1900, les Puissances ont accédé au désir de la Chine de voir cesser la situation créée par les désordres de l'été 1900. En conséquence les Plénipotentiaires étrangers sont autorisés à déclarer au nom de leurs Gouvernements que, à l'exception des gardes des légations mentionnées à l'article VII, les troupes internationales évacueront complètement la ville de Pékin le 17 septembre 1901 et, à l'exception des endroits mentionnés à l'article IX, se retireront de la province du Tcheli le 22 septembre 1901.

Le présent Protocole final a été établi en douze exemplaires identiques et signé par tous les Plénipotentiaires des Pays Contractants. Un exemplaire sera remis à chacun des Plénipotentiaires étrangers et un exemplaire sera remis aux Plénipotentiaires chinois.

Pékin, le 7 septembre 1901.

Pour copie conforme signé A. von Mumm,
les secrétaires: M. Czikan,

A. d'Anthouard, Joostens,
B. Kroupensky, B. J. Cologan,
Reginald Tower, W. W. Rockhill,
G. von Bohlen-Halbach, Beau,
Ernest Satow,
Salvago Raggi,
Jutaro Komura,
F. M. Knobel,
M. von Giers,
Prince K'ing,
Li-hong-tchang.

zur Fortsetzung der Arbeiten eine Summe von sechzigtausend Haikouan Taels einzahlen.

b. Es wird eine Kommission errichtet, die mit der Leitung und Ueberwachung der Arbeiten zur Regulierung des Whang-pu und zur Verbesserung seines Flusslaufs beauftragt wird. Diese Kommission besteht aus Mitgliedern, welche das Interesse Chinas und dasjenige der fremden an dem Seehandel Shanghai vertreten. Die für die Arbeiten und die allgemeine Verwaltung des Unternehmens nötigen Ausgaben sind für die ersten 20 Jahre auf die Summe von jährlich vierhundertsechzigtausend Haikouan Taels bestimmt. Diese Summe soll von der chinesischen Regierung und von den fremden Interessenten je zur Hälfte aufgebracht werden. Die Einzelheiten der Bestimmungen über die Zusammensetzung, die Befugnisse und die Einkünfte der Kommission enthält die Anlage.

Artikel XII.

Durch ein Kaiserliches Edikt vom 24. Juli 1901 ist das Auswärtige Amt (Tsongli Yamen) in dem von den Mächten angegebenen Sinne reformiert worden und zwar ist dasselbe in ein Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten (Wai-wu pu) verwandelt worden, welches vor den sechs anderen Staatsministerien den Vorrang hat; durch dasselbe Edikt sind die hauptsächlichsten Mitglieder dieses Ministeriums ernannt worden.

Ebenso ist über die Abänderung des Hofceremoniells beim Empfange der fremden Vertreter eine Einigung erfolgt. Diese Vereinbarung hat den Gegenstand verschiedener Noten der chinesischen Bevollmächtigten gebildet, deren Inhalt in dem hier beigefügten Memorandum zusammengefasst ist.

Endlich besteht ausdrückliches Einverständnis darüber, daß für die vorstehenden Erklärungen und die denselben beigefügten Urkunden, die von den fremden Bevollmächtigten ausgehen, der französische Text allein maßgebend ist.

Nachdem die chinesische Regierung somit in einer die Mächte befriedigenden Weise den in der vorgenannten Note vom 22. Dezember 1900 ausgeführten Bedingungen sich anbequemt hat, haben die Mächte dem Wunsche Chinas, die durch die Unruhen des Sommers 1900 geschaffene Lage beendet zu sehen, stattgegeben. Demgemäß sind die fremden Bevollmächtigten ermächtigt, im Namen ihrer Regierungen zu erklären, daß, abgesehen von den im Artikel VII erwähnten Gesandtschaftswachen, die internationalen Truppen die Stadt Peking am 17. September 1901 vollständig räumen und mit Ausnahme der im Artikel IX erwähnten Plätze die Provinz Tschili am 22. September 1901 verlassen werden.

Das gegenwärtige Schlussprotokoll ist in zwölf gleichlautenden und von allen Bevollmächtigten der vertragsschließenden Länder unterzeichneten Exemplaren ausgefertigt worden. Ein Exemplar wird jedem der fremden Bevollmächtigten und ein Exemplar wird den chinesischen Bevollmächtigten übergeben werden.

Peking, den 7. September 1901.

Für richtige Abschrift gez. A. von Mumm,
die Sekretäre: M. Czikan,

A. d'Anthouard, Joostens,
B. Kroupensky, B. J. Cologan,
Reginald Tower, W. W. Rockhill,
G. von Bohlen-Halbach, Beau,
Ernest Satow,
Salvago Raggi,
Jutaro Komura,
F. M. Knobel,
M. von Giers,
Prince King,
Li-hong-tchang.

Annexe n° 38 – Note de 1902

In connection with the handing back to the Chinese authorities of the administration of Tientsin (as to which see *For. Rel. of the U. S.*, 1902, pp. 184-201), the representatives of the five Powers maintaining the provisional government of that port (namely, France, Germany, Great Britain, Italy and Japan) addressed to the Chinese Government, under date of July 15, 1902, identical notes of the following tenor:

Conditions for Dissolution of Provisional Government of Tientsin.—July 15, 1902.

“I have the honor to acknowledge the receipt of Your Highness's note of the 5th instant, inclosing copy of a letter from his excellency the viceroy Yuan, urging reasons why the administration of the city of Tientsin should be handed back to his excellency at an early date.

"In reply I have the honor to state to Your Highness that, in accord with my colleagues representing powers that still have delegates on the council of the Tientsin provisional government, I am authorized by my Government to consent to the dissolution of that body, provided that the Chinese Government signifies its adherence to the following propositions:

"By Article VIII of the final protocol of September 7, 1901, it was declared that the Chinese Government agreed to have the forts at Taku, and others which might interfere with free communication between Peking and the sea, demolished; and it was added that arrangements had been made for this purpose.

"The Chinese plenipotentiaries having expressed to the diplomatic body their desire to be relieved of the direct responsibility for carrying out this article, the representatives of the signatory powers intrusted the work to the Tientsin provisional government. It is not yet entirely completed. In order therefore to insure the fulfillment of this article, I have the honor to propose to Your Highness that the work of demolition shall, from the moment of the dissolution of the Tientsin provisional government, be placed in the hands of the G. O. C.'s at Tientsin, the necessary funds being provided out of the moneys then remaining in the treasury of the Tientsin provisional government.

"By Article IX of the same protocol it is provided that the powers shall have the right of occupying certain points between Peking and the sea, of which the whole town of Tientsin is one. Consequently, after the dissolution of the Tientsin provisional government, foreign troops will continue as hitherto to be stationed there, in the places actually occupied by them, and their supplies of all sorts continuing, as at present, to be exempt from all taxes or dues whatsoever. They will have the right of carrying on field exercises and rifle practice, etc., without informing the Chinese authorities, except in the case of *feux de guerre*.

"It is desirable, however to avoid as far as possible occasions of collision between the foreign troops and those of China. I propose, therefore, that with this object the Chinese Government shall undertake not to station or march any troops within 20 Chinese *li* (6 $\frac{2}{3}$ English miles) of the city or of the troops stationed at Tientsin; further, in correspondence exchanged between the foreign representatives and the Chinese plenipotentiaries, of whom Your Highness was one, previous to the signature of the protocol, it was agreed that the jurisdiction of the commanders of the posts to be established along the line of communications should extend to a distance of 2 miles on either side of the railway, and this arrangement ought to be maintained as long as the line of posts specified in Article IX of the protocol continue to be occupied.

"I am willing, however, in concert with my colleagues, to consent that the viceroy should have the right of maintaining a personal bodyguard in the city of Tientsin not exceeding in number 300 men; and also that his excellency may maintain an efficient body of river police along the line of the river, even where it runs within the 2-mile limit above mentioned.

"The demolition of the forts implies an obligation upon China not to reconstruct them, and the same obligation applies to the walls of Tientsin city, which, during the troubles of 1900, were made use of as a fortification directed against the security of the foreign settlements. We can not, however, consent that the Chinese Government establish maritime defenses at the mouth of the Peiho at Chingwangtao or at Shanhaikuan.

"We propose that the accounts of revenue and expenditure of the Tientsin provisional government be audited by two competent persons, one to be chosen by the G. O. C.'s at Tientsin, the other by the viceroy, and the balance, after deduction of the sum required to complete the demolition of the forts, be handed over to the provincial treasury.

"Your Highness will no doubt think it right to agree that no Chinese subject who has been in the service of the Tientsin provisional government or of the foreign contingent shall be in any way molested on the ground of such service.

"Chinese subjects in the employ of the foreign forces on the lines of communication will be provided with certificates of identity. It appears to me necessary that the Chinese Government should admit that in case any such Chinese person commits an offense the commandant in whose service he is should have the right of punishing him or of handing him over to the Chinese authorities as may, in his opinion, be best calculated to secure the ends of justice.

"The right of foreign troops to occupy summer quarters when necessary ought, in my opinion, to be recognized.

"A list of unexpired punishments imposed by the Tientsin provisional government will be furnished when that body is dissolved to the provincial government, which ought to undertake to carry them out. No action, either criminal or civil, adjudicated by the provisional government can ever be opened anew.

"The archives of the Tientsin provisional government I consider should be intrusted to the senior consul, and application can be made to him by any person entitled to consult them.

"As regards taxation, I consider that the inhabitants of the city and district should be regarded as having discharged their duty to the Chinese Government during the period of

the continuance of the administration of the Tientsin provisional government and that no arrears ought to be demanded of them under this heading.

"Such are the proposals which I consider it my duty to place before Your Highness for the acceptance of the Chinese Government, and I have the honor to declare that I am ready to consent to the dissolution of the Tientsin provisional government four weeks after I receive from Your Highness an intimation that they are accepted. I have only further to request that Your Highness will be so good as to designate the official to whom formal delivery of the city and district can be made by the council of the Tientsin provisional government.

"I have, etc."

The understanding upon which the terms of this note were accepted by the Chinese Government was communicated to the American Minister in a note from Prince Ch'ing under date of July 18, 1902, of which the substance is (in translation) as follows:

"On the 10th of the sixth moon, twenty-eighth year of Kuang-hsu (July 14, 1902), I received a dispatch from certain ministers of the treaty powers, stating that in regard to the transfer of the city of Tientsin and the country adjacent to the jurisdiction of the viceroy of Chihli, these foreign ministers were agreed (of the same opinion). They also had had the honor of receiving the sanction of their respective governments for the abrogation of the provisional government, provided only that the Chinese Government should, first of all, distinctly consent to the conditions proposed, when they, on their part, would promise that in four weeks from the day on which consent was given, the provisional government of Tientsin should be abrogated. They therefore request that it be clearly pointed out to whom, when the time arrives, and into whose hands the provisional government should transfer Tientsin city and the country adjacent.

"I have carefully perused the dispatch with regard to the point that military posts should be established along the highway or line of communication from Peking to the sea, with powers to control and punish, the distance to extend as far as two English miles on each side of the railroad.

"I would remark that according to the doyen, His Excellency Cologan's dispatch of the sixth moon, twenty-seventh year of Kuang-hsu (July, 1901), military control would only refer to offenses against the railroad, the telegraph lines, or against the allies or their property.

"As to the remaining articles I have no objection to make.

"On the 13th of the current moon (July 17) I memorialized the Throne on the subject and had the honor of receiving the sanction of the Throne by imperial decree.

"Whereupon, I at once sent replies to the ministers of the treaty powers, in order that they might transmit the same to the provisional government of Tientsin, that the provisional government be abolished within four weeks, and the city of Tientsin and its adjacent country be returned to Chinese administration and handed over to the superintendent of the northern ports, who, at the head of the local officials, civil and military, will be there to receive it.

"Hereafter, whenever there is need for consultation, the foreign civil and military authorities can, from time to time, consult with his excellency the superintendent of northern ports, which, I hope, will be for the good of the place."

Annexe n° 39 – Tableau récapitulatif des traités bilatéraux signés par la Chine entre 1842 et 1918

Puissances signataires	Date de signature
Royaume-Uni	29 août 1842 ; 26 juin 1858
États-Unis	3 juillet 1844
France	24 octobre 1844 ; 27 juin 1858
Belgique	25 juillet 1845
Suède-et-Norvège	20 mars 1847
<i>Russie</i>	13 juin 1858
Allemagne	2 septembre 1861
Portugal	13 août 1862 ; 1er décembre 1887
Danemark	13 juillet 1863
Pays-Bas	6 octobre 1863
Espagne	10 octobre 1864
Italie	26 octobre 1866
Autriche-Hongrie	2 septembre 1869
Pérou	26 juin 1874
Brésil	3 octobre 1881
Japon	21 juillet 1896
Congo	10 juillet 1898
Corée	11 septembre 1899
Mexique	14 décembre 1899
Suède	2 juillet 1908
Chili	18 février 1915
Suisse	13 juin 1918

Note : Le tableau comprend la date de signature du premier traité bilatéral avec la nation correspondante, la deuxième étant, le cas échéant, celle de la signature du premier traité bilatéral donnant à ladite nation les outils de l'impérialisme en Chine (extraterritorialité et clause de la nation la plus favorisée, notamment). L'exception est la Russie, qui entretient des relations bilatérales avec la Chine depuis 1619. La date indiquée est donc à la fois la date du premier traité sino-russe signé depuis la guerre de l'opium et celle du traité donnant à la Russie en Chine les moyens de l'impérialisme.

Annexe n° 40 – Formulaire de soumission à la juridiction allemande sur les concessions de Hankou et de Tianjin

1) Die Unterwerfung unter die deutschen Rechtsverhältnisse in Landsachen – u. E. liegt darin ein dem öffentlichen Recht angehöriger Vertrag zwischen dem Konzessionärstaat und dem Grunderwerber – geschieht in Form einer von dem zuständigen Konsul zu bestätigenden Erklärung, für die folgender Wortlaut festgesetzt ist:

„Als Eigentümer des im Grundbuch des Kaiserlich Deutschen Konsulats in Tientsin (Hankau) Band . . . Blatt No. . . . eingetragenen Grundstücks unterwerfe ich mich hierdurch den für die deutsche Niederlassung in Tientsin (Hankau) geltenden umstehend abgedruckten Landkaufsbestimmungen.
Tientsin (Hankau), den . . . “

Die Rückseite lautet:

„Der Eigentümer des Grundstückes ist verpflichtet :

1. Mitglied der in Hankau zu begründenden deutschen Niederlassungsgemeinde nach Massgabe der Gemeindestatuten zu werden, die ihm als solchen auferlegten Lasten zu tragen, auch die für die Niederlassung eingeführten polizeilichen Vorschriften bei Vermeidung einer Busse, die der höchsten in der Polizeiverordnung vorgesehenen Geldstrafe entspricht, zu beachten;

2. sich dem deutschen Recht und der deutschen Konsulargerichtbarkeit in allen das Grundstück oder seine Stellung zur Niederlassungsgemeinde betreffenden Rechtsverhältnissen zu unterwerfen;

3. dafür einzustehen, dass die Verpflichtungen zu 1) und 2) auch von Mietern, Pächtern und sonstigen Nutzungsberechtigten übernommen und erfüllt werden;

4. ohne ausdrückliche Genehmigung des deutschen Konsuls für Hankau (Tientsin) keine Veräußerung des Grundstückes an einen Nichtdeutschen vorzunehmen, auch kein Nutzungsrecht an einen Chinesen einzuräumen oder einräumen zu lassen;

5. keine Veräußerung des Grundstückes vorzunehmen, auch kein Nutzungsrecht daran einzuräumen oder einräumen zu lassen, bevor nicht der Erwerber oder Nutzungsberechtigte dem deutschen Konsul für Hankau (Tientsin) eine schriftliche, bei dem Angehörigen einer Vertragsmacht von dessen Konsul zu genehmigende Erklärung eingereicht hat, worin er sich auch persönlich den vorstehenden Verpflichtungen unterwirft.“

Soweit die Anwendung des deutschen Rechts in Grundstückssachen vorgesehen ist (Ziffer 2), entspricht die Unterwerfung auch der allgemeinen Regelung in den anderen fremdländischen Konzessionen. So lautet z. B. die Unterwerfungserklärung für fremde Grundeigentümer auf der französischen Konzession in Tientsin:

„Je soussigné . . . sujet . . . (profession) demeurant à . . . autorisé par Mr. le Consul de . . . à Tientsin m'engage par les présentes vis à vis de Mr. le Consul de France à Tientsin, à me conformer à tous les règlements présentes et futures d'administration et de police émanant soit du Conseil Municipal de la Concession Française, soit de Mr. le Consul de France à Tientsin et en général à la loi Française en ce qui concerne le lot . . . de la Concession et comme propriétaire de ce terrain.
Tientsin, le . . .
(l'acheteur)

Annexe n° 41 – Monument aux morts allemands de la guerre des Boxers, Tianjin



Srouce : BA R901 30925

Annexe n° 42 – Sceau de la commune concessionnaire allemande de Tianjin



Source : BA R901 31827

Annexe n° 43 – Consulat allemand, Tianjin



Kopie aus dem Bundesarchiv

Source : BA R901 30896

Annexe n° 44 – Club Concordia, Tianjin



Source : <https://www.flickr.com/photos/ibisbill/4593263144>, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 45 – Concession allemande de Tianjin



Source : <https://www.flickr.com/photos/ibisbill/4593109942>, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 46 – Municipalité allemande de Tianjin



GERMAN MUNICIPAL COUNCIL OFFICES, TIENTSIN.

Source : WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 729

Annexe n° 47 – Deutsch-asiatische Bank, Tianjin



Source : <https://www.flickr.com/photos/deutschebank/7254226362>, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 48 – École primaire allemande, Tianjin



Source : <https://www.flickr.com/photos/15693951@N004336962269>, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 49 – Consulat allemand, Hankou



Source : <https://www.flickr.com/photos/39631091@N03/23387024559>, consulté le 2 décembre 2019, collection Gunter Hartnagel

Annexe n° 50 – Hôtel de ville, concession allemande de Hankou, 1907



Kopie aus dem Bundesarchiv

Source : BA R901 31829

Annexe n° 51 – Deutsch-asiatische Bank, Hankou



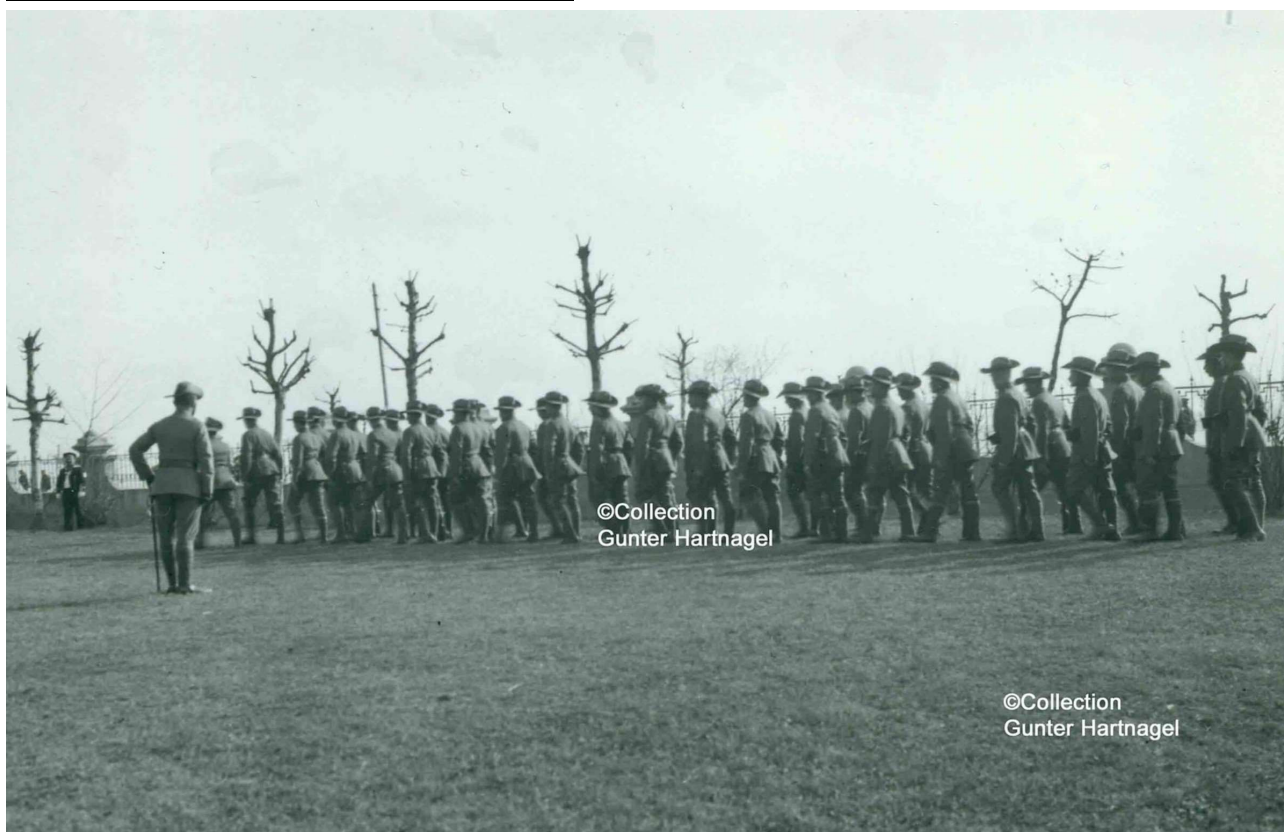
Source : <https://www.flickr.com/photos/deutschebank/7254226273>, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 52 – Compagnie allemande, austro-hongroise et portugaise du svc, 1916



Source : <https://www.flickr.com/photos/39631091@N03/26729257925>, consulté le 2 décembre 2019, collection Gunter Hartnagel

Annexe n° 53 – Marins allemands à Hankou



Source : <https://www.flickr.com/photos/39631091@N03/23745626356>, consulté le 2 décembre 2019, collection Gunter Hartnagel

Annexe n° 54 – Fort allemand, Shanhaiguan



Source : <https://www.flickr.com/photos/daviddb/334463787>, consulté le 2 décembre 2019, collection Gunter Hartnagel

Annexe n° 55 – Fort Waldensee, Shanhaiguan



Sudtor.



Eckturm der grossen Mauer.



Fort Waldersee.



Inneres des Höhlentempels.

Source : BRAUN, MÜLLER, RAMMSTEDT, VON MALACHOWSKI & VON SCHOENERMARCK, *Gesammelte Denkschriften mit Photographien und Beilagen über die deutschen Posten*, Tientsin, Verlag der Brigade-Zeitung, 1906, p. 37

Annexe n° 56 – Camp allemand, Tanggu

Tangku.



Altes Taku-Südfort.



Deutsches Lager. Kommandantenhaus.



Offizierhäuser und Kasernen.



Salzmühlen.



Dampfer am Pier.

Source : BRAUN, MÜLLER, RAMMSTEDT, VON MALACHOWSKI & VON SCHOENERMARCK, *Gesammelte Denkschriften mit Photographien und Beilagen über die deutschen Posten, Tientsin*, Verlag der Brigade-Zeitung, 1906, p. 36

Annexe n° 57 – Camp allemand, Yangcun



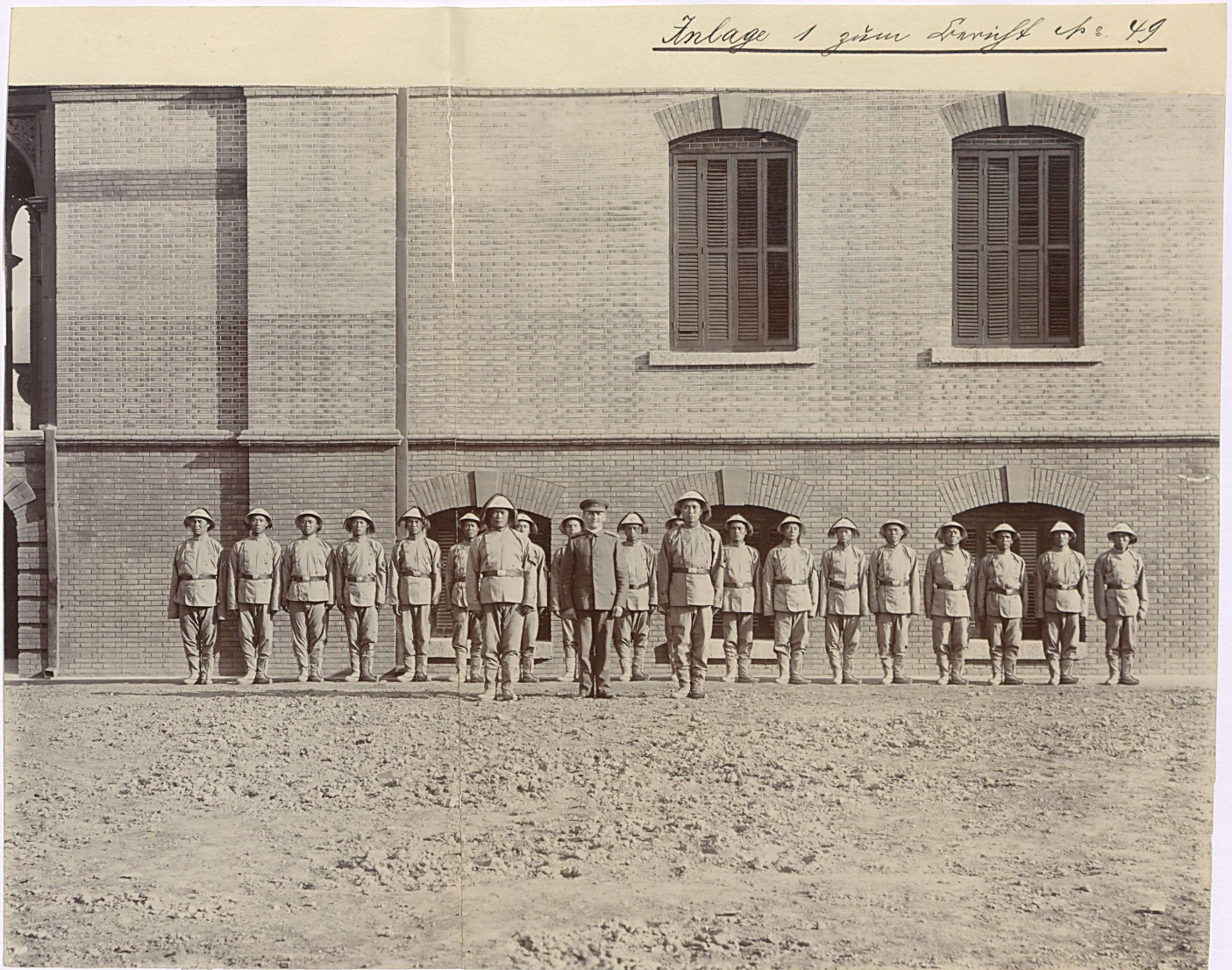
Source : BRAUN, MÜLLER, RAMMSTEDT, VON MALACHOWSKI & VON SCHOENERMARCK, *Gesammelte Denkschriften mit Photographien und Beilagen über die deutschen Posten*, Tientsin, Verlag der Brigade-Zeitung, 1906, p. 38

Annexe n° 58 – Corps d'occupation allemand de Tianjin, juin 1914



Source : <https://www.flickr.com/photos/drakegoodman/5841480307>, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 59 – Police de la concession allemande de Tianjin, 1905



Kopie aus dem Bundesarchiv

Source : BA R901 30925

Annexe n° 60 – Concession austro-hongroise de Tianjin

Source : OESTA HHSTA F63 Tientsin

Annexe n° 61 – Concession austro-hongroise de Tianjin



Source : OESTA HHSTA F63 Tientsin

Annexe n° 61 – Concession austro-hongroise de Tianjin

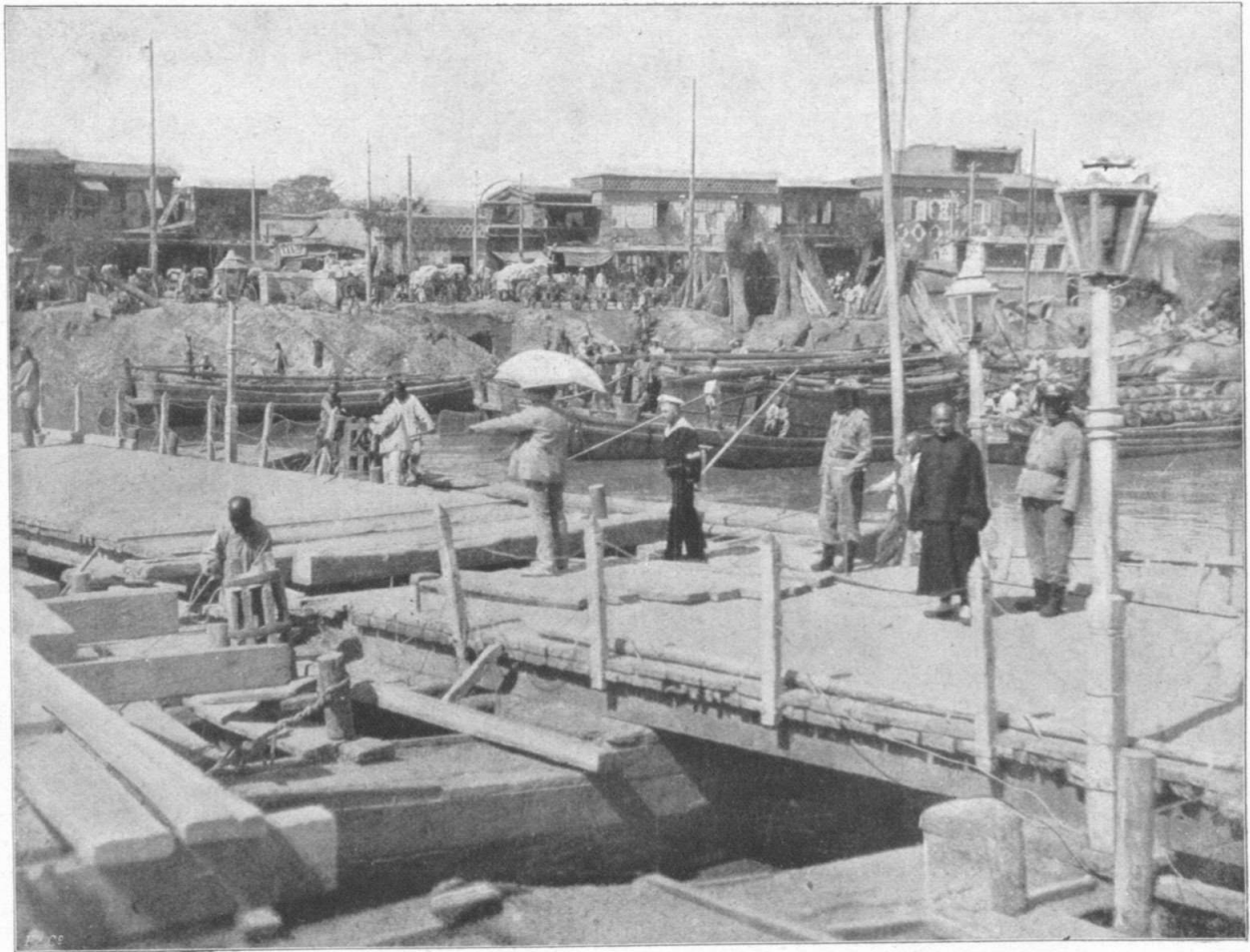


Source : OESTA HHSTA F63 Tientsin

Annexe n° 62 – Dongfu qiao, Tianjin



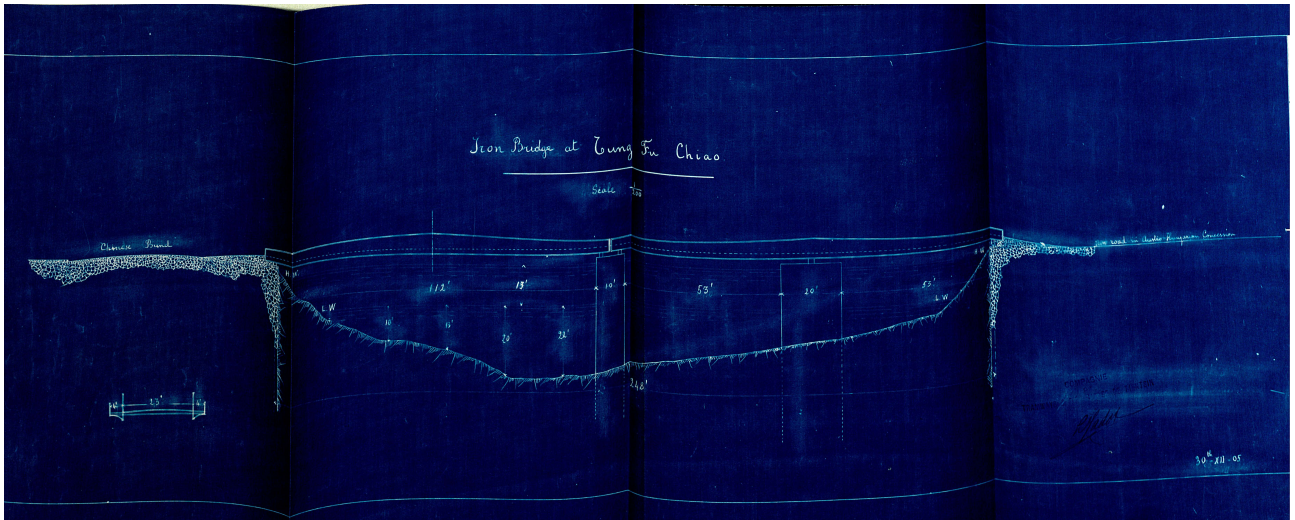
Source : tianjin.virtualcities.fr, consulté le 2 décembre 2019



Die Chinesenstadt gegenüber der österreichisch-ungarischen Niederlassung mit Pontonbrücke vor Fertigstellung der neuen Eisenbrücke.
Auf der Brücke hält ein österreichisch-ungarischer Marinesoldat Wache.

Source : *Österreichische illustrierte Zeitung*, 10 février 1907, p. 451

Annexe n° 63 – Pont autrichien, Tianjin



Source : OESTA HHSTA F63 Tientsin



Die kürzlich eröffnete österreichisch-ungarische Brücke, welche die Chinesenstadt mit unserer Niederlassung verbindet.

Source : *Österreichische illustrierte Zeitung*, 10 février 1907, p. 451

Annexe n° 64 – Consulat austro-hongrois à Shanghai



Das österreichische Konsulat in Shanghai
(Archiv des Marineverbandes)

Source : KAMINSKI, Gerd, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, 1980, p. 189

Annexe n° 65 – Consulat austro-hongrois à Tianjin



Das österreichisch-ungarische Konsulat in Tientsin (Nordchina).

Source : *Österreichische illustrierte Zeitung*, 10 février 1907, p. 451

Annexe n° 66 – Ancienne et nouvelle légation d'Autriche-Hongrie à Beijing



Die zerstörte österreichisch-ungarische Gesandtschaft August 1900
(Aus dem Fotoalbum Paula von Rosthorns)

Source : KAMINSKI, Gerd, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, 1980, p. 417

die Unge-



Österreichisch-ungarische Gesandtschaft
(Foto : Paula von Rosthorn ; Familie Pinschof ; Archiv der ÖGCF)

Source : KAMINSKI, Gerd, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, 1980, p. 305

Annexe n° 67 – Vue de Czikanstraße, Tianjin



BARON CZIKON STRASS, EX AUSTRIAN CONCESSION, TIENTSIN.

第馬大 (界租利奧奧國) 景景 理執劃領津天

Source : tianjin.virtualcities.fr, consulté le 2 décembre 2019

Annexe n° 68 – Résolution du corps diplomatique concernant l'occupation du chemin de fer
Beijing-Shanhaikuan, 1912

Resolutions of Diplomatic Body regarding Military Occupation of the Railway from
Peking to Shanhaikwan.—January 26, 1912.

“ 1.—That troops should be placed at important stations, bridges, etc., along the line of the railway.

“ 2.—Both Chinese Imperial and Revolutionist troops are at liberty to utilize the railway line and adjoining piers and wharfage for the purposes of transportation, landing or embarkation and will not be interfered with.

“ 3.—Both parties will be notified to avoid any interference with the railway and to refrain from damaging it in any way. The Board of the Imperial Railways of North China will be requested to maintain at both Shanhaikuan and Tientsin a repair train loaded with suitable materials for repairing damages.

“ 4.—Any attempts to permanently damage important parts of the line, such as stations, depots, machinery, bridges, etc., will be resisted by the combined forces of the six Powers cooperating in the defense of the railway.

“ 5.—The Board of the Imperial Railways of North China will be requested to always keep ready at Shanhaikuan and Tientsin sufficient rolling stock to transport 250 infantry in order that reinforcements can rapidly be dispatched.

“ 6.—The telegraph offices are to be protected and telegraphic communication maintained. Chinese troops of either side may make use of the line.

“ 7.—Officers commanding posts and patrols should be informed of the conditions laid down in paragraphs 2, 3, 4, and 6 and told to do their best, with the forces at their disposal, to carry them out.”

Source : WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914